



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le mercredi 15 avril 1987

Vol. 29 - No 99

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Table des matières

Affaires du jour	
Projet de loi 11 - Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres	
Adoption	6869
M. Claude Ryan	6869
Mme Jeanne L. Blackburn	6872
Projet de loi 9 - Loi abolissant le Conseil de la faune	
Adoption	6873
M. Yvon Picotte	6874
M. Hubert Desbiens	6877
M. Yvon Picotte (réplique)	6881
Projet de loi 222 - Loi concernant la ville de Drummondville	
Adoption du principe	6884
M. Francis Dufour	6884
Adoption	6886
Projet de loi 263 - Loi concernant la ville de Verdun	
Adoption du principe	6886
M. Francis Dufour	6886
Adoption	6887
Projet de loi 20 - Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens	
Adoption	6887
M. Herbert Marx	6887
Commission plénière	6888
Amendements	6888
Reprise du débat sur l'adoption	
Mme Louise Harel	6888
M. Herbert Marx (réplique)	6889
Projet de loi 146 - Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	6890
M. Michel Pagé	6890
M. Jean Garon	6891
M. Michel Pagé	6897
Affaires courantes	
Déclarations ministérielles	
Le gouvernement renonce au principe de la réserve des trois chaînes	
M. John Ciaccia	6897
M. Michel Gauthier	6899
M. John Ciaccia (réplique)	6900
Présentation de projets de loi	
Projet de loi 100 - Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités	
Dépôt d'un texte réimprimé	6900
Inscription au feuillet	6900
Dépôt de documents	
Demandes de Suicide-Action Montréal au ministère de la Santé et des Services sociaux	6901
Rapports sur la tarification en assurance automobile et sur l'offre d'achat de Dofor	6901
Dépôt de pétitions	
Demande que la pêche commerciale continue de s'exercer au lac Saint-Pierre	6901

Table des matières (suite)

Questions et réponses orales	
Le droit de discussion du Québec au Sommet de la francophonie	6902
Juridiction du Québec sur les questions linguistiques	6904
La grève à la Société de transport de la	
Communauté urbaine de Montréal (STCUM)	6906
Les conséquences de la grève des chargés de cours	
à l'Université du Québec à Montréal (UQAM)	6907
La papeterie de Matane et la production d'Abitibi-Price à Jonquière	6908
Le rapport Leblond sur les équipements du ministère	
du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (MLCP)	6909
Les CLSC projetés dans la région de Québec	6910
Champ de tir au canon à Sainte-Anne-du-Lac	6911
La taxe sur l'essence dans les régions périphériques	6912
Réponse différée	6912
Avis juridique au sujet de la privatisation de SOQUEM	6913
Motions sans préavis	
Motion proposant la tenue d'une consultation	
sur le niveau d'immigration pour 1988 et 1989	6913
M. Michel Gratton	6913
M. Gérald Godin	6913
Mme Louise Robic	6914
Avis touchant les travaux des commissions	6915
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	6916
Affaires du jour	
Affaires inscrites par les députés de l'Opposition	
Reprise du débat sur la motion proposant que l'Assemblée	
exige que le gouvernement donne suite aux principales	
recommandations du rapport Lapointe sur la ville de Québec	6916
M. Jean-Guy Parent	6916
M. Gil Rémillard	6919
M. François Gendron	6920
M. Marc-Yvan Côté	6922
M. Francis Dufour (réplique)	6925
Ajournement au mercredi 29 avril	6930

Abonnement: 50 \$ par année pour les débats de la Chambre
 Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 6 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec
 Distribution des documents parlementaires
 1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
 Québec, Qc
 G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
 Bibliothèque nationale du Québec
 ISSN 0709-3632

Le mercredi 15 avril 1987

(Dix heures sept minutes)

Le Vice-Président: Un moment de recueillement, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir.

L'Assemblée nationale entreprend ses travaux en ce mercredi 15 avril 1987 et nous sommes à la période des affaires du jour. Je cède la parole à M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous prie d'appeler l'article 33 du feuillet, s'il vous plaît!

Projet de loi 11

Adoption

Le Vice-Président: À l'article 33 du feuillet, M. le ministre responsable de l'application des lois professionnelles propose la motion d'adoption du projet de loi 11, Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres.

Est-ce qu'il y a quelque intervention à ce moment-ci? M. le ministre responsable de l'application des lois professionnelles.

M. Claude Ryan

M. Ryan: M. le Président, je suis heureux que nous en soyons arrivés au dernier stade de l'examen du projet de loi 11, lequel porte changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle. Nous avons, dans la société québécoise, trois grandes associations professionnelles de comptables. La plus importante et la plus ancienne en existence, c'est la corporation que l'on appelle l'Ordre des comptables agréés, plus communément identifiés comme les CA, dont on voit les noms au bas des rapports financiers d'un grand nombre d'entreprises et d'organismes.

L'Ordre des comptables agréés regroupe au Québec, selon les derniers chiffres que nous possédons, près de 11 000 membres, 10 724 membres en règle au 31 mars 1986. Si l'on compte la récolte de 1986-1987, l'effectif total de l'Ordre des comptables agréés doit aujourd'hui dépasser les 11 000. Il y a ensuite l'Ordre des comptables généraux licenciés, ceux qu'on appelle, par les initiales qu'on retrouve à côté de leur nom quand ils signent des états financiers, des CGA. On en dénombrait, au 31 mars

1986, 4097. Il y a enfin les comptables en administration industrielle, ceux qu'on a appelés jusqu'à ce jour les RIA, de l'expression anglaise qui les définit dans le reste du pays "Registered Industrial Accountant".

Entre ces trois associations professionnelles, il existe des problèmes de délimitation de compétences respectives. Je ne veux pas entrer dans le détail de ces litiges qui durent depuis longtemps. Depuis déjà de nombreuses années, les gouvernements successifs qui ont assumé le pouvoir à Québec ont essayé de dirimer les difficultés qui opposent les unes aux autres ces corporations, en particulier les deux premières, les CA et les CGA. C'est un problème extrêmement difficile auquel on n'a pas réussi à trouver de solution jusqu'à ce jour. Et, comme le gouvernement ne veut pas imposer de solution d'autorité et qu'il veut plutôt rechercher une solution qui soit mise au point avec l'accord des intéressés, nous préférons que le problème perdure pendant un certain temps plutôt que de le régler d'autorité.

Je vous avoue qu'à mon humble avis, le litige entre les comptables agréés et les comptables généraux licenciés a déjà duré depuis fort longtemps et que, dès que les circonstances s'y prêteront, je souhaite vivement avoir l'occasion de me pencher de plus près sur ce dossier afin d'essayer d'y apporter une solution, avec la collaboration des parties intéressées. Jusqu'à maintenant, le gouvernement a estimé à juste titre, je pense, que le bien public n'était pas lésé par l'existence de ces désaccords de bonne foi entre membres d'associations professionnelles différentes et, tant que le bien public n'est pas directement lésé ou que nous n'avons pas des raisons de croire qu'il serait beaucoup mieux servi par des clarifications qui seraient souhaitables en bonne logique, il n'y a peut-être pas lieu d'intervenir.

Les gouvernements apprennent ces choses avec l'expérience, M. le Président. Mieux vaut parfois laisser continuer une situation qui n'est pas parfaitement satisfaisante sous l'angle de la logique, mais qui permet aux gens de fonctionner honorablement et efficacement, que de prétendre à tout prix vouloir mettre de l'ordre dans une situation au risque de léser les intérêts légitimes. Alors, ça, c'est, par conséquent, un problème sérieux.

Il y a des problèmes de délimitation de champ de compétence entre ceux qu'on a appelés jusqu'à ce jour les RIA, les comptables en administration industrielle, les

comptables agréés et les comptables généraux licenciés. L'objet du projet de loi n'est pas de régler ces problèmes. Nous maintenons dans leur teneur actuelle toutes les dispositions du Code des professions qui comportent une certaine description des tâches propres à l'une et à l'autre de ces trois catégories de comptables professionnels.

Le seul objet du projet de loi est de modifier le nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle, dont les initiales étaient jusqu'à maintenant RIA, suivant l'explication que j'en ai donnée tantôt. Nous voulons qu'à l'avenir - et nous agissons, inutile de le dire, à la demande de la corporation concernée et non pas d'autorité - les membres de cette profession s'appellent des comptables en management accrédités, CMA, comptables en management accrédités. Il y a un avantage à ce nom. C'est qu'on peut le traduire en langue anglaise en gardant les mêmes initiales. La traduction anglaise, c'est "Certified Management Accountant", CMA. C'est très utile pour les membres de cette association professionnelle qui ont des clients parlant l'une ou l'autre langue et demandant d'être servis dans leur langue respective dans un grand nombre de cas. C'est très utile pour les membres de cette association qui doivent transiger avec des clients situés en dehors du Québec, en particulier dans les autres provinces canadiennes. Cela permet aux membres québécois de cet ordre professionnel de transiger avec des clients situés en Ontario, par exemple. Je prends un exemple qui provient du comté d'Argenteuil, avec votre permission, M. le Président. Si vous avez un CMA qui a son bureau à Lachute, il pourra facilement avoir un client à Hawkesbury qui est de l'autre côté de la rivière des Outaouais. Son rapport sera signé CMA et le client ontarien sera aussi satisfait que celui du Québec. Et vice versa un client qui, au Québec, veut transiger avec un partenaire en affaires, avec un autre citoyen ou une corporation qui est située en Ontario pourra requérir les services de son comptable professionnel québécois en assurant l'autre partie à la transaction qu'il n'y aura aucun inconvénient au point de vue des services professionnels, qu'il peut se fier à un comptable dont la compétence et les titres professionnels sont reconnus partout au Canada.

Or, il y a de nombreuses années que la corporation des RIA, comme on les a appelés jusqu'à ce jour, demandait au gouvernement cette modification de son nom. Pour toutes sortes de raisons sur lesquelles je n'ai pas à m'étendre ce matin, les gouvernements qui ont précédé celui-ci n'ont pas été capables d'agir. Je me souviens qu'à plusieurs reprises j'avais causé de ce problème avec mes prédécesseurs de l'ancien gouvernement,

comme avec le ministre responsable de l'application des lois professionnelles. Chacun m'avait fait part de son désir d'apporter une solution au problème. J'en avais causé avec M. Bérubé, lequel m'avait dit son vif espoir de pouvoir présenter un projet de loi dans le sens de celui que nous discutons présentement. Il avait été empêché de le faire par d'autres priorités qu'avait dû respecter le gouvernement de l'époque. Je n'ai pas de critique à faire à ce sujet pour l'instant. J'en avais causé ensuite avec plusieurs députés, autant du côté du gouvernement que du côté de l'Opposition. Nous étions tous d'accord sur l'opportunité d'un tel changement.

Le ministre qui m'a précédé immédiatement comme ministre responsable de l'application des lois professionnelles, M. Jean-Guy Rodrigue, avait écrit une lettre pendant le très bref mandat qu'il a connu, indiquant clairement son désir de procurer aux membres de la Corporation des comptables en administration industrielle un nom qui répondrait à leurs attentes, c'est-à-dire un nom qui leur permettrait de fonctionner dans les conditions les meilleures possible pour le succès de leur activité professionnelle.

Il y avait d'autres organismes qui étaient... Par conséquent, en ce qui touche la corporation des RIA, il n'y a pas de problème. Le projet de loi répond à une demande dont cette corporation a saisi le gouvernement à maintes reprises dans le passé. On peut se demander ce que pensent les autres corporations professionnelles concernées. L'Ordre des comptables agréés a signifié son accord à plusieurs reprises. Nous avons des pièces au dossier indiquant que l'Ordre des comptables agréés n'a pas d'objection à ce changement de nom. L'Ordre des comptables généraux licenciés a fait valoir certaines objections, mais qui ne portent pas sur le fond, qui traduisent plutôt une condition qu'il voudrait exprimer. L'Ordre des comptables généraux licenciés - sa position se comprend d'un certain point de vue - aurait souhaité qu'avant de modifier le nom "comptables en administration industrielle", le gouvernement règle tout le contenu des rapports entre les trois grandes associations professionnelles dont j'ai parlé au début.

Il est impossible d'apporter une solution à court terme à ce problème. Comme les représentations des comptables généraux licenciés n'affectaient pas le fond et portaient uniquement sur une question d'opportunité, le gouvernement a conclu de son côté qu'il ne partageait pas l'avis de cette corporation professionnelle et qu'il fallait plutôt voir le service à rendre à cette profession particulière que constituent les comptables en administration industrielle.

Par conséquent, il n'y a pas de

problème majeur de ce côté. Nous avions demandé l'avis de l'Office des professions du Québec lequel eut préféré que le gouvernement réglât d'abord le problème du partage des champs de compétence entre les trois associations professionnelles, mais sans insistance particulière. Et, encore une fois, sous l'angle de l'opportunité, nous ne pouvons pas léser les membres d'une corporation particulière dans une question extrêmement limitée quant à ses implications sous prétexte qu'il y a des problèmes beaucoup plus larges qui doivent être résolus. La sagesse pratique des gouvernements les incite plus souvent qu'autrement à régler les problèmes qui peuvent être réglés aujourd'hui et à ne pas toujours accrocher la solution de problèmes particuliers à des solutions d'ensemble qui ne sont pas toujours facilement et immédiatement accessibles.

C'est dans cet esprit que nous avons décidé de pousser ce projet de loi à cette session-ci. Il y avait une dernière difficulté qui pouvait être envisagée. Elle était d'ordre linguistique. Y avait-il danger pour l'avenir de la langue française d'introduire dans le titre même que portent les membres d'une corporation professionnelle une expression qui, à sa face même, est empruntée à la langue anglaise? C'est l'expression "management". On s'est interrogé à juste titre et l'Office de la langue française a été consulté à quelques reprises sur cela. Une première fois, il y a quelques années, l'office avait émis une opinion réservée, même négative. Il avait exprimé son inquiétude quant à la contamination possible de la langue française par l'addition de ce mot "management". Mais depuis ce temps, l'Office de la langue française a révisé sa position. Il l'avait fait même avant le changement de gouvernement, et on ne pourra pas soupçonner par conséquent l'office d'avoir succombé de près ou de loin aux pressions que le ministre actuel des lois professionnelles aurait pu chercher à faire peser sur lui. Pas du tout. Même avant le changement de gouvernement, survenu en décembre 1985, l'Office de la langue française avait clairement indiqué qu'à son point de vue on pouvait désormais utiliser le mot "management" comme synonyme de mots comme gestion ou administration.

(10 h 20)

Pourquoi l'office en est-il venu à cette conclusion? Pour une raison bien simple: c'est que, déjà, c'est la pratique reconnue dans les pays francophones en Europe, et en particulier en France. Le mot "management" est beaucoup plus utilisé, je pense, en France qu'il ne l'est ici. C'est devenu une expression aujourd'hui qui traduit de manière peut-être plus dynamique le champ d'activité qu'embrassent, non seulement certaines formes d'activités professionnelles, mais aussi certaines formes d'enseignement. Alors, dans

"management", il y a peut-être plus une connotation d'action que dans certains mots qui finissent en "tion", comme administration, gestion, institutionnalisation, etc. Il y a quelque chose d'abstrait dans cela. Cela ne frappe pas l'imagination autant. "Management", c'est très concret, c'est très actif, c'est imprégné d'action.

Vous savez qu'aujourd'hui les milieux d'affaires français sont soucieux de dynamisme et veulent être plus créateurs qu'ils ne l'ont peut-être été à d'autres époques. Ils veulent se mettre à l'école des meilleures découvertes américaines et japonaises en particulier. Ils ont leur propre contribution à apporter, qui est très importante aussi. Alors, ils utilisent le mot "management" sans se faire trop de difficultés. Je pense que la langue française, en agissant ainsi, loin de se diminuer ou de se corroder, s'enrichit et se rend plus apte à transiger avec les réalités d'aujourd'hui. Il n'y a pas de mal à ce qu'une langue fasse de l'assimilation de termes nouveaux et fasse des emprunts à d'autres langues. La langue anglaise le fait continuellement à l'endroit de la langue allemande, de la langue espagnole et de la langue française aussi. Il y a beaucoup de mots français qui font maintenant partie de la langue anglaise. Que l'inverse se produise également, que la langue française assimile des termes empruntés à d'autres langues, en particulier à la langue anglaise qui est la lingua franca, la langue de communication par excellence de l'univers civilisé aujourd'hui. Le français l'a été pendant longtemps. Il conserve une place honorable dans la famille des langues, mais l'anglais, de l'avis général, est la lingua franca du monde moderne. C'est la langue dans laquelle communiquent les scientifiques, les milieux d'affaires, les entrepreneurs, les gouvernements et en général ceux qui sont dans le secteur des communications. Le français a sa place. Nous autres, nous tenons à défendre la place du français. Nous tenons à lui conserver une place très importante, au Québec d'abord cela va de soi, mais aussi dans l'ensemble du Canada et même, dans la mesure du possible - il ne faut pas que la grenouille se pense plus grosse que le boeuf non plus - en Amérique du Nord.

Ce mouvement d'assimilation nous est familier depuis longtemps. Il y a beaucoup d'expressions que nous avons intégrées dans notre parler québécois qui sont empruntées à la langue de ceux avec qui nous vivons quotidiennement, nos concitoyens de langue anglaise. Il n'y a pas de mal à ça, pourvu que cela se fasse sous un certain contrôle. Quand il s'agit d'une expression qui serait utilisée dans l'administration publique, je pense qu'il va de soi qu'il y ait une coordination qui s'exerce au niveau du gouvernement, qu'il y ait une certaine fonction de tamisage, de contrôle qui

s'exerce. Nous avons un organisme qui a été constitué à cette fin, c'est l'Office de la langue française. Je ne voudrais pas, je l'ai dit à un autre stade de nos débats, que l'Office de la langue française s'érige en juge de la langue que nous devons employer comme citoyens, de la langue que je dois employer moi-même dans mes communications. Je pense que chacun a assez de maturité pour prendre ses décisions par lui-même en ces choses. Il n'y a rien d'odieux comme de penser qu'on pourrait se faire imposer le choix de nos termes par une quelconque agence gouvernementale. Nous ne voulons pas que le gouvernement nous impose nos pensées, nous ne voulons pas non plus qu'il nous impose le genre de vocabulaire que nous emploierons.

Il suffit de circuler dans nos comtés respectifs pour savoir que même si le gouvernement avait de telles prétentions, elles seraient contredites à longueur de journée par des citoyens qui ont trop à cœur leur liberté de langage pour aller se laisser influencer par les diktats des bureaucrates qui seraient installés à Québec ou à Montréal. Par conséquent, ce n'est pas de ça qu'il s'agit. Quand il s'agit d'un titre officiel d'une corporation, quand il s'agit de la langue de nos lois, la langue de nos règlements, la langue qui sera utilisée devant nos tribunaux, de toute la langue de l'administration publique, il est nécessaire qu'il y ait une certaine uniformité, une certaine homogénéité dans la langue employée. C'est pour cela qu'avant d'utiliser une expression comme "management" dans nos lois nous demandons l'avis de l'Office de la langue française. Les comités gouvernementaux qui tamisent les projets de loi soumis à l'Assemblée nationale veillent soigneusement à ce que les aspects linguistiques des projets de loi soient examinés à la loupe.

Dans ce cas-ci, toutes les étapes du processus de tamisage en vigueur au sein du gouvernement ont été observées, franchies avec succès. La conclusion générale de ceux qui ont examiné le projet de loi, c'est que l'expression "comptable en management accrédité" est aujourd'hui une expression très bien recevable en français. Elle peut figurer comme expression pour décrire la catégorie de comptables professionnels qu'on appelle les RIA.

Tout à l'heure, dans l'énumération que j'avais commencé à donner, j'ai dit que les comptables agréés comptaient près de 11 000 membres; les comptables licenciés en comptaient 4097 au 31 mars 1986; les comptables en administration industrielle en comptaient 2332 et en comptent peut-être, aujourd'hui, autour de 2500. C'est pour cette dernière catégorie que nous légiférons aujourd'hui et que nous allons, je l'espère bien, adopter à l'unanimité le projet de loi

qui est devant cette Chambre.

Je voudrais signaler que, sauf les changements de nom, le projet de loi n'a aucun effet. On modifie le Code des professions à deux endroits, aux articles 36 et 37, où on énumère différentes catégories de professionnels avec les champs d'activité qui leur sont ouverts. Là où il est question, aux articles 36 et 37, de comptables en administration industrielle ou RIA, dorénavant, ce sera de comptables en management accrédités qu'il sera question.

Dans la Loi sur les comptables agréés - il y a une loi pour l'Ordre des comptables agréés, il y en a une pour le Barreau, pour la Chambre des notaires, pour la corporation des médecins, la corporation des ingénieurs, etc. - il y a quelques dispositions qui traitent des comptables en administration industrielle, où on les appelle de leur ancien nom. On fait une modification également à cette Loi sur les comptables agréés pour que la même expression "comptables en management accrédités" devienne reçue partout.

Il y a une petite clause dont on a eu l'occasion de discuter hier. On dit que le changement de nom de la corporation professionnelle concernée n'affecte en aucune manière ses droits et obligations. Tout continue comme avant, mais c'est une chose qu'il vaut mieux dire que ne pas dire parce qu'en le disant clairement... Il pourrait arriver que des procédures soient en cours ou sur le point d'être instituées et qu'on les institue sous l'empire de l'ancien nom. Après cela, on aurait des débats devant les tribunaux à savoir si cela affecte la corporation des RIA ou la Corporation des comptables en management accrédités. Avec la disposition que nous insérons dans le projet de loi, aucun malentendu n'est possible entre ce qui était hier et ce qui sera aujourd'hui sous un nom différent.

Ces explications disposent, à mon point de vue, de l'objet qu'embrasse le projet de loi 11. J'ai vivement apprécié l'intérêt que nous avons porté ensemble à l'examen du projet de loi. J'ai apprécié l'attitude constructive de l'Opposition dans les débats que nous avons eus à ce sujet et j'ose souhaiter qu'à l'issue du dernier débat que nous aurons ce matin, nous puissions passer à l'adoption définitive du projet de loi 11.

Le Vice-Président: Je cède maintenant la parole à Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, M. le Président. Le projet de loi qui nous est présenté est un petit projet de loi modeste, comme le rappelle le ministre et comme on est habitué, d'ailleurs, à les voir, avec lequel l'Opposition va être d'accord, auquel elle accorde son appui.

Cependant, je ne voudrais pas, en prolongeant indûment le débat, laisser l'impression à cette Chambre de même qu'à ceux qui nous écoutent que c'est une loi importante. Le ministre nous a donné un cours sur l'évolution de la langue française. Il nous a démontré que la langue française était toujours une langue vivante, qu'elle n'était pas une langue morte et qu'elle avait avantage à s'enrichir de l'anglais en particulier, comme l'inverse était également vrai. Je trouve que ce n'était pas très pertinent au débat et que cela visait essentiellement à faire du remplissage pour essayer de nous faire oublier qu'il n'y a pas de législation au cours de la présente session. Je ne voudrais pas, par un propos qui serait indûment long, accréditer l'impression que ce gouvernement a effectivement des lois à faire adopter au cours de la présente session. Je me contenterai, M. le Président, de quelques commentaires.

(10 h 30)

Tout à l'heure, le ministre nous disait que l'un des avantages de la nouvelle appellation des comptables en management accrédités était que cela pouvait se traduire dans les deux langues et que cela permettait, évidemment, aux détenteurs du titre de pratiquer à l'aise, aussi bien en Ontario qu'au Québec. Je trouve cette attitude un peu plus responsable et un peu plus sage que celle qu'il a eue au moment où il déposait le projet de loi. Il se permettait de railler le précédent ministre qui avait indiqué qu'on devait être sensible à la possibilité qu'on puisse facilement traduire les titres en anglais et en français, ce qui faisait rire le ministre de l'Enseignement supérieur, responsable des corporations. Je trouve que l'attitude de ce matin est un peu plus responsable, si je peux me permettre l'expression, pour ne pas utiliser un terme qui serait un peu plus sévère. Cependant, je voudrais dire que la décision qui est prise, touchant l'appellation des comptables en management accrédités, ne règle en rien le débat beaucoup plus profond qui touche les différentes corporations de comptables, que ce soit les CA ou les CGA.

Le ministre nous dit: Pour ne pas léser les droits légitimes de ces corporations, on a décidé de ne pas intervenir de force, je me suis demandé s'il s'était interrogé également sur les droits légitimes des employeurs et de la population et s'il n'aurait pas été sage d'examiner un peu plus les possibilités qu'il y aurait eu d'atteindre un consensus sur cette question.

Le ministre, dans ce projet de loi comme dans toutes ses actions depuis qu'il est au pouvoir, travaille au cas par cas, à la petite pièce, au petit morceau. Parfois, il n'a pas suffisamment le temps ou ne s'intéresse pas suffisamment à ses projets de

loi tant il est obligé, à l'occasion, de les réécrire, mais chaque fois, même si c'est un projet de deux, trois ou quatre articles, on voit apparaître des papillons. Quand ce n'est pas un article qui est modifié, c'est deux sur quatre.

Le ministre règle au cas par cas et ne fait pas de vagues. J'imagine qu'il y a un mot d'ordre quelque part, mais cela n'a pas beaucoup de chances de régler beaucoup de problèmes qui restent pendants. Je pense à toute la question des corporations professionnelles de façon générale, et, de façon plus particulière, au problème et au conflit qui touchent les appellations ou le partage des champs de compétence entre les différentes formations comptables.

M. le Président, pour ce qui est du projet de loi qui vient changer le nom des RIA à CMA, comptables en management accrédités, pour les membres de cette corporation, je pense que la décision est quand même heureuse. Il aurait été souhaitable qu'on puisse régler l'ensemble du problème, mais, pour ces gens, je pense que la décision est heureuse, et l'Opposition votera pour le projet de loi. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Le débat étant maintenant terminé, est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 11, Loi portant changement du nom de la Corporation professionnelle des comptables en administration industrielle du Québec et du titre de ses membres, est adoptée?

Une voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté.
M. le leader du gouvernement.

Une voix: ...

Le Vice-Président: Donc, nous allons attendre quelques instants.

Une voix: Il n'y a pas de projet de loi.

Le Vice-Président: Pour l'étape suivante de nos travaux, je cède la parole à M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Merci, M. le Président. Je vous prierais donc d'appeler l'article 32 du feuillet, s'il vous plaît!

Projet de loi 9

Adoption

Le Vice-Président: À l'article 32 du feuillet, M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche propose la motion

d'adoption du projet de loi 9, Loi abolissant le Conseil de la faune.

Je cède la parole à M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Yvon Picotte

M. Picotte: Merci, M. le Président. Nous en arrivons à la dernière étape de l'étude du projet de loi 9 concernant l'abolition du Conseil de la faune. Quelques-uns de nos collègues, membres de l'Opposition, se sont interrogés depuis le début de cette étape, lors de la présentation initiale du projet de loi, de même que lors de l'étude article par article. Encore faut-il mentionner qu'il y a, dans ce projet de loi, deux seuls articles dont le premier, évidemment, qui parle de l'abolition du Conseil de la faune et le deuxième qui dit que ce projet de loi entre en vigueur la journée de sa sanction.

M. le Président, il s'agissait là de théories à évaluer. J'ai eu l'occasion de dire, et je répète que les grandes questions posées à celui qui vous parle l'ont été en termes d'efficacité et d'économie. Premièrement, examiner l'efficacité du Conseil québécois de la faune; deuxièmement, examiner quelles sont les économies que nous pourrions faire dans une période de difficultés budgétaires, dans une période où nous devons rationaliser nos dépenses, en abolissant certains organismes dont celui dont il est fait mention aujourd'hui.

Point n'est besoin de faire un rappel historique du Conseil québécois de la faune. Au fil des ans - cela fait déjà au-delà de 20 ans, à ma connaissance, que le Conseil québécois de la faune était opérant ou inopérant, selon les dates et les moments de son histoire - le Conseil québécois de la faune a travaillé avec efficacité à la protection de la faune et à faire des recommandations au ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche dans le domaine de la faune. Il fut un temps où le Conseil québécois de la faune était composé de gens de la faune et faisait des recommandations au ministre en titre tout en sachant que le ministre était libre d'accepter ou de refuser les recommandations qui lui étaient faites par le Conseil québécois de la faune.

Au fil des ans aussi, les gens qui composaient ce Conseil québécois de la faune ont été nommés par les ministres en titre du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. C'est bien évident que ces nominations étant faites par le ministre, cela pouvait, d'une certaine façon, gêner un peu - je dis bien pas toujours mais dans certaines circonstances gêner - ceux qui étaient du Conseil québécois de la faune. Lorsqu'ils faisaient une recommandation au ministre, ils tentaient, dans certaines circonstances, d'embarrasser le moins possible le ministre

avec certaines recommandations qui auraient pu être bénéfiques pour la faune mais on ne voulait pas, dans certaines circonstances, placer le ministre dans l'embarras. Cela permettait aux gens qui étaient nommés directement par le ministre de modifier un peu certaines recommandations qu'ils auraient probablement aimé faire de façon plus corsée. Évidemment, ce genre de nomination faisait que les gens pouvaient se retenir dans les recommandations. Je ne dis pas que cela s'est toujours fait. Je ne dis pas que cela s'est fait sur une haute échelle, je dis que ça pouvait être et ça a été sans doute à certaines occasions un problème pour les gens du Conseil québécois de la faune.

Dans le même rappel historique, je devrai vous dire, M. le Président, qu'en ce qui concerne mes prédécesseurs - examinons ça depuis les dix dernières années - le Conseil québécois de la faune a été inopérant, entre autres durant quelques années sous mes prédécesseurs, plus particulièrement durant le règne du député de Joliette et aussi durant le règne du député de Lac-Saint-Jean, mes deux prédécesseurs immédiats, ce qui a eu pour effet que, tout à coup, quelques mois avant les élections de 1985, on a décidé au gouvernement précédent de ressusciter le Conseil de la faune, d'essayer de le rendre opérant, mais sous une forme un peu différente.

(10 h 40)

On a décidé, avec l'ancien gouvernement, d'associer au Conseil de la faune non seulement des gens de la faune, c'est-à-dire la Fédération québécoise de la faune, ou des gens des ZEC ou des gens de pourvoirie, mais aussi d'élargir le conseil, si je peux m'exprimer ainsi, d'y ajouter des forestiers, d'y ajouter des gens de l'UPA, l'Union des producteurs agricoles, d'y ajouter des gens des MRC ou des municipalités, si bien que lorsque ce conseil s'est mis à travailler, à trois ou quatre reprises avant les élections de 1985, nous nous sommes rendu compte vite qu'il n'y avait à peu près jamais de possibilité de faire consensus.

C'est évident, parce qu'il y avait des intérêts tellement divergents. Moi, avec les conseils de ceux qui ont travaillé à l'ancien Conseil de la faune, avec l'expérience vécue de ces quelques rencontres, je trouvais, je dois vous le dire, un peu curieux - le mot que j'emploie est sans doute ordinaire - qu'un ministre de la faune se fasse faire des recommandations dans son domaine par toutes sortes de gens, y compris des gens de la faune, mais cela était tellement dilué, avec des intérêts tellement divergents que, finalement, cela ne voulait, à toutes fins utiles, rien dire, mais ça pouvait servir à un ministre dans le sens qu'un ministre pouvait toujours dire: Vous voyez, le Conseil de la faune n'a même pas réussi à faire consensus,

n'a même pas fait l'unanimité. Comment voulez-vous que le ministre prenne des décisions, puisque le Conseil de la faune n'a pas fait l'unanimité sur le sujet?

Ce n'est pas sorcier de s'apercevoir que probablement la façon dont on a composé ce conseil avait pour but, sans vouloir prêter d'intention à qui que ce soit, de ne pas avoir l'unanimité, parce qu'il y avait des intérêts vraiment divergents. Nous avons décidé, par souci d'efficacité et d'économie, d'éliminer le Conseil de la faune et de le remplacer par une table de concertation. Cela veut dire quoi une table de concertation? J'ai demandé à tous les organismes de la faune, que ce soit les pourvoyeurs, que ce soit la Fédération des ZEC, que ce soit la Fédération québécoise de la faune, que ce soit la Fédération québécoise de la nature, j'ai demandé à tous les organismes qui oeuvrent dans le domaine de la faune d'être assis à la table de concertation.

Premièrement, un ministre de la faune qui se fait conseiller par les gens de la faune. J'ai dit à cette table de concertation: Nous allons aller plus loin que ça, parce qu'il arrive occasionnellement que nous ayons des problèmes avec les agriculteurs dans certains secteurs. On se souviendra que cela a même débouché, dans certains cas, sur de la saisie de tracteurs par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, à la suite d'endiguements. Alors, on a, on doit l'avouer, occasionnellement des problèmes avec les agriculteurs. Pas nécessairement causés par les agriculteurs, pas nécessairement causés par les gens de la faune, mais des problèmes qui surgissent comme ça à cause d'intérêts divergents. Nous avons aussi occasionnellement, même si nous avons un bon guide forestier sur lequel nous nous sommes entendus pour intervenir dans le domaine de la forêt, des problèmes avec les forestiers. Nous avons aussi, occasionnellement, des problèmes avec les municipalités. Ce qui ne nous empêchera pas, à la table de concertation, quand nous aurons des problèmes ponctuels, d'inviter les gens concernés à participer à nos délibérations. Nous avons un problème du côté de l'agriculture, nous invitons à la table de concertation l'UPA à venir discuter de ces problèmes. Quand on a cerné le problème, quand on en est arrivé à un certain consensus, quand on a décidé des choses, on dit aux agriculteurs ou à l'UPA qui les représente: Merci, messieurs, vous avez fait un travail formidable. Vous avez été de bonne foi. On est heureux d'avoir collaboré ensemble et à la prochaine occasion, si nous avons d'autres problèmes du même genre, nous vous réinviterons. Mais ils retournent faire leur travail d'agriculteurs. Ils retournent faire leur travail, soit défendre les intérêts des agriculteurs.

Si nous avons un problème avec les

forestiers, c'est la même chose. Nous inviterons les forestiers à venir s'asseoir avec nous pour un problème ponctuel. Quand le problème sera réglé ou en tout cas que nous aurons pris des décisions, nous l'espérons, à la satisfaction de tout le monde, on dira à ces gens: Retournez travailler dans votre secteur, laissez-nous travailler dans la faune. Ce qui fait que là, à ce moment, M. le Président, c'est bien évident, que le conseil est opérant, que la table de concertation fonctionne et qu'on s'y adjoint les gens intéressés à tel ou tel problème en temps opportun. Mais cela n'empêche pas de faire des recommandations sur la faune en général par les gens de la faune.

C'est cela qu'un ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche doit avoir comme table de concertation, des gens qui le conseillent sur la faune et non pas des gens qui le conseillent sur l'agriculture, sur les forêts, sur les MRC et le devenir des MRC ou le devenir des municipalités. Il lui faut des gens qui le conseillent sur la faune; c'est cela la table de concertation: un volet intéressant.

Le deuxième volet intéressant, M. le Président, c'est qu'au lieu que ce soit le ministre qui décide que M. Untel fasse partie du Conseil de la faune et qu'il le nomme lui-même, ce qui, à toutes fins utiles, le gêne dans son action puisque l'individu nommé par le ministre va peut-être être plus modéré dans ses recommandations que s'il avait été nommé par n'importe qui et dire au ministre: C'est cela que vous devez faire pour protéger la faune. Alors, compte tenu du fait que le ministre ne voulait plus faire de nominations, qu'elles soient partisans ou non - donnons le bénéfice du doute aux gens d'en face qui ne voulaient pas faire de partisanerie - et que le ministre ne voulait pas faire en sorte que la personne nommée au conseil ait un peu les mains attachées pour faire des recommandations, nous avons dit ceci - un changement de philosophie - aux représentants de la Fédération québécoise de la faune: On veut que vous soyez assis à la table de concertation parce que vous représentez un organisme important pour nous conseiller. Et puis, on ajoute ceci en plus: Envoyez-nous la personne que vous jugez la plus apte à défendre les intérêts de la faune, non pas M. Untel nommé par le ministre, non pas Mme Unetelle nommée par le Conseil des ministres. Donc, il y a connotation politique possible ou une certaine affiliation de la part de la personne nommée, en disant: C'est le ministre qui m'a nommée, est-ce que je vais aller lui dire qu'il travaille mal ou qu'il défend mal les intérêts! Non, on s'est sorti de cela complètement pour dire: Nommez-nous la personne que vous jugez la plus apte à défendre les intérêts de la faune.

Donc, les gens qui sont autour de la table n'ont pas été nommés par le ministre, ils n'ont pas été nommés par le Conseil des ministres. Ils ont été envoyés là par les organismes pour défendre les intérêts de la faune. Donc, une meilleure efficacité, une plus grande liberté d'action de la part de ceux qui conseillent et qui forment la table de concertation. Ils ont plus de facilité à dire au ministre: Vous vous orientez mal, M. le ministre, parce qu'ils ne pourront pas être destitués le lendemain matin par le ministre ou le ministre n'acceptera pas que ce soit inopérant parce que les gens le contredisent sur certaines de ses actions. C'est la fédération ou l'association X qui nomme son représentant. Il y a une grande différence du côté de l'indépendance des gens qui composent la table de concertation. Et évidemment ce sont les organismes qui en paient le coût s'il y a coût à payer. Exemple: les coûts de transport. Les organismes paient les frais de transport. Donc économie d'argent, M. le Président, de ce côté. Comme on le sait, la plupart de ces gens, non seulement la plupart, mais la totalité, sont tellement des amateurs de la faune, croient tellement à la faune, veulent tellement défendre les intérêts de la faune qu'ils le font bénévolement. Donc, économie. (10 h 50)

Efficacité, je pense que je viens de vous le démontrer. Il y a efficacité à cause de l'indépendance des gens qui sont assis à la table de concertation. On est allé plus loin que cela, et l'Opposition a feint de ne pas comprendre, mais je pense qu'elle a compris, même avant que je donne des explications. Elle a dit: Le ministre a remplacé le Conseil de la faune par trois organismes. Comment est-ce moins lourd et comment cela coûte-t-il moins? Il y a deux comités "aviseurs" qui s'ajoutent à la table de concertation. J'ai décidé, depuis le 12 décembre 1985, au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, que ce n'était plus au 17e étage, c'est-à-dire l'étage du ministre et des sous-ministres, que les décisions étaient prises et de façon unilatérale. On a dit: Fini ce temps-là, nous ne possédons pas la vérité dans tous les domaines. Fini de prendre des décisions unilatérales, conseillées par des gens qui, parfois - et ce n'est pas leur faute, c'est leur travail qui les amène à cela - sont plus souvent dans un bureau que dans la faune ou dans le champ.

On a dit: Désormais on va constituer deux comités "aviseurs", un de pêcheurs et un deuxième comité de chasseurs et de pêcheurs qui vont nous conseiller sur la déréglementation, la réglementation, sur des changements à faire, sur des avis à nous donner, sur des sujets à discuter à la table de concertation. On dit: Ce que ces gens vont nous proposer, après l'avoir évalué avec la table de concertation, si on juge que c'est

vraiment important, si on juge que cela a du bon sens, que ça ne met pas en péril les missions fondamentales de mon ministère qui est la conservation, entre autres, à partir de ce moment-là, bravo, ce seront les gens du milieu qui nous auront conseillé d'agir de telle façon. On pourra avoir des politiques mieux adaptées aux différentes clientèles que nous avons.

C'est curieux, M. le Président, mais, avant le 12 décembre 1985 - et cela je défie qui que ce soit de me démontrer le contraire - il ne se passait pas une semaine sans que la Fédération québécoise de la faune, pour ne nommer que cet organisme, critique publiquement dans les journaux l'attitude de mes prédécesseurs ou l'attitude du ministère en général. À toutes fins utiles, cela voulait dire la même chose. Il ne se passait pas une semaine sans qu'on retrouve ce genre de lettre dans les journaux. Chose curieuse, depuis que nous avons ces comités "aviseurs", depuis que nous avons la table de concertation, depuis que nous avons donné l'indépendance aux membres qui composent la table de concertation, depuis que nous avons décidé de travailler en collaboration avec eux, sur toutes les décisions que nous avons à prendre, nous avons cessé d'avoir des lettres ouvertes dans tous les journaux du Québec de la part de certaines fédérations.

Les gens nous disent: M. le ministre, nous avons été heureux d'avoir participé aux discussions. Nous sommes solidaires parce que nous avons participé aux discussions. Nous avons décidé, entre autres, de mettre en branle une campagne d'éducation, à la suite de l'adoption de la loi 151, l'automne dernier. Mes fonctionnaires avaient préparé au complet la campagne d'éducation. Quand nous avons montré cela à certains organismes comme la Fédération québécoise de la faune, les gens nous ont dit: Il nous semble que ce n'est pas le moyen de rejoindre la jeune génération chez qui il faut faire la meilleure des éducations dans le domaine de la faune. Ce qu'on a décidé de faire, c'était facile, on aurait pu dire du haut de notre tour d'ivoire au 17e étage: Elle est faite, la campagne; elle est écrite la campagne d'éducation. Je regrette, nous y allons comme nous étions censés y aller au mois de décembre, à la fin de décembre, alors que nous devions commencer cette campagne d'éducation au début de janvier 1987.

Compte tenu de ce que nous ont recommandé les comités-conseils, la Fédération québécoise de la faune, la table de concertation, nous avons dit: Oui, ça vaut la peine de s'asseoir et de prendre trois mois de plus pour voir, avec ces organismes, s'il n'y aurait pas lieu d'améliorer notre campagne d'éducation. On a annulé la campagne d'éducation prévue pour janvier 1987, on s'est assis ensemble, ces organismes ont passé des journées au ministère,

bénévolement, avec nos gens des communications et nos fonctionnaires. Ils se sont entendus sur une campagne d'éducation, et cette campagne sera mise en marche quelques mois en retard, mais combien importante elle sera pour notre jeunesse et combien améliorée par rapport à sa première version!

Ce n'est pas sorcier de s'asseoir avec les organismes et de travailler avec eux. Cela n'a pas retardé beaucoup de gens, ça n'a rien coûté à l'État, mais ça produira beaucoup plus pour lui. La façon dont nous avons décidé de travailler, ce n'est pas sorcier, ça se comprend facilement par quiconque a une certaine ouverture d'esprit, ça se comprend facilement par des gens qui veulent saisir le principe. Je me félicite et je félicite les gens de mon ministère d'avoir accepté rapidement - ils étaient mieux de le faire parce que, de toute façon, l'ordre était donné chez nous, et je ne m'en cache pas - de s'asseoir avec les gens, tous les organismes concernés, pour travailler avec eux. Les fonctionnaires qui n'avaient pas cette vision de travailler en collaboration avec les organismes, on les a recyclés, on leur a donné d'autres fonctions, on les a fait réfléchir ou on leur a dit carrément de se reposer.

Il est primordial, dans ce domaine, puisque nous faisons affaire avec de nombreuses clientèles, avec des milliers de Québécois, que nous travaillions en collaboration avec les organismes qui représentent les Québécois et les Québécoises, les utilisateurs de nos services. Aujourd'hui, on se félicite que tout ait été fait sans heurt et surtout - c'est cela qui est encore plus important - pour le mieux-être des utilisateurs et pour une meilleure efficacité sur le territoire.

Je ne pense pas que la formule que nous avons adoptée ait été néfaste pour la faune, bien au contraire. Je dis qu'il est préférable d'avoir une table de concertation et deux comités-conseils qui fonctionnent que d'avoir un Conseil de la faune, comme au temps de mes prédécesseurs - avec M. le député de Joliette et M. le député de Lac-Saint-Jean - qui était inopérant, ne tenait pas de réunions, ne faisait rien. Il est préférable d'avoir une table de concertation et des comités-conseils fonctionnant avec le milieu que d'avoir un Conseil québécois de la faune sur papier qui ne fout rien dans le décor.

C'est ma conception. On pourra la critiquer tant qu'on voudra, on pourra dire ce qu'on voudra, de toute façon, je ne changerai pas d'idée. Je suis persuadé que, pour le moment, c'est la meilleure façon de fonctionner, et tant et aussi longtemps que ce sera la meilleure façon de fonctionner, il n'y a pas un être sur la terre qui me prouvera le contraire, qu'il faut changer

notre façon d'agir. C'est une formule gagnante, c'est une formule qui améliore. Quand on sera capable de me faire la démonstration qu'on peut être plus efficace à un coût moindre, je serai preneur dans n'importe quelle situation.

Chez nous, on a arrêté de brailler depuis longtemps, on a fait tomber un pan de mur inopérant, on l'a changé et on a modernisé les situations. On a modernisé notre façon de procéder pour que ce soit efficace. Maintenant, chez nous, on dit: Bravo à l'efficacité. Faisons en sorte que les gens se sentent mieux avec nos politiques et, si tel est le cas, en fin de compte, je pense que ce sont les Québécois et les Québécoises qui en retireront les meilleurs profits, qui bénéficieront du plein air, de la chasse et de la pêche. Je vous remercie, M. le Président. (11 heures)

Le Vice-Président: Je reconnais maintenant M. le député de Dubuc.

M. Hubert Desbiens

M. Desbiens: Merci, M. le Président. Le ministre, avec le projet de loi 9 qui abolit le Conseil de la faune, poursuit ce matin sur sa lancée, évidemment. Il a repris les arguments qu'il nous a servis depuis le dépôt de son projet de loi: Cela coûte moins cher, c'est moins lourd, nous, on consulte, on est bons, c'est bien, ça va très bien.

Je ne peux que préciser ici, pour ma part, la façon dont on voit l'inutilité à tout le moins de la modification qui a été apportée par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Je crois que le ministre a voulu tout simplement, étant un nouveau ministre, montrer qu'il faisait du nouveau en disant: On va changer le Conseil de la faune dont les membres sont nommés pour deux ou trois ans. Je ne les ai pas nommés moi-même, bien sûr, donc, moi, je n'ai pas confiance en ces gens-là, je me débarrasse d'eux de la façon la plus simple, j'abolis le conseil.

Il abolit le Conseil de la faune pour se débarrasser des personnes qui avaient été choisies pour conseiller le ministre sur les politiques de son ministère. La nouvelle formule qui avait été mise de l'avant par son prédécesseur, mon collègue le député de Lac-Saint-Jean, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche à l'époque, était une tentative de rapprocher, de concerter, de coordonner le travail et la préparation des projets, des programmes et des propositions à faire au ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Le ministre dit que c'était des gens qui n'avaient pas de lien avec la faune qui venaient conseiller le ministre, que c'était des gens de l'UPA qui conseillaient le ministre.

Quand on considère la composition du Conseil de la faune tel qu'il a été refait à

l'été 1985 et qu'on regarde les organismes du comité de consultation du ministre actuel, qu'est-ce qu'on retrouve? À la table de concertation du ministre, on retrouve la Fédération québécoise de la faune. Dans le Conseil de la faune, on retrouvait la Fédération québécoise de la faune. À la table de concertation, on retrouve l'Association des trappeurs indépendants. L'Association des trappeurs indépendants faisait également partie du Conseil de la faune. La Fédération québécoise pour le saumon atlantique fait partie de la table de concertation; elle faisait également partie du Conseil de la faune. FAPEL-faune fait partie de la table de concertation; elle faisait aussi partie du Conseil de la faune. L'Association des pourvoyeurs du Québec fait partie de la table de concertation; elle faisait également partie du Conseil de la faune. L'Union québécoise pour la conservation de la nature fait partie de la table de concertation du ministre; le même organisme faisait partie du Conseil de la faune. La Fédération québécoise des gestionnaires de ZEC fait partie de la table de concertation du ministre; elle faisait partie aussi du Conseil de la faune.

Qu'est-ce que le ministre précédent avait fait? Il avait ajouté... Le ministre nous dit ce matin: On va attendre qu'il y ait des problèmes. Quand il y aura des problèmes, on fera venir l'UMRCQ, on fera venir les représentants des municipalités, ou on fera venir les représentants des MRC si on a des problèmes avec les MRC dans l'aménagement du territoire et on essaiera de les résoudre. Lui, il attend que les problèmes arrivent pour les résoudre. L'objectif du Conseil de la faune tel que reconstitué par le ministre du Parti québécois, le député de Lac-Saint-Jean, était justement de faire en sorte d'éviter que les problèmes ne s'aggravent, de voir dès le départ quels pourraient être les problèmes, par exemple entre le MLCP et l'Union des municipalités ou encore les MRC concernant l'aménagement des territoires fauniques. C'était l'occasion, puisque siégeant avec tous les organismes qui s'intéressent directement à la faune, c'était l'occasion, pour les représentants des municipalités, de voir immédiatement quels pouvaient être les problèmes susceptibles de surgir et d'éliminer ces problèmes-là avant qu'ils se produisent. C'est cela que le ministre ne comprend pas de l'organisme tel qu'il avait été reconstitué. S'il y a des problèmes avec l'UPA, le ministre dit: On va attendre qu'il y ait des problèmes et on ira voir l'UPA.

On n'a pas à attendre qu'il y ait des problèmes. Qu'on s'organise pour éviter qu'il y ait des problèmes. L'UPA siégeant au Conseil de la faune tel qu'il avait été constitué, donc siégeant au même organisme avec les associations directement intéressées au domaine de la faune, siégeant avec eux

dès le départ, elle était en mesure de dire: Ah, regardez, il y a un danger, sur tel et tel point, qu'il y ait un conflit d'intérêts entre l'UPA et les amateurs de la chasse, de la pêche et du plein air. Dès le départ, elle était en mesure d'examiner et d'essayer de résoudre, c'est-à-dire d'éviter qu'il se produise un problème. C'est ça la concertation que le ministre ne comprend pas. C'est ça qui était l'objectif du Conseil de la faune tel que reconstitué par le gouvernement du Parti québécois.

Il y a des gens dans ce conseil que je connais. Il dit: C'étaient des amis. Je pourrais lui nommer des gens là-dedans que je connais personnellement parce qu'ils sont de la région et qui n'étaient pas des membres du Parti québécois avec une carte. Je voudrais bien voir, par exemple, ceux qui font partie de ces comités-conseils, qui sont les gens là-dedans et s'ils ont leur carte du Parti libéral ou s'ils ont souscrit à la caisse du Parti libéral. Mais ça, ce n'est pas grave en soi. Alors, les petits amis, on s'organise maintenant avec eux autres pour les placer au plus tôt.

Concernant sa table de concertation, il dit: Ce sera moins lourd; cela va coûter moins cher. Il prend un seul organisme constitué de quinze personnes et il dit: Moi, j'abolis cela; ce n'est pas bon; ces gens-là, je ne veux pas les entendre; ce n'est pas moi qui les ai nommés. C'est à ça que cela revient, puis il nomme trois comités. Il s'en nomme des comités. Il n'y en a plus 15; il y en a maintenant 21, et cela va coûter moins cher. Pour l'instant, on sait comment le bénévolat s'institue progressivement au Parti libéral, présentement, avec ce gouvernement, et on sait ce qu'il va coûter tantôt. Entre autres, un décret du ministre de l'Environnement a paru à la **Gazette officielle** du 8 avril dernier, donc qui a été accepté: Attendu que le Conseil des ministres a décidé d'accepter que les membres externes des organismes du gouvernement soient rémunérés après qu'ils aient participé à au moins l'équivalent de douze journées de séance d'un conseil d'administration ou d'un de ses comités permanents durant une même année; si les réunions de ces comités se tiennent une journée distincte de celles du conseil d'administration, il est donc ordonné et le ministre de l'Environnement a commencé à poser ses gestes dans ce sens-là - que l'allocation de présence - ce ne sont plus des jetons; ils appellent cela une allocation de présence - que les membres du conseil d'administration - dans le cas présent, l'Association québécoise d'assainissement des eaux - reçoivent une allocation de présence de 200 \$ par jour. Des bénévoles à 200 \$ par jour. Il y en a un tas de bénévoles, il y en a des centaines de bénévoles dans le comté de Dubuc qui seraient heureux de recevoir 200 \$ par jour

comme allocation de présence, quand on sait tout le temps et tous les efforts qu'ils mettent à faire du bénévolat. Et 100 \$ par demi-journée.

Il y a un autre décret en date du 18 mars 1987. Même formule acceptée par le gouvernement. Les bénévoles, on ne les paie pas, n'est-ce pas? Les bénévoles, dans ce gouvernement-là, ce sont des gens qui donnent leur temps et leur argent, cela se fait gratuitement. C'est du ministre de l'Environnement, donc concernant le Conseil consultatif de l'environnement, avec les mêmes "attendus" que tantôt, et je ne les répéterai pas. Que les membres du Conseil consultatif de l'environnement reçoivent une allocation de présence de 200 \$ par jour ou de 100 \$ par demi-journée. Ce sont des décrets qui sont votés, qui sont adoptés. Il y en a deux. C'est commencé la ribambelle. Voyez bien venir cela dans les mois qui viennent, M. le Président, parce que cela a été adopté comme principe par le Conseil des ministres. Alors, vous allez voir tous les ministres, les comités et les comités de consultation; vous allez voir ça, les bénévoles, combien cela leur rapporte. (11 h 10)

On a toujours dit ici - mon collègue de Jonquière est ici et je me souviens très bien de ses interventions sur ce sujet - qu'on n'est pas, en principe, opposé justement à ce que des gens qui travaillent dans ces comités consultatifs reçoivent une rémunération, mais qu'on ne vienne pas jouer les purs et faire les sépulchres blanchis comme on dit. Ce n'est pas une raison. Que le ministre ne vienne pas nous dire: On a fait cette table de concertation, on a aboli un conseil composé de quinze membres et on remplace ça par une table de concertation de sept membres et deux comités "aviseurs" de sept membres chacun. Ça fait 21 personnes, et on dit que ça va coûter moins cher. Qu'il nous trouve d'autres raisons que ça pour justifier le projet de loi qu'il nous présente et qui prévoit l'abolition du conseil. Ces quatorze personnes au sein des deux comités "aviseurs" en plus, c'est représentatif du Conseil québécois de la faune. Ces membres-là sont bien représentatifs. Ils pourront nous donner des conseils judicieux, parce que ce sont des gens qui vivent dans la forêt, dans le milieu.

Je pense bien que ma collègue du Bas-du-fleuve, Bas-Saint-Laurent—Gaspésie dans ce coin-là, mes collègues d'Abitibi, de Saguenay—Lac-Saint-Jean... On est pas pire, on en a un sur les quatorze. Il y a un membre du Saguenay—Lac-Saint-Jean qui siège là-dessus; il y en a un de la Montérégie, ça fait deux, il y en a un de Laurentides—Lanaudière, ça fait trois. D'où viennent les onze autres membres des deux comités "aviseurs" que le ministre a formés, M. le Président? De Montréal, il y en a sept et, quatre, de Québec. Il nous dit: On va

prendre des gens qui sont vraiment dans le milieu et qui pourront donner de bons conseils au ministre. Je ne veux pas dire que même s'ils sont de Montréal ou de Québec, ils ne connaissent pas la faune et n'y sont pas intéressés, mais il reste qu'un journaliste du Bas-du-fleuve dit: Est-ce que les chasseurs, pêcheurs et trappeurs du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie ne sont pas assez compétents ou intéressés pour avoir leur mot à dire lorsque vient le temps, pour le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de mettre de l'avant de nouvelles réglementations sur ces activités de plein air?

Est-ce que les chasseurs, pêcheurs et trappeurs d'Abitibi, pour reprendre la phrase du journaliste, ne sont pas assez compétents ou intéressés pour avoir leur mot à dire lorsque vient le temps, pour l'actuel ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, de mettre de l'avant de nouvelles réglementations? Est-ce que les chasseurs, pêcheurs ou trappeurs de la Côte-Nord ne sont pas assez compétents ou intéressés pour avoir leur mot à dire? Ou est-ce parce qu'ils ne sont pas libéraux? C'est quoi?

Le ministre vient se glorifier de former des comités "aviseurs" qui sont choisis pour lui donner des gens qui connaissent bien la chasse et la pêche pour le conseiller. Ça, ça va être bon. Comment a-t-il choisi ces membres-là? C'est facile, il l'a dit dans son discours au moment de la présentation de son projet de loi. Il les a choisis après avoir fait des tournées dans les régions, et, là, il a rencontré ses amis, ses amis libéraux entre autres sûrement, et il a dit: Ceux qui sont intéressés, venez me voir, je vais vous choisir, vous nommer sur le comité "aviseur". C'est comme ça qu'il nous a dit ça, et il vient nous faire croire que ces gens-là sont possiblement libres de leurs mouvements. Il a dit: Ce sont des gens bénévoles. Ils sont des gens bénévoles encore au moment où on se parle, je prends la parole du ministre, mais après ce que je viens de vous donner comme exemple tantôt, des décrets gouvernementaux qui s'en viennent, c'est commencé au ministère de l'Environnement, on va surveiller ça, vous allez voir que ça va se produire dans tous les ministères, dans tous les comités, ça va être des bénévoles tantôt payés 200 \$ par jour et 100 \$ la demi-journée. Qu'il ne vienne pas nous dire que c'est la vraie raison, la bonne raison. On abolit le Conseil québécois de la faune parce que, il le dit, ça ne marchait pas sous M. Chevrette, ça ne marchait pas un bout de temps sous M. Brassard. C'était pour marcher, mon collègue de Lac-Saint-Jean avait justement modifié ça dans une tentative pour le faire fonctionner correctement. Lui, il "scrappe" ça, il met la hache là-dedans.

Le Conseil québécois de la faune ce

n'est pas le Parti québécois qui l'a inventé. Il a été créé en 1968. Il a été reconduit et utilisé, et les membres ont été nommés par le Parti libéral, première édition du gouvernement actuel, de 1970 à 1976. Il y a eu des hauts et des bas selon les ministres qui étaient à la direction et qui avaient des projets en cours ou des volontés de le faire fonctionner plus ou moins, selon les circonstances. Si le ministre voulait avoir un organisme qui fonctionne vraiment, qui soit vraiment représentatif, qu'il nous démontre que les quinze organismes qui étaient au Conseil de la faune n'étaient pas représentatifs des problèmes et des activités qu'on retrouve en forêt québécoise. Il n'a pas fait cela. Tout ce qu'il a dit, ce sont de petits amis nommés par le ministre. Mais ces petits amis nommés par le ministre, ce sont les mêmes organismes qu'il met sur sa table de concertation, par exemple, sauf ceux qui ne touchent pas directement la faune. Je n'y reviendrai pas. Je pense l'avoir dit tantôt.

Le ministre nous parle de consultation. Il nous dit: Nous autres, on va consulter, on va suivre les conseils judicieux qui nous seront donnés. Pas plus tard que ce matin, le mercredi 15 avril 1987, je lis ceci: "Commercialisation de la mouchetée: Où le ministre Picotte prend-il ses appuis", je lis le texte du journaliste. "Si on se fie à la déclaration qu'il a faite à un journaliste de Montréal, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Yvon Picotte, s'approprierait à rendre officiel un projet de commercialisation de la truite mouchetée ou omble de fontaine. Pourtant, depuis qu'il est en poste, il a toujours insisté sur le processus de consultation - il en a parlé constamment dans son discours il y a quelques minutes - qu'il entendait pratiquer dans de tels dossiers. Dans ce cas-ci, après vérification auprès des organismes concernés, personne ne semble être positif."

C'est quoi ça, sa fameuse consultation dont il nous a parlé tantôt? Lui va écouter les gens de sa table de concertation, il va écouter les gens de ses comités "aviseurs"? Ça fait un an à peine que ces comités "aviseurs" et ces tables de concertation sont nommés et il commence déjà à prendre des décisions, non seulement sans les écouter, mais qui vont à l'encontre des vœux exprimés, par exemple, par la Fédération québécoise de la faune entre autres sur la commercialisation de la truite mouchetée. C'est un exemple.

On sait qu'il est question du rapport Leblond. Ça fait maintenant un an et demi qu'il en parle. Il va finir par accoucher, il paraîtrait-que ce serait cette semaine. Le rapport Leblond, il le fait, il parle de consultation. Qu'est-ce qu'il attend avec le rapport Leblond pour soumettre à l'ensemble des gens qui sont intéressés dans un sommet des intervenants dans le domaine... Ce qu'il

entend faire c'est capital. La privatisation qu'il entend faire du territoire faunique du Québec, des parcs, des réserves du Québec. Pourquoi? Est-ce que le ministre va nous annoncer qu'il va faire un sommet sur la privatisation des équipements de loisir et de chasse et pêche au Québec en déposant son rapport Leblond? J'aimerais bien qu'il nous le dise immédiatement depuis le temps que ce rapport doit sortir. C'est ça. C'est le moment, c'est plus que le moment. Est-ce qu'en même temps, le ministre va nous annoncer qu'il va aussi regarder cela et s'assurer aussi que toutes les régions du Québec, et non pas seulement Québec et Montréal, soient représentées à ces comités "aviseurs" de réglementation de la chasse et de la pêche? Le ministre pourrait nous dire ça aussi en même temps.

La consultation, la concertation, si ça fait l'affaire du ministre, ça va. Si ça ne fait pas l'affaire du ministre, on laisse ça de côté. Moins cher, moins lourd, M. le Président. Trois comités, moins cher, avec ce qui s'en vient. On verra, à un moment donné, apparaître les bénévoles à 200 \$. Moins lourd, trois comités au lieu d'un. Allons donc! Je pense que la seule raison qu'on peut voir à ça... Et si à la rigueur, à la limite même, si le ministre avait voulu et si les figures qui étaient membres du conseil de la faune ne lui plaisaient pas, il n'avait qu'à modifier. S'il y avait des organismes là-dedans qu'il ne voulait pas voir, il n'avait qu'à modifier le Conseil de la faune. Mais cela serait resté inscrit dans la Loi sur le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche comme un organisme, comme un mouvement, s'il désire tant cette consultation, à l'intérieur de la loi.

Quelle est la meilleure garantie de cette consultation si un conseil qui existe à l'intérieur est là. Bien sûr que le ministre va dire, comme il l'a dit tantôt: Mes prédécesseurs, mes prédécesseurs. Ça fait un an et demi qu'il nous dit "mes prédécesseurs", mais lui, s'il avait voulu faire fonctionner le Conseil de la faune, il n'avait qu'à le faire fonctionner. C'est lui qui est le nouveau ministre. Ça fait un an et demi qu'il est ministre. Il va falloir qu'il s'en aperçoive bientôt. Il aurait pu s'en servir et le faire fonctionner s'il ne fonctionnait pas à son goût. S'il avait voulu, il aurait pu en modifier la composition, simplement par un amendement à la section III de la loi. Il avait seulement à changer cela. Si vraiment il n'aime pas les faces, il n'a qu'à les mettre dehors au lieu de le faire de la façon dont il le fait, d'une façon détournée pour en choisir d'autres à sa convenance.

(11 h 20)

Le ministre ne nous a apporté aucune raison vraiment sérieuse. Au contraire, non seulement cela ne changera pas grand chose, mais en abolissant le Conseil de la faune il

a abrogé un processus qui aurait pu lui être très utile et qui lui aurait évité d'attendre que les problèmes lui sautent dans la face avant de les régler en utilisant les organismes avec lesquels il a des relations. Qu'il le veuille ou non, ce n'est pas lui qui va changer cela. Tantôt il nous disait que c'est lui le ministre et qu'il va décider ce qu'il veut, mais il ne changera jamais le fait que les truites et les orignaux sont dans le bois, dans la forêt québécoise et que les truites et les orignaux ne sont pas tout seuls là. Il y a des gens qui utilisent la matière ligneuse, il y a des gens qui ont des municipalités à gérer, et dans le territoire de la forêt où vit la faune du Québec, il y a aussi des agriculteurs qui vivent en bordure très souvent de ce territoire sauvage où on retrouve la faune québécoise et il y a des relations, qu'il le veuille ou non, il ne changera rien à cela. Il a beau être ministre et se croire omnipotent ce matin, il ne changera rien à cette réalité. C'est là et cela existe. Si le ministre ne veut pas régler les problèmes ou essayer d'éviter que les problèmes ne s'aggravent et se produisent en commençant les discussions avec les gens intéressés et touchés eux-mêmes par ces projets, il va falloir qu'il y aille, comme il le dit, et là, on verra.

Il nous a dit: Attendez. Justement on va attendre, on va voir et on constatera. Mais l'Opposition n'acceptera pas et ne votera sûrement pas pour un projet de loi qui, non seulement n'est pas utile, mais qui est nuisible à l'esprit de concertation et de coordination qu'il faut absolument établir entre les différents ministères et les différents groupes au Québec qui ont à oeuvrer, à travailler et à s'amuser, dans certains cas, sur ce même territoire. M. le Président, nous serons opposés à l'adoption de ce projet de loi. Je vous remercie.

Le Vice-Président: Je vais maintenant reconnaître M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour l'exercice de son droit de réplique.

M. Yvon Picotte (réplique)

M. Picotte: Merci, M. le Président. Je pense qu'il faut avoir du culot pour parler comme mon collègue vient de parler. Je vais relever une foule de choses que le député a dites. Je devrai vous dire, au point de départ que j'ai été dans l'enseignement durant cinq années de suite. J'ai enseigné à toutes les catégories d'étudiants: au scientifique, au général et partout. Chaque fois que je donnais des explications, plus j'en donnais plus mes élèves étaient brillants. Dans le cas de l'Opposition, plus je donne d'explications moins ils comprennent rapidement, moins ils saisissent l'ampleur du changement que nous avons fait et plus ils ont l'air ridicules vis-à-

vis de la population. Ou ils sont ignorants ou ils sont ignorants de façon crasse dans le sens qu'ils ne veulent pas comprendre. Je l'ai écouté parler de placer des petits amis qui fournissent à la caisse électorale. Faut-il avoir du culot pour venir dire cela à celui qui a été quinze ans dans cette Chambre, au moment où on se parle, celui qui a vécu dix ans de régime péquiste!

Non seulement dans ce parti on avait le culot de faire des nominations partisans avec des jetons de présence, comme au Conseil québécois de la faune, mais ce n'était pas suffisant, on avait des petits amis comme Claude Charron, qui avait été député ici, à l'Assemblée nationale, avec une retraite de 35 000 \$ ou 40 000 \$, et on trouvait le moyen de l'engager comme conseiller spécial au bureau de l'ex-premier ministre du Québec. Et on va venir nous parler de nominations partisans d'amis du régime? Faut-il avoir du culot! Comme si le député de Dubuc venait d'arriver en cette Chambre. Je pense qu'effectivement il vient de s'apercevoir qu'il est député - cela ne fait pas tellement longtemps - même si cela fait dix ans qu'il siège ici.

Le Vice-Président: Un instant, M. le ministre, s'il vous plaît! M. le député de Dubuc sur un appel au règlement.

M. Desbiens: Bon, c'est la pertinence du débat. Vous vous en êtes aperçu comme moi. Le ministre est parti à charrier là.

M. Picotte: M. le Président.

Le Vice-Président: Un instant, M. le ministre. Évidemment, le ministre parle un peu de questions de partisanerie. Je vous ferais remarquer que quand une porte est ouverte, le vent entre. Vous avez amené le débat sur ce sujet, qui était quand même d'une certaine façon relativement pertinent au Conseil de la faune. Vous parlez du Conseil de la faune, vous ouvrez un débat. Je ne puis pas, à ce moment-là, empêcher le ministre de répliquer là-dessus, malheureusement. M. le ministre, c'est à vous.

M. Picotte: M. le Président.

Le Vice-Président: Tout en vous disant cependant que vos propos ne devront pas porter uniquement sur cet élément de la réponse du député de Dubuc.

M. Picotte: M. le Président, je prends votre conseil. J'en ai pour vingt minutes et je vais répondre à chaque point que le député a soulevé.

M. Bélanger: Question de règlement.

Le Vice-Président: Un instant, M. le

ministre. Un rappel au règlement, M. le député de Laval-des-Rapides.

M. Bélanger: Je voudrais savoir de votre part, M. le Président, si le fait de dire que le ministre charrie est antiparlementaire de la part du député de Dubuc.

Le Vice-Président: Là-dessus, M. le député de Laval-des-Rapides, chacun est maître des propos qu'il prononce à cette Assemblée. Je n'ai pas à les juger comme tels. S'il m'apparaît que certains sont antiparlementaires, je les sanctionnerai immédiatement. Mais dans ce cas, je vous ferais remarquer que je ne me suis pas levé.

M. le ministre.

M. Picotte: Merci, M. le Président.

M. Desbiens: M. le Président.

Le Vice-Président: Un instant! Sur la même question de règlement, M. le député de Dubuc.

M. Desbiens: Je ne voudrais pas qu'il y ait un doute. Je peux bien retirer le mot "charrier" et mettre...

Le Vice-Président: M. le ministre.

M. Picotte: Quand le député de Dubuc se lève, M. le Président, évidemment il veut se lever pour poser des questions à celui qui vous parle pour avoir une compréhension d'un projet de loi aussi important que celui-là. Ce projet de loi est difficile à comprendre, il a deux articles. C'est un effort spécial à demander à un député de l'Assemblée nationale d'avoir une compréhension spéciale sur deux articles. Le premier article: Abolir le Conseil de la faune. Il faut faire un effort intellectuel pas mal spécial et avoir plusieurs conseillers autour de soi pour comprendre cela. Deuxième article: Ce projet de loi entre en vigueur le jour de sa sanction. Cela aussi demande un effort intellectuel débordant pour comprendre ces deux articles. S'il veut me poser des questions, il peut se lever chaque fois sur des questions de règlement pour avoir une compréhension du projet de loi. Je suis entièrement disposé à lui répondre. Je veux répondre à tous les points qui ont été traités par mon collègue. S'il n'y avait pas fait allusion...

Vous avez pu prendre connaissance de mon discours en troisième lecture il y a quelques minutes. J'ai gardé cela comme sujet vif de ce qui nous intéressait. J'ai une réplique et j' imagine que la réplique que le ministre possède, c'est de répondre à ce qu'a dit celui qui a parlé avant lui. Je réponds à ce que mon collègue a dit. Cela aussi c'est facile à comprendre, M. le député de Dubuc.

Vous allez comprendre cela d'un coup sec. La réplique d'un ministre, c'est de répondre à vos interrogations. Vos interrogations portent sur les amis partisans. Je dis: C'est ne rien comprendre à ce projet. Nous avons aboli les jetons de présence. Autrement dit, ceux qui viennent siéger à la table de concertation n'ont plus une "cenne".

M. Desbiens: Pour l'instant.

M. Picotte: Pour l'instant, oui. Ceux qui viennent siéger à la table de concertation n'ont plus une "cenne". En plus de cela, ils sont nommés par les associations. Donc, ce n'est pas des amis qu'on nomme. Voyez l'incompréhension, la logique du député de Dubuc: ils ne sont pas nommés par le ministre et il prétend que ce sont nos amis. On abolit le jeton de présence pour qu'ils n'aient pas un sou et il prétend qu'on fait du favoritisme politique. Il a oublié que pendant tout le temps du régime péquiste, de 1976 à 1985, on n'a fait que cela constituer des conseils, des comités d'administration avec des jetons de présence faramineux, de 200 \$ à 300 \$ par jour dans certains cas. On n'a fait que cela amener des gens faire la tournée des grands-ducs avec une carte de crédit qui appartenait probablement à tel ou tel organisme. On allait dîner dans les restaurants. On faisait la tournée des grands-ducs. On payait le lunch comme ça. C'était la façon du temps. On abolit cela et ils ne sont pas satisfaits.

Le député de Dubuc a dit que mon prédécesseur, le député de Lac-Saint-Jean, avait fait une tentative de rapprochement. Je comprends qu'il a fait une tentative. Tous les gens de la faune qui faisaient partie du Conseil de la faune dans les trois ou quatre réunions qui ont précédé les élections - cela n'a fonctionné que quelques mois parce que les élections s'en venaient - ont décidé de se retirer parce qu'ils n'étaient pas capables de faire de consensus. Quand ils proposaient quelque chose sur la faune, les gens de l'UPA étaient contre, les forestiers étaient contre, l'Union des municipalités était contre. Impossible de faire des consensus.

(11 h 30)

J'ai expliqué à maintes reprises au député de Dubuc, et je vais lui expliquer de nouveau aujourd'hui, en sachant d'avance qu'il ne comprendra pas, que quand on aura un problème avec les forestiers, on les invitera à venir s'asseoir à la table avec nous pour parler de ce problème. C'est assez bien ouvert! Quand on aura un problème avec les agriculteurs, on invitera l'UPA à venir s'asseoir avec nous à la table de concertation pour régler le problème en question. Quand on aura un problème avec une municipalité, on l'invitera à venir discuter avec nous pour régler son problème. Quand on n'aura pas besoin d'eux parce qu'il

n'y aura pas de problème dans ces domaines, on leur dira: Retournez faire votre travail dans votre domaine et laissez aux gens de la faune le soin de décider des orientations de la faune, et laissez aux gens de la faune le soin de conseiller le ministre de la faune dans le domaine de la faune. Ce n'est pas compliqué.

Cela a beau ne pas être compliqué, c'est encore trop compliqué pour nos amis d'en face parce qu'ils n'ont pas compris cela. On est rendu à la quatrième explication, ils n'ont pas encore compris. Ce n'est pas compliqué, M. le Président. Je voyais quelqu'un dans les galeries, tantôt, qui avait un chandail de la protection de la faune, je le félicite, parce que c'est important. C'était un petit bonhomme qui me faisait signe que oui, il semblait comprendre du premier coup. Ce n'est pourtant pas compliqué, c'est très simple à comprendre.

Le député de Dubuc me dit qu'il y a un journaliste qui a écrit un article pour dire qu'il n'y a pas de chasseurs et de pêcheurs de l'Abitibi, de la Gaspésie, du Lac-Saint-Jean, et de gauche et de droite. D'abord, on vous a dit que c'était benévole. Donc, il faut que les gens soient un peu rapprochés du centre où il y a des réunions. Je ne comprends pas qu'il s'en plaigne, je ne comprends pas que le député de Dubuc, quand il était assis, je ne sais pas trop dans quel coin de la Chambre, alors que son gouvernement était au pouvoir, n'ait pas posé la même question à mon prédécesseur, le député de Lac-Saint-Jean. Dans ce temps-là, il n'y en avait pas du tout de comité. Non seulement il n'y avait pas de gars de l'Abitibi, du Lac-Saint-Jean ni du Nord-Ouest québécois, il n'y en avait pas du tout, ça ne marchait d'aucune façon, il n'y avait pas de comité "aviseur", personne ne conseillait le ministre. Là, on se plaint parce qu'il y en a et qu'ils ne viennent pas de la bonne région. Probablement que s'ils étaient venus dans son comté, il se serait plaint parce que ça n'aurait pas été de la municipalité où il demeure, dans sa cour à lui. Il y a toujours bien une limite! Il ne faut pas se rendre ridicule devant toute la population du Québec. Voyons donc! Depuis quand raisonne-t-on de cette façon?

Chez nous, on a arrêté de raisonner comme ça. Chez nous, on raisonne, on a arrêté de "raisonner". On a arrêté d'agir comme des tambours, au 17^e étage du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. On collabore avec le milieu. Cela se comprend facilement, c'est une économie. Qu'on multiplie les comités "aviseurs", on a une table de concertation, on a deux comités et, quant à moi, on aurait dix comités. Tant qu'on va demander aux gens qui utilisent le plein air, qui utilisent nos rivières, qui chassent et qui pêchent, de venir s'asseoir avec nous pour qu'on prenne les bonnes

décisions, il y aurait 25 comités et cela ne me fatiguerait pas, cela ne me tannerait pas. Cela me ferait plaisir de mettre à contribution des Québécois et des Québécoises qui veulent travailler bénévolement à l'amélioration de la faune.

Ce sera toute une amélioration parce que, avant, il n'y en avait pas du tout. Avant, c'était décidé probablement par le ministre en place, qui était un ministre du Parti québécois, c'était peut-être le président de l'association québécoise de je ne sais pas trop où, peut-être conseillé par l'ancien ministre, M. Lucien Lessard. Chez nous, ça a changé, ça n'existe plus de cette façon, c'est fini. Chez nous, ce sont les utilisateurs qui viennent nous conseiller. Plus il y aura de comités, plus les gens vont participer, meilleures seront nos décisions et meilleure sera l'efficacité sur le terrain. Il peut bien y en avoir cinq fois comme ça, M. le Président, ça ne coûte pas un sou à l'État, contrairement à l'époque où nos amis étaient là.

Cela se comprend facilement. Il n'y a que les gens qui ne veulent pas comprendre qui ne saisiront pas toute l'ampleur de la stratégie nouvelle du gouvernement. Je vous dirai bien honnêtement, M. le Président, que je regrette pour l'Opposition qui aura la nostalgie d'un Conseil de la faune qui ne fonctionne pas. Peut-être qu'ils s'ennuient de cela, ces gens-là, d'avoir un Conseil de la faune bien constitué, d'avoir nommé leurs amis au Conseil de la faune et de le laisser sur une tablette comme une image. Peut-être qu'ils s'ennuient de cela, eux. Ce n'est pas d'images dont on a besoin chez nous, c'est de gens qui fonctionnent, de gens efficaces. Tant mieux!

La dernière chose que je voudrais porter à votre attention, M. le Président... Je pourrais en soulever encore quelques-unes mais ce sera la dernière. Voyez la logique du député de Dubuc. Rappelez-vous la logique du député de Dubuc. Évidemment, je vous ai donné les raisons pour lesquelles les gens de l'UPA doivent être là occasionnellement, les gens de l'UMRCQ et de l'UMQ et les municipalités doivent être là occasionnellement. Je vous ai donné les raisons pour lesquelles les forestiers doivent être là occasionnellement. De tout le reste de la table de concertation, tellement logique, le député de Dubuc a fait la comparaison. Il a dit: Regardez ce qui existait à l'époque du Conseil de la faune. La Fédération québécoise de la faune; on la retrouve à la table de concertation. Telle association des pourvoyeurs était dans le Conseil de la faune; elle est à la table de concertation. Autrement dit, il nous a fait la démonstration que tous ceux qui étaient intéressés par la faune sont encore à la table de concertation. Le seul avantage qu'on a, c'est que cela ne coûte pas une "cenne"

aux contribuables de l'État.

Cela, c'est la logique du député. Plus cela coûte cher, moins c'est efficace, plus on laisse cela sur les tablettes, mieux c'est, parce que cela, c'était l'administration du gouvernement précédent. C'est le genre d'administration que ces gens-là nous ont servie durant dix ans. C'est justement à cause de ce genre d'administration qu'il a fallu corriger une erreur de 1 500 000 000 \$ dans le système quand on a pris le pouvoir - un déficit, une administration de trous, d'un trou à l'autre dans ce gouvernement précédent. Parce qu'on veut corriger la situation avec les mêmes gens qui sont prêts à travailler bénévolement - ce sont les mêmes organismes, il nous en fait la démonstration - il n'est pas content, parce que cela ne coûte rien. Je regrette, je ne veux pas qualifier le jugement du député quand il dit des choses comme celles-là mais, moi, je veux qu'on adopte la loi le plus rapidement possible, parce que cela est bénéfique pour les Québécois et les Québécoises.

Des voix: Bravo!

Le Vice-Président: Le débat étant maintenant terminé, est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 9, Loi abolissant le Conseil de la faune est adoptée?

M. Desbiens: Adopté sur division, M. le Président.

Le Vice-Président: Adopté sur division.
M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): M. le Président, je vous demanderais d'appeler l'article 52 du feuillet.

Projet de loi 222

Adoption du principe

Le Vice-Président: A l'article 52 du feuillet, nous allons maintenant discuter d'un projet de loi d'intérêt privé. M. le député de Drummond propose la motion d'adoption du principe du projet de loi 222, Loi concernant la ville de Drummondville.

Est-ce qu'il y a quelque intervention dans ce dossier?

M. le député de Jonquière.

M. Dufour: Merci, M. le Président. Il faut constater que le ministre des Affaires municipales brille par son absence.

Le Vice-Président: Un instant, M. le député de Jonquière. Là-dessus, avant que les discussions se soulèvent d'un côté ou de l'autre, il a déjà été décidé dans cette Assemblée, et je pourrais vous référer au

code annoté, entre autres et également à Beaulieu, qui spécifient qu'on ne peut imputer à un ministre une absence en Chambre ou à quelque député que ce soit... Nous savons fort bien que des commissions parlementaires siègent, de même que le Conseil des ministres, il y a d'autres occupations auxquelles un ministre ou un député peut vaquer. Il a été reconnu par tradition, ici en cette Chambre, qu'on ne peut imputer des moyens à un député en raison de son absence, ni même la signaler par des motifs injustifiés. Donc, je vous demanderais de vous en tenir à cette prescription de notre règlement, M. le député de Jonquière.

M. Francis Dufour

M. Dufour: J'aurai l'occasion, M. le Président, au cours de la journée, de rappeler ce fait dans d'autres interventions.

Pour la compréhension de ceux qui nous regardent, beaucoup plus que pour ceux qui écoutent en Chambre - parce que c'est assez rare que le gouvernement écoute ce que l'Opposition dit, même si ce sont des choses importantes - pour la compréhension du ministre, pour la compréhension des gens qui écoutent ou qui regardent la télévision, il faut rappeler que ce projet de loi qu'on a devant nous, concernant la ville de Drummondville, découle de la volonté ou d'un acte qui a été passé entre deux municipalités qui s'appelaient Drummondville et Drummondville-Ouest qui ont fait l'objet d'une fusion en 1966. Dans ses lettres patentes, il y avait un article qui, au cours des années, à la suite de cette démarche, a causé des problèmes d'une façon à peu près continue. Cela avait pour effet de soustraire la partie de Drummondville-Ouest à des investissements ou des immobilisations qui pouvaient se faire dans l'ensemble de Drummondville, anciennement et durant sa vie comme telle. Et, à aucun moment, cette particularité ne pouvait être enlevée puisqu'elle était écrite dans les lettres patentes.

(11 h 40)

Devant ces faits, les administrateurs municipaux ont décidé de présenter une demande à l'Assemblée nationale pour corriger ces lettres patentes. C'est évident que cela peut... et c'est aussi un changement à la parole donnée, à des écrits. Donc, cela a créé et cela a soulevé des protestations. Le taux de taxation a joué, durant ces 21 dernières années, entre 0,02 \$ de différence jusqu'à 0,20 \$. Donc, c'est un statut particulier pour les gens de Drummondville-Ouest par rapport à l'ensemble des citoyens de Drummondville.

En étudiant l'ensemble des emprunts ou les emprunts qui sont faits chaque année, on s'aperçoit également que, tantôt, on facturait

à l'ensemble de la municipalité et, tantôt, c'était à une partie de la municipalité. On constate qu'il y a effectivement un problème qui méritait d'être corrigé. On s'est rendu compte que le ministre des Affaires municipales, même si c'est le député de Drummond qui a présenté le projet de loi, là comme ailleurs, n'a pas fait son travail dans le sens que, il me semble, quand un projet de loi privé est présenté à l'Assemblée nationale, il est primordial qu'il s'informe de quoi il s'agit. À mes yeux, il n'était au courant d'absolument rien de ce qu'il y avait dans ce projet de loi. Je trouve cela malheureux et je le constate régulièrement depuis qu'on étudie des projets de loi privés en commission parlementaire.

C'est tellement évident que tout le projet de loi n'est pas ce qu'il était. Il n'y a pas un article qui n'a pas été touché et changé. Je pense que cela demande, non pas de la réflexion, mais une constatation que le ministre ne regarde pas ce qui se passe dans son propre ministère. Toutes les lois ont été changées pour donner suite à cela.

Des intervenants se sont présentés à la commission pour nous dire, d'une part, qu'on doit changer la loi et, d'autre part, qu'on ne veut pas la changer. C'est l'Opposition, Mme la Présidente, qui a été à l'origine d'une conciliation, pas une conciliation nationale, mais une conciliation municipale. Le ministre était prêt à passer le bulldozer. Comme d'habitude, il était prêt à écraser en disant: Nous autres, on a le nombre, la force du nombre; on va passer par-dessus l'Opposition; on va écraser ça. À ma demande, on a fini par avoir un ajournement pour pouvoir parler avec les différents intervenants et on en est venu à un consensus. Le ministre ne comprenait pas qu'une commission parlementaire, ce n'est pas l'endroit pour faire de la politique pour écraser l'Opposition. Il va falloir qu'il apprenne que ce n'est pas comme ça que cela se passe dans une commission parlementaire et que, les uns comme les autres, on a intérêt, surtout si on accepte d'entendre des intervenants, à les écouter et en même temps à essayer de trouver des solutions à leurs problèmes.

Là comme ailleurs, ni le gouvernement ni l'Opposition n'a quelque chose à gagner là-dedans parce que ce sont des intervenants de l'extérieur qui viennent pour régler des problèmes particuliers. Le ministre profite des commissions parlementaires pour essayer de faire des grandes théories et des grandes politiques, pour établir des politiques de "Crois ou meurs" ou "J'écrase si vous n'êtes pas là". Donc, ce n'est pas un fumeur, le ministre; alors, on ne peut pas dire "J'écrase", mais il veut écraser l'Opposition. Je pense qu'il a compris, au sortir de cette commission, après avoir changé tous les articles de ce projet de loi. Il n'y a rien dans ce projet de loi qui est demeuré. Sur

dix articles, dix articles nouveaux. Je pense que c'est fort. Faut le faire. C'est le record que j'ai vu jusqu'à maintenant.

J'inviterais le ministre, surtout dans des cas qui intéressent des populations, pour le respect de ces populations, à mieux préparer ses devoirs que ça. Il dit à tout le monde de faire ses devoirs sur la place publique. Il dit aux maires: Faites vos "jobs"; nous autres, on a fait les nôtres. Ce n'est pas vrai. Je suis obligé de m'inscrire en faux contre cette affirmation du ministre qui dit à tout le monde qu'il fait ses devoirs. Il ne les fait pas, ses devoirs. Ça, c'est la preuve tangible qu'il ne fait pas ses devoirs. On va le voir tout à l'heure en étudiant un autre projet de loi. C'est le même phénomène. Donc, l'Opposition, dans ces dossiers, à mes yeux, a été plus vigilante que le ministre. On a pris cela plus au sérieux. On n'a pas le droit d'amener des gens en commission parlementaire... C'est peut-être pour régler leurs dissensions ou leurs problèmes, mais c'est aussi pour essayer de les concilier, si c'est possible. On a intérêt, au Québec, à ce que le ministre agisse comme une personne responsable pour que les intervenants s'entendent. Il y a tout ce qu'il faut pour faire ça, des enquêtes au préalable, des rencontres. Il le fait quand il a peur que cela fasse problème. Ça, ce sont des groupes communautaires et il a peur de ça. Il a peur de ça comme de la peste. Quand ce sont des groupes qui crient fort un peu partout, il se dépêche parce qu'il essaie d'éteindre les feux. C'est un pompier, notre ministre, un petit pompier.

Par rapport à ce projet de loi là, il n'était pas au courant de ce qui se passait. On a réussi à tout changer; on a essayé de lui faire des propositions pour qu'à l'avenir il améliore ses relations, sinon avec nous, au moins avec les autres. Mais je pense que ce que l'on peut retenir dans ce projet de loi, c'est qu'on peut se flatter, comme Opposition, d'avoir réussi à amener des éléments de conciliation auprès des intervenants qui s'opposaient à ce qu'on abolisse le statut particulier de Drummondville-Ouest par rapport au grand Drummondville. Heureusement, je pense qu'on doit s'en réjouir, les intervenants ont accepté de faire un pas dans la bonne direction. Espérons que la grande majorité des gens de Drummondville sera satisfaite de l'adoption de ce projet de loi privé qui corrige une situation qui n'a pu être claire pendant 21 ans, depuis qu'elle a été adoptée et chaque fois que quelqu'un prenait position elle pouvait être contestée.

Déterminer qu'un investissement est au profit d'une partie de la municipalité par rapport à l'autre, c'est difficile à moins qu'on ne parle d'immobilisations directes qui sont des trottoirs, des bordures de rues, de l'éclairage, de l'asphalte. On peut déterminer hors de tout doute que ça va dans un terrain

qu'on peut identifier comme tel. Mais il y a beaucoup d'investissements qu'on appelle des investissements majeurs: la bibliothèque, le centre-ville, la caserne de pompiers, des arénas, etc. Si l'Opposition s'est ralliée à ce changement dans les lettres patentes, c'est qu'effectivement on ne peut pas déterminer hors de tout doute que l'ensemble des décisions qui ont été prises durant les 21 dernières années aurait pu être de nature à donner complètement satisfaction à l'un ou l'autre des intervenants.

Mme la Présidente, oui, l'Opposition va soutenir ce projet de loi par respect pour la municipalité concernée et aussi avec le sentiment que la position de l'Opposition a été de nature à servir d'élément de conciliation et peut-être a amené le ministre à cheminer quelque peu pour qu'il apprenne à être un bon ministre des Affaires municipales. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Jonquière.

Il n'y a pas d'autres interventions de part et d'autre? Est-ce que le principe du projet de loi 222, Loi concernant la ville de Drummondville, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Je ferais motion pour que le projet de loi soit adopté.

Adoption

La Vice-Présidente: Est-ce que le projet de loi 222, Loi concernant la ville de Drummondville, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Je vous demanderais d'appeler l'article 53 du feuillet, Mme la Présidente.

Projet de loi 263

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 53 de notre feuillet, le député de Sainte-Anne propose l'adoption du principe du projet de loi 263, Loi concernant la ville de Verdun.

Je suis prête à reconnaître le premier intervenant. M. le député de Jonquière.

M. Francis Dufour

M. Dufour: Encore là, ça va être de la répétition, Mme la Présidente, mais je pense qu'il faut dire ce qu'il en est. Il y a beaucoup de municipalités qui se présentent actuellement en commission parlementaire pour demander certaines particularités ou certains pouvoirs qui, aux yeux du ministre, je pense que ça frappe, et aussi aux yeux de l'Opposition, sont déjà dans la loi ou qui vont être accordés dans la refonte éventuelle des lois. À ce moment-là, il y a des morceaux de projets de loi privés qui sont enlevés automatiquement. Si un travail préalable était fait de la part du ministre avec les intervenants qui se présentent en commission parlementaire ou qui demandent des amendements à la charte, on éviterait au moins ce travail-là et ce serait peut-être un peu moins décevant, même si ça enlevait un peu de travail aux avocats. Il faut penser que plus il y en a dans un projet de loi, plus ça doit marcher aussi avec eux. Il n'y a peut-être pas la castonguette à travers ça, mais si un avocat travaille plus longtemps, il doit avoir raison, il pourrait avoir raison de demander un peu plus d'argent pour ses services.

(11 h 50)

Le projet de loi n'est pas volumineux non plus, si on remarque: deux pages. On enlève la première, et, encore là, il y a des changements importants qui se font. L'ensemble du projet de loi pour la compréhension de tout le monde, c'est pour donner à la municipalité certains pouvoirs pour accorder des régimes de retraite à des gens qui ont travaillé pendant un certain nombre d'années, une vingtaine d'années à la municipalité, des gens qui sont déjà reconnus par la loi, mais qui font qu'actuellement cette loi doit être corrigée pour donner cette permission à la municipalité.

Encore là, pour nous, on a essayé de jouer le rôle qu'on a à jouer. On a apporté des corrections à la loi puisqu'on ne déterminait pas quels sont les employés qui pouvaient avoir droit à ces pensions. On a apporté un élément qui fait que, nécessairement et obligatoirement, ce sont des employés à caractère permanent. J'ai l'impression qu'encore là la municipalité de Verdun et son maire ont été très satisfaits de la façon dont ils ont été reçus. Pour nous aussi, il est important que ces municipalités puissent continuer à jouir de ces privilèges, puisque ce sont des privilèges qui ont toujours existé et qui sont élargis ou corrigés pour permettre un meilleur fonctionnement dans la municipalité. La ville de Verdun n'avait pas un projet de loi qui aurait pu être considéré comme important par le nombre d'articles, mais qui faisait problème, et on a été heureux de concourir aussi à l'acceptation de cette loi.

Malheureusement, là comme ailleurs, le ministre donne la même impression. C'est que le travail se fait seulement en commission parlementaire quand on sait qu'il pourrait le faire un peu d'avance, ce qui serait de nature à diminuer le travail des commissions parlementaires, mais aussi peut-être à diminuer les coûts pour les municipalités et peut-être à démontrer d'une façon certaine que le ministre est vraiment préoccupé par ces municipalités. C'est ce que j'essaie de démontrer ou de prouver depuis au moins un an, que le ministre doit être porté vers les municipalités. Et on ne sent pas, là comme ailleurs, cette volonté de venir ou de travailler avec les municipalités, même si on dit qu'en le fait de façon sporadique ou qu'on essaie de donner même l'agenda du ministre pour nous dire comment il travaille fort pour les municipalités. Moi, je n'y crois pas. C'est du cas par cas.

Cela ressemble à de l'improvisation. Je souhaite qu'en commission parlementaire le ministre finisse par maîtriser assez bien ses dossiers pour qu'on puisse les étudier d'une façon cohérente avec beaucoup plus de clarté et, en même temps, que ça donne un air, pas d'improvisation, mais de sérieux et en même temps une certitude que les municipalités ne sont pas laissées pour compte. L'Opposition va être heureuse de concourir à l'adoption de ce projet de loi. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Jonquière. Est-ce qu'il y a d'autres intervenants? Est-ce que le principe du projet de loi 263, Loi concernant la ville de Verdun, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Oui. Je fais motion pour que nous adoptions le projet de loi 263.

Adoption

La Vice-Présidente: Le leader du gouvernement au nom du député de Sainte-Anne propose l'adoption du projet de loi 263, Loi concernant la ville de Verdun. Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): À ce moment-ci, Mme la Présidente, je vous demanderais de suspendre nos travaux pendant quelques instants, le temps d'aller

quérir en commission parlementaire les intervenants, de part et d'autre, qui devront débattre devant nous le projet de loi qui apparaît à l'article 34 de notre feuilleton en suspens.

La Vice-Présidente: Est-ce que cette motion de suspension est adoptée?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Nous allons suspendre nos travaux pour quelques minutes.

(Suspension de la séance à 11 h 55)

(Reprise à 12 h 4)

Projet de loi 20

Adoption

La Vice-Présidente: À l'ordrel Nous allons reprendre nos travaux. Nous allons commencer par l'article 34 du feuilleton. A cet article, le ministre de la Justice propose l'adoption du projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens. M. le ministre de la Justice.

M. Herbert Marx

M. Marx: Oui, merci, Mme la Présidente. Comme je l'ai mentionné dans mon intervention d'hier à l'occasion de la prise en considération du rapport de la commission des institutions sur le projet de loi 20, je dépose aujourd'hui un amendement à l'article 3 de ce projet de loi afin de mettre en lumière le processus que nous entendons suivre dans la mise en vigueur de la réforme du Code civil.

Si, d'une part, il est important que ce projet de loi soit adopté pour que la communauté juridique connaisse immédiatement les principes généraux du droit futur, il est souhaitable que sa mise en vigueur ne puisse avoir lieu avant qu'une loi d'application ne vienne préciser les modalités de cette mise en vigueur.

D'autre part, comme j'ai toujours préconisé une accélération des travaux de réforme du Code civil en vue d'éviter une mise en vigueur par étapes, qui brise l'harmonie et la cohérence du droit civil, j'entends présenter, à la fin de ces travaux de réforme et après l'adoption du nouveau Code civil du Québec, un projet de loi majeur sur l'application de la réforme du Code civil.

Le processus de travail que j'ai mis en place en instituant le Comité de réforme du Code civil et en augmentant le nombre des personnes-ressources affectées à ce dossier

au ministère de la Justice, tout en établissant un échéancier précis des travaux, me permettra d'atteindre l'objectif visé, soit celui de doter les Québécois d'un nouveau Code civil pour 1989. Viendra ensuite la loi sur l'application de la réforme qui verra à modifier le Code de procédure civile, les lois sectorielles et, éventuellement, le droit de la famille déjà en vigueur et aussi à établir le droit transitoire qui assurera un passage harmonieux de l'ancien droit au nouveau droit.

Tout cela, Mme la Présidente, est nécessaire pour finir la réforme. Cela demandera encore beaucoup d'efforts aux parlementaires mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une pièce maîtresse de législation. Elle concerne tous les citoyens et elle est le fondement de notre système juridique. Le Code civil règle tous les rapports des citoyens entre eux, il gouverne leurs activités et régit leurs biens. Le Code civil, par sa méthode, son esprit et sa présentation, constitue un véhicule privilégié du droit et met en lumière l'une des facettes de notre système juridique qui nous distingue comme société. Notre attachement à la méthode civiliste fait partie de notre patrimoine culturel mais le mot "attachement" ne veut pas dire "immobilisme", car le droit doit vivre au même rythme que la population.

J'aimerais souligner que le député de Marquette, l'adjoint parlementaire au ministre de la Justice, a une responsabilité spéciale en ce qui concerne ce dossier du droit civil parce qu'il va avoir la responsabilité, par exemple, de piloter en commission parlementaire le projet de loi sur les sûretés et ainsi de suite.

Donc, l'oeuvre de réforme du droit civil s'impose et doit être concrétisée pour assurer la survie de notre système particulier de droit. C'est pourquoi, Mme la Présidente, je propose l'adoption de l'amendement suggéré et en même temps l'adoption du projet de loi 20.

L'amendement proposé se lit comme suit: "Remplacer l'article 3 du projet de loi tel qu'amendé par la commission, par le suivant: La présente loi entrera en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, conformément à une loi sur l'application de la réforme du Code civil." J'aimerais proposer qu'on... Vous avez les mots, Mme la Présidente, que ce soit conformément à l'article 257.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice. Je comprends bien vos paroles. C'est que vous désirez qu'on se transforme en commission plénière pour pouvoir faire l'étude de l'amendement que vous voulez déposer à la Chambre.

M. Marx: Est-ce qu'on peut faire que

ce soit comme...

La Vice-Présidente: Les écritures.

M. Marx: C'est cela.

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement pour qu'on puisse faire les écritures?

M. Gendron: Oui, Mme la Présidente, puisque ma collègue, la députée de Maisonneuve profitera de son droit de parole en troisième lecture pour poser les questions qu'on veut poser, mais on est d'accord comme Opposition de faire les écritures tout de suite pour éviter d'aller en commission plénière.

Commission plénière

La Vice-Présidente: Merci, M. le leader-adjoint du gouvernement. Est-ce que la motion pour se transformer en commission plénière est adoptée?
(12 h 10)

M. Gendron: Adopté.

Amendements

La Vice-Présidente: Adopté. Est-ce que les amendements sont adoptés?

M. Gendron: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Est-ce que le rapport de la commission plénière est adopté?

M. Gendron: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. Mme la députée de Maisonneuve.

Reprise du débat sur l'adoption

Mme Louise Harel

Mme Harel: Merci, Mme la Présidente. L'amendement qui est introduit, nous y avons souscrit dans la mesure où nous avons la garantie du ministre que s'il y a nécessité de légiférer avant que soit complétée toute la réforme du Code civil, il acceptera de le faire. Voyez-vous, il n'y a certainement pas lieu d'être dogmatique dans ce domaine. Il y a un choix qui s'offre au gouvernement, soit de décréter l'entrée en vigueur au fur et à mesure que les projets de loi sont adoptés dans cette Chambre.

On sait que la réforme du Code civil est un édifice qui, évidemment, est un échafaudage fragile. Il est certainement souhaitable que, dans toute la mesure du possible, l'entrée en vigueur ne se fasse pas avant que soit complétée toute la réforme du Code civil et que soit adoptée une loi d'application. Par ailleurs, on sait qu'il ne

faut pas non plus précipiter l'adoption des projets de loi. On a fixé la période de 1989. Je pense que le ministre souhaite que d'ici au printemps 1989 l'ensemble de l'édifice soit réalisé. Mais, il faut voir qu'au rythme où on procède depuis décembre 1985, il faudrait mettre les bouchées doubles pour y arriver. Il ne faut donc pas précipiter tout en maintenant un rythme de croisière, comme celui que le gouvernement précédent a maintenu durant les années qui se sont écoulées depuis 1978 où l'Assemblée nationale a été saisie du rapport de l'Office de révision du Code civil.

Cependant, autant il est souhaitable que l'entrée en vigueur ne se fasse qu'au moment où l'ensemble de toute la structure de réforme du Code civil sera adopté, autant on ne peut pas pénaliser l'évolution... Je cite l'exemple très concret, Mme la Présidente, de l'évolution dans le domaine des rapports familiaux. La famille ne doit pas vivre au rythme de l'adoption des projets de loi à l'Assemblée nationale en matière de réforme du Code civil. C'est pour cela que le gouvernement précédent - je pense au ministre de la Justice de l'époque, M. Marc-André Bédard, en 1980 - a fait adopter la réforme du droit de la famille, réforme avec laquelle on vit présentement et qui était souhaitable de façon que le droit se mette au diapason des nouveaux rapports familiaux de notre société.

Il faut constater qu'au moment où on se parle, et avec raison, l'actuel ministre de la Justice a mis sur pied un comité qui a pour mandat de réévaluer les dispositions du Code civil en matière de protection de la résidence familiale, en matière de prestations compensatoires aux régimes matrimoniaux et au partage des biens en cas de séparation, en cas de divorce ou en cas de décès. Ce comité doit remettre son rapport en juin, examiner l'ensemble de la question du partage de la richesse familiale en cas de séparation, en cas de divorce ou en cas de décès et va réexaminer les mesures adoptées en 1980 qui peuvent déjà avoir pris de l'âge. Quand on parle du droit des biens ou des successions, où il n'y a pas eu de refonte depuis des décennies, vous vous rendez compte à quel point, là encore, on n'est pas au diapason des rapports dans notre société.

Autant l'Opposition souhaite l'entrée en vigueur globale après que sera complétée toute la réforme, autant il peut se révéler nécessaire, essentiel, indispensable d'introduire immédiatement, dans notre vie juridique et dans notre vie de société, des dispositions qui viendraient immédiatement, par leur application, mettre le droit au diapason de la société. Le Code civil est le fondement de notre système juridique, il gouverne l'activité humaine dans tous les rapports que les personnes entretiennent entre elles. Il faut conséquemment conclure

que le droit peut avoir besoin d'être ajusté avant que tout l'édifice et l'échaffaudage soient complétés.

C'est dans cette mesure que nous souhaitons l'adoption au fur et à mesure des projets de loi, comme c'est le cas, actuellement, avec la troisième lecture du projet de loi 20, de façon à stabiliser le droit, à permettre à l'ensemble des intervenants de bien comprendre les notions maintenant introduites, et à permettre au législateur, dans l'ensemble des lois sectorielles qu'il a adoptées, de s'harmoniser aux dispositions à être introduites dans le Code civil. Il faut souhaiter que l'entrée en vigueur se fasse après que cette réforme aura été complétée. Il nous faut la garantie, à ce moment-ci, que le ministre n'entend pas être dogmatique en cette matière, que particulièrement à l'égard du droit de la famille et des personnes, au fur et à mesure où s'imposerait la nécessité, il pourrait amener cette Chambre à légiférer et à mettre en vigueur les dispositions qu'elle adopterait. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Maisonneuve. M. le ministre de la Justice, en réplique.

M. Herbert Marx (réplique)

M. Marx: Mme la Présidente, premièrement, j'aimerais expliquer l'amendement - peut-être que je ne l'ai pas fait avant - et aussi répondre aux questions de Mme la députée de Maisonneuve.

En ce qui concerne l'amendement, d'une part, il est important que le projet de loi 20 soit adopté afin que les principes généraux de ce que sera le droit commun futur soient connus et que tous les milieux intéressés, notamment la communauté juridique, puissent en prendre connaissance. Il est aussi important que cette adoption ait lieu, puisque certaines dispositions des amendements relatifs à la protection du conjoint survivant et de la famille après le décès ont été retirées, dans l'attente d'une proposition globale touchant et le droit de la famille et celui sur les successions relativement à la situation économique des conjoints pendant le mariage et à la dissolution de celui-ci et qu'il sera alors nécessaire de fixer législativement cette disposition dans le droit nouveau.

D'autre part, il est essentiel, avant que ce projet de loi puisse être mis en vigueur, que soit adoptée une législation qui en permette l'application. Le Code de procédure civile, diverses lois sur la Curatelle publique, la protection du malade mental, etc., devront être profondément modifiés pour permettre cette application de même que devraient être adoptées des règles de droit transitoires afin de favoriser la mise en vigueur harmonieuse des nouvelles institutions et

d'éviter aux justiciables de payer frais et temps pour savoir quels sont leurs droits et quelle est leur situation.

De plus, comme je l'ai dit hier et aujourd'hui, je ne favorise pas une entrée en vigueur par étapes du code. Pour que ce projet entre en vigueur avant que soit complétée la réforme d'ensemble des codes, il faudrait, pour qu'il s'harmonise avec notre droit actuel, présenter un projet de loi dit majeur qui viendrait modifier, outre les lois déjà mentionnées, tant le livre deuxième du Code civil du Québec sur la famille que le Code civil du Bas-Canada.

Présenter une telle législation serait, comme je l'ai déjà indiqué, très long et risquerait de créer une importante confusion juridique. J'ai plutôt choisi de présenter plus rapidement pour discussion tous les autres volets de la réforme du Code civil - sûreté, publicité, obligations et contrats, preuves, prescriptions et droit international privé - avant de procéder à une adoption globale de tout le code et de reprendre alors pour y apporter les ajustements requis tous les livres qui auront été adoptés - personne, famille, successions et biens - de même que ceux qui auront été présentés et discutés. Donc, un Code civil complet sera présenté en 1989 par une seule proposition de loi. Le code sera immédiatement suivi de la loi d'application qui viendra, elle, fixer les règles de l'entrée en vigueur. Voilà mes remarques sur l'amendement.

Pour répondre à la députée de Maisonneuve, il faut que cela soit bien clair une autre fois aujourd'hui que, lorsque j'étais critique de l'Opposition, il y a un an ou deux, la députée de Maisonneuve avait la responsabilité de piloter le projet de loi 20 pour le gouvernement. Donc, on se comprend bien en ce qui concerne ce projet de loi. J'aimerais lui répondre en lui disant que je ne suis pas dogmatique. C'est évident que, s'il y a des réformes importantes ou essentielles, s'il y a des modifications ponctuelles à faire au Code civil et qu'on pouvait les faire, je suis tout à fait prêt à les faire.

(12 h 20)

Je ne suis pas prêt à dire: Bon, il y a une réforme majeure importante qui touche une dizaine d'articles, mais on va attendre jusqu'à 1989 ou 1990 pour les adopter. Je suis tout à fait d'accord avec la députée de Maisonneuve: s'il y a des réformes importantes, des réformes ponctuelles qu'on peut insérer dans le Code civil, je suis prêt à les faire. Je peux assurer l'Assemblée que je vais discuter de cette question avec la députée de Maisonneuve en ce qui concerne, par exemple, ce qu'elle a déjà soulevé, les droits économiques des époux. Si on peut faire des modifications cette année ou l'an prochain pour améliorer la situation des gens, je le répète - je ne suis pas dogmatique - je

suis prêt à faire ces réformes. Nous sommes ici pour faire un tel travail, ne pas remettre les réformes d'une année à l'autre pour des raisons peut-être hautement techniques.

J'assure, en terminant, la députée de Maisonneuve qu'on va discuter ces questions avec elle comme on l'a fait dans le passé, comme elle a fait avec moi quand j'étais dans l'Opposition. Nous sommes prêts à faire tout ce qui est raisonnable et possible de faire.

J'aimerais, encore une fois, remercier la députée de Maisonneuve pour sa collaboration. Nous collaborons sur ce projet de loi depuis des années et, finalement, il sera adopté. Vous comprenez que la députée de Maisonneuve a fait beaucoup de travail dans ce dossier, je dirais, peut-être plus que moi parce qu'elle s'est occupée de ce projet de loi au nom du gouvernement pendant des mois. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de la Justice.

Le débat étant clos, est-ce que le projet de loi 20, Loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des personnes, des successions et des biens, est adopté?

Des voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges): Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 30 du feuillet.

Projet de loi 146

Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

La Vice-Présidente: À l'article 30 de notre feuillet, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation propose la prise en considération du rapport de la commission de l'agriculture concernant le projet de loi 146, Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles.

M. le ministre.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Merci, Mme la Présidente. L'Assemblée nationale était effectivement saisie, à l'automne 1986, d'un projet de loi visant à intégrer les activités de la Régie des grains du Québec à la Régie des marchés agricoles. Le projet de loi a été débattu en deuxième lecture. Essentiellement, l'objectif recherché par le gouvernement dans ce dossier témoigne d'une volonté très claire de maintenir notre activité au niveau du

contrôle, du calibrage des grains. On sait que, dans notre province, les grains constituent un maillon important de la production agricole du Québec. Ils constituent aussi un élément très important et même essentiel pour la nutrition de nos cheptels.

Ce n'est pas du tout, mais pas du tout l'intention du gouvernement du Québec de limiter ou de s'inscrire en moins à l'égard de cette activité. Cependant, on doit retenir qu'une régie avait été créée. Dès le moment où un gouvernement crée une régie, on convient que cela implique toute une procédure budgétaire, un encadrement. Il nous est apparu qu'on pouvait atteindre le même objectif, que nous pouvions intervenir de façon utile, positive, en ce qui concerne la gestion des grains au Québec, sans toutefois avoir une structure avec un président, un vice-président, etc., cette activité pouvant facilement être intégrée à la Régie des marchés agricoles.

Le but du projet de loi édicte qu'à compter de son adoption, la juridiction sur les grains au Québec sera dévolue à la Régie des marchés agricoles. Cela nous permettra d'épargner 250 000 \$ sur une base annuelle et récurrente et, pour nous, plus on pourra épargner d'argent, plus on pourra en donner, évidemment, aux producteurs et aux productrices agricoles. C'est bien important en ce qui nous concerne. Je comprends que, de l'Opposition, on a eu droit à la même attitude, à l'attitude qui la caractérise, soit celle de s'opposer purement et simplement. Une attitude qui commande que son porte-parole décrive continuellement les actions du gouvernement. C'est explicable, ça fait partie, apparemment, des traditions de ce parti-là. D'ailleurs, je suis persuadé que le discours qu'on entendra tantôt du député de Lévis sera le même verbe, le même langage utilisé par lui et ses collègues à l'égard de projets de loi comme ceux-là.

On viendra très certainement nous dire qu'on en enlève. On viendra très certainement nous dire que c'est un autre élément visant à favoriser et à mettre en place les recommandations apparues dans certains rapports. Je suis persuadé, le connaissant pour siéger à 19 pieds de lui, que le député de Lévis nous parlera de l'abolition du Comité de surveillance des étalons. Il nous parlera aussi très probablement de l'abolition de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire pour laquelle lui, comme ministre, à l'époque, avait engagé des sommes très importantes. D'ailleurs, ces discours-là ne me surprennent plus, Mme la Présidente. Aucune contribution utile de ces gens-là, aucune contribution significative, aucun élément positif n'est mis en relief. C'est évidemment de l'opposition pour de l'opposition, ce qui, à la longue, fait très peu sérieux.

Nous sommes allés en commission parlementaire. Il aura fallu une journée pour

étudier le projet de loi article par article. On a accepté des propositions formulées par l'Opposition. D'ailleurs, le député de Lévis a été tellement surpris que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation accepte les amendements proposés par ses collègues qu'il a dû s'abstenir, ce qui ne me surprend pas. Encore une fois, cela va de soi. Cependant, je dois témoigner de mon appréciation pour celles et ceux qui ont accepté de se convier à l'étude de ce projet de loi, tant en deuxième lecture qu'au moment de l'étude dudit projet de loi article par article.

J'ai très bon espoir que le rapport puisse être adopté ce matin. Nous pourrions adopter la troisième lecture sinon la semaine prochaine, du moins la semaine suivante.

Une autre mesure du gouvernement qui vise à faire en sorte que les sommes versées par celles et ceux qui nous écoutent soient judicieusement et rigoureusement administrées. Essentiellement, lorsque le projet de loi 146 sera adopté, notre intervention demeurera la même au niveau des services, des régions et des services aux producteurs et aux productrices agricoles du Québec. Le même niveau de services et d'interventions mais une structure modifiée qui nous permettra d'épargner 250 000 \$. Pour l'Opposition, ce n'est pas beaucoup d'argent. Ils ne s'en sont jamais souciés, d'ailleurs, lorsqu'ils étaient à la tête du Québec. C'est pourquoi on est dans une position aussi précaire, aussi difficile. Mais pour nous, 250 000 \$, c'est important, parce que toutes les sommes sont importantes et ce, surtout à partir de la première piastre. Les sommes ainsi épargnées nous permettront, évidemment, d'en faire encore plus, d'en transférer davantage à ceux et celles qui ont besoin de l'appui de l'État, soit les producteurs et les productrices du Québec. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. le député de Lévis.

M. Jean Garon

M. Garon: Mme la Présidente, c'est un autre projet de loi à l'image du député de Portneuf. Pascal disait: Je pense, donc je suis. Le député de Portneuf dit: Je détruis, donc je suis. J'abolis, donc, je suis. J'abroge, donc je suis. Tous les projets de loi présentés en cette Chambre par le ministre de l'Agriculture sous le gouvernement libéral ont été des projets d'abolition et de destruction, d'abrogation mais jamais rien de positif. Il dit que nous allons critiquer pour le plaisir de critiquer. Je dirai, Mme la Présidente, que nous sommes dans la situation particulière où, dans un secteur qui

fonctionnait...

M. Pagé: Mme la Présidente, question de règlement.

La Vice-Présidente: Je m'excuse. Question de règlement, M. le ministre.

M. Pagé: Je ne voudrais pas être désobligeant envers mon ancien professeur d'université, mais celui qui a formulé le précepte "Je pense, donc je suis", ce n'est pas Pascal, c'est Descartes. Le professeur devrait retourner à l'école.
(12 h 30)

La Vice-Présidente: M. le ministre de l'Agriculture, je vous dirai que ce n'est pas une question de règlement. Là-dessus, je vais céder la parole au député de Lévis. M. le député de Lévis.

M. Garon: C'est le genre de contribution auquel est habitué le député de Portneuf. Il n'en reste pas moins qu'il continue son oeuvre de destruction dans le secteur agro-alimentaire. En dedans d'un an, c'est le secteur où la baisse a été la plus grande puisque les investissements, qui étaient de 642 000 000 \$ en 1985, ont baissé à 503 000 000 \$ en 1986 après un an de gouvernement libéral. Baisse de 21,6 % des investissements sous l'habile direction du député de Portneuf. Il abroge, il abolit d'une façon systématique. Cela se reflète aussi dans le niveau des emplois puisque, quand il a pris le ministère de l'Agriculture, en janvier 1986, il y avait 83 000 emplois, selon les statistiques officielles du Bureau de la statistique du Québec. En janvier 1987, 73 000, soit 10 000 emplois de moins. Presque toute la baisse au Canada est attribuable à la baisse au Québec puisque la baisse au Canada était de 12 500. Toute la baisse est attribuable, à toutes fins utiles, à la baisse au Québec. En février 1986, l'emploi était de 79 500. En février 1987, 73 000. Cela veut dire qu'on est, actuellement, sur un rythme de croisière en 1987 de 73 000 emplois, alors qu'on était sur un rythme de croisière de plus de 80 000 emplois un an auparavant. C'est ça, le résultat des politiques du député de Portneuf.

Pourquoi? Parce qu'essentiellement il abolit tout ce qui marche. Dans le domaine des céréales, on fonctionnait à plein régime. Alors que la production québécoise était autour de 800 000 tonnes en 1976 et en 1977, nous avons réussi au gouvernement du Parti québécois à faire en sorte que la production augmente à plus de 2 600 000 tonnes, c'est-à-dire plus que trois fois plus. Nous avons réussi à établir une vingtaine de centres régionaux de conditionnement des grains, quatre ou cinq centres de conditionnement de semences pedigree pour avoir des semences certifiées de qualité excellente

pour produire un meilleur grain

Nous avons également mis en place des milliers et des milliers de silos à la ferme. Plus de 10 000, près de 15 000 silos à la ferme ont été établis au Québec entre 1978 et 1984. Mme la Présidente, sous le gouvernement actuel, tout ce qu'on a entendu, c'est d'enlever les verres de lait aux enfants, de cinq à trois verres de lait par semaine. C'est seulement devant les critiques et l'opposition de la population que le gouvernement a reculé, mais c'était son intention d'enlever du lait aux enfants dans les écoles. On a vu aussi un projet de loi pour abolir la raffinerie de sucre, fermer la raffinerie de sucre avec des sommes considérables d'argent placées par le gouvernement libéral non pas pour créer des emplois, mais pour faire disparaître des emplois à la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire, entreprise qui fonctionnait depuis 1944 et qui, durant 40 ans, avait produit plus de profits que de pertes.

Évidemment, parce que le sucre est à son plus bas, on dit: Bon, on va en profiter, on va fermer la raffinerie, comme s'il fallait évaluer un projet comme celui-là sur un an. C'était une production importante pour le domaine des céréales parce qu'elle permettait une production alternative qui était bénéfique dans la région de Saint-Hyacinthe. Malheureusement, le député de Saint-Hyacinthe, comme d'habitude, n'est pas présent aujourd'hui et ne parlera pas sur ce projet de loi. Il s'agit d'un projet de loi qui va être maléfique pour la production céréalière au Québec, alors qu'on parle d'une production de base, essentielle, déterminante dans notre développement agro-alimentaire. Nous avons passé d'un taux d'autosuffisance qui était autour de 30 % en 1976 à plus de 85 % pour l'alimentation animale en 1985.

De 800 000 tonnes, 30 % d'autosuffisance, en même temps que la production animale augmentait considérablement au Québec, puisque la production porcine a presque triplé sous le gouvernement précédent. Aujourd'hui, quand on parle de maintien de la production, c'est le plus beau dont on peut parler sous le gouvernement libéral parce que les gens savent au Québec que, dans le domaine agro-alimentaire, le gouvernement libéral est un gouvernement usagé, avec un chef de seconde main. Les gens savent que dans le domaine agro-alimentaire cela ne donne pas de résultats. Tout ce qu'on entend, ce sont des baisses, des baisses et des baisses. On entend le ministre constamment dire: Cela coûte trop cher.

Les résultats ne se sont pas fait attendre puisque, actuellement, on constate que ce sont des baisses partout. On voyait dans les journaux, ce matin, que les producteurs laitiers ne sont pas contents. Demain, les producteurs et les éleveurs de

boeuf vont faire des manifestations dans toutes les régions du Québec avant de venir, dans un mois, devant le parlement. Pourquoi? Parce que les gens sont insatisfaits des politiques incohérentes, non pensées, sans consultation, malgré les dires du ministre. Le président de l'UPA a pris la peine, la semaine dernière, le 7 avril, de publier un communiqué de presse pour dire que, lorsque le ministre disait qu'il avait consulté, il n'avait pas consulté et qu'il mettait en vigueur un régime d'assurance-stabilisation dans l'élevage du boeuf qui n'était pas désiré, qui n'était pas souhaitable et pour lequel les consultations n'avaient pas été faites. Le président de l'UPA a pris la peine d'envoyer un communiqué de presse pour démentir la conférence de presse du 3 avril du ministre. C'est fort!

Mme la Présidente, nous nous trouvons constamment devant un ministre qui dit: Cela coûte trop cher. Les producteurs m'ont dit récemment: Le ministre vient nous voir et il nous dit: Cela coûte trop cher. Le crédit agricole, cela coûte trop cher. L'assurance-stabilisation, cela coûte trop cher. La Régie des grains, il a dit: Je vais épargner 250 000 \$. Imaginez-vous! Alors qu'on est dans un secteur vital et qu'on parle de près de 3 000 000 de tonnes de céréales seulement pour l'alimentation animale, le ministre calcule qu'il faut qu'il abolisse la Régie des grains. Imaginez-vous si on disait dans l'Ouest du Canada qu'on va abolir la Régie des grains, ce serait une révolution. Lui, il dit: Je vais abolir la Régie des grains, je vais confier cela à la Régie des marchés agricoles, alors qu'un consensus avait été établi lors de la conférence socio-économique sur les céréales, à la fin des années soixante-dix. Les gens avaient dit qu'ils ne voulaient pas que la régie fasse du commerce et soit, d'aucune façon, associée à faire du commerce. Le ministre rattache la Régie des grains et les fonctionnaires qui étaient à la Régie des grains à la Régie des marchés agricoles dont la principale fonction est justement de réglementer et de s'occuper de commerce. Incohérence complète par rapport aux objectifs visés!

Le ministre nous a dit dans ses propos, non pas ce matin, mais à l'occasion d'autres discours sur ce projet de loi, que la fusion de la Régie des grains à la Régie des marchés agricoles donnera une plus grande portée à la Loi sur les grains. J'aimerais bien savoir dans son discours de réplique quelle est cette plus grande portée qu'elle va donner puisque la Régie des marchés agricoles n'a aucune fonction qui s'apparente, de près ou de loin, à la fonction de la Loi sur les grains du Québec qui était administrée par la Régie des grains du Québec. Ce sont justement deux projets de loi qui ne sont pas semblables et qui ne sont pas dans le même domaine, qui n'ont pas la

même orientation. Ils sont aussi séparés que deux rails de chemin de fer qui ne se rejoignent jamais.

Le ministre a réussi le tour de force incroyable de confier l'administration de la Loi sur les grains à la Régie des marchés agricoles. Là, on aura, encore une fois, un secteur qui ne marchera pas, un peu - il a dit que je parlais du Comité de surveillance des étalons - un peu comme le Comité de surveillance des étalons. Il y avait un comité, imaginez-vous, qui coûtait 2000 \$ par année où se trouvait, dans le domaine de l'élevage des chevaux, les plus grands spécialistes de l'élevage des chevaux au Québec. Le ministre l'a abolie sur les recommandations du même comité de bénévoles. Vous vous rappelez les millionnaires bénévoles? Imaginez-vous, ce sont ces millionnaires bénévoles qui ont conseillé au ministre de l'Agriculture d'abolir la Régie des grains, comme ils lui avaient dit d'abolir le Comité de surveillance des étalons. Imaginez-vous, Michel Bélanger, président de la Banque Nationale, il siégeait au comité, grand expert en étalons, j'imagine, grand expert en régies des grains. Il a dit au gouvernement: Vous devriez abolir ça. Les cultivateurs, eux, n'étaient pas mêlés à l'affaire. Le président de la Banque Nationale siégeait au comité et a dit d'abolir la Régie des grains.

(12 h 40)

Le vice-président de la Banque d'Épargne de Montréal, M. Yvon Marcoux, a également siégé pour conseiller au gouvernement d'abolir la Régie des grains. Imaginez-vous! Le président de la Banque Nationale, institution localisée en plein cœur de Montréal, le vice-président de la Banque d'Épargne de Montréal, M. Yvon Marcoux, et l'ex-président de la Bourse de Montréal maintenant président de Provigo, M. Pierre Lortie faisaient partie du comité pour conseiller l'abolition de la Régie des grains. Imaginez-vous! Il y avait également l'ex-vice-président de Provigo, l'actuel président du Conseil du trésor, M. Gobeil, lui aussi était du comité qui a dit: Il faut abolir la Régie des grains. Il y avait également Jean-Claude Rivest conseiller politique du premier ministre; homme d'asphalte, s'il en est un au Québec. Je ne suis même pas certain qu'il soit capable de faire la distinction entre l'avoine, le blé, l'orge - je suis certain qu'il ne fait même pas la distinction - et le maïs. Mais il a conseillé, lui aussi, d'abolir la Régie des grains. Imaginez-vous!

Et dire que le gouvernement antérieur avait établi la Régie des grains, avait fait bâtir, au Québec, des milliers de silos pour faire l'entreposage de céréales et développer notre production pour nous rendre moins dépendants! Le principal rôle de la Régie des grains était de faire en sorte, par différents moyens et différentes techniques, que la

production céréalière ait une qualité excellente et de plus en plus supérieure, à tel point qu'alors qu'on produisait, en 1980-1981, seulement 14 000 tonnes pour l'alimentation humaine, en 1985, on était rendu à 50 000 tonnes pour l'alimentation humaine, sur un marché potentiel de 800 000 tonnes. Pourquoi? Parce que l'augmentation de la production des céréales pour l'alimentation des animaux a fait en sorte que la meilleure qualité, qui était de plus en plus considérable, pouvait aller à l'alimentation humaine.

Quand il s'agit d'alimentation humaine pour différentes fins, qu'il s'agisse de faire du pain, des gâteaux, de la farine, ou de la bière avec les céréales ou encore faire du whisky, on demande des grains d'une qualité supérieure. De plus en plus on se servait de nos grains pour les produits de transformation plutôt que des grains ou des céréales importés. Mme la Présidente, je ne comprends pas ce gouvernement. Il abolit des choses qui marchent et les remplace par des choses qui ne marchent pas. Ou encore, il abolit tout simplement. Esprit destructeur, volonté d'abrogation et de détruire! Les gouvernements habituellement n'ont pas pour fonction de détruire ce qui fonctionne ou ce qui marche. Au contraire, les gouvernements, habituellement, ne cherchent pas à toucher les choses qui marchent, de peur de déranger quelque chose, de faire en sorte que cela ne marche pas. L'actuel ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation se spécialise dans la destruction de ce qui marche. Il a voulu abolir le lait à l'école, il a liquidé la Raffinerie de sucre du Québec. Aujourd'hui, il nous demande d'abolir la Régie des grains du Québec. Il a aboli le Comité de surveillance des étalons.

Nommez-moi un acte positif. Il a fait disparaître les programmes au ministère de l'Agriculture, pour les rapetisser. Et il veut empêcher l'universalité dans le domaine du crédit agricole. Il va rencontrer les producteurs et leur dit que l'assurance-stabilisation, ça coûte trop cher, alors que les études qui ont été faites à l'Université Laval en 1985 ont démontré que l'agriculture la moins subventionnée en Amérique du Nord, c'est celle du Québec, et que la plus subventionnée, contrairement à ce que tous les gens pensent, c'est celle des États-Unis.

Il faut faire attention, quand on entend les discours de M. Reagan qui a l'air à penser et à dire souvent que, dans plusieurs domaines, les États-Unis ne subventionnent rien, qu'ils sont en concurrence parfaite et qu'il faut pénaliser les autres. Dans le domaine agricole, les études qui ont été faites démontrent au contraire que le gouvernement américain subventionne plus que le gouvernement canadien et plus que le gouvernement du Québec, que le gouverne-

ment canadien subventionne plus la production de céréales dans l'Ouest qu'il ne la subventionne au Québec, que le régime de stabilisation des grains dans l'Ouest, administré par le gouvernement fédéral, paie à 75 %, alors que le producteur paie à 25 %, que le gouvernement fédéral voudrait abolir le régime au Québec, où le cultivateur paie un tiers et le gouvernement du Québec paie deux tiers, alors que le régime fédéral paie 75 % dans l'Ouest.

De plus, le gouvernement fédéral subventionne, par son régime, autant l'exportation que le marché domestique. Il établit les coûts de production en fonction des fermes de l'Ouest et non en fonction des fermes canadiennes. En cela, le ministre de l'Agriculture semble l'écouter et voudrait rapetisser le Québec. Il voudrait revenir au régime traditionnel où les gens de l'Ouest nous fournissaient le grain, alors qu'actuellement on est capable de se fournir en grains au Québec, que les augmentations de productivité qu'on a connues au cours des dix dernières années ont été beaucoup plus fortes au Québec que dans l'Ouest canadien. Récemment, alors que le gouvernement fédéral versait 1 000 000 000 \$ dans l'Ouest, un des grands points de discussion était de savoir si cela devait être payé à l'acrage ou à la production. L'Ouest favorisait l'acre parce que, chez eux, l'acre de grains produit beaucoup moins qu'un acre de grains au Québec. La productivité à l'acre est beaucoup plus forte au Québec dans le domaine des céréales qu'elle ne l'est dans les provinces de l'Ouest.

On a cru pendant des années qu'il n'y avait pas d'avantage à produire des céréales au Québec, alors qu'on se rend compte actuellement qu'au contraire la productivité à l'acre au Québec est l'une des plus fortes en Amérique du Nord. Pendant des années, on a essayé de nous rapetisser, de nous conter des sornettes et des bobards en nous disant que les céréales viendraient de l'Ouest. Je vais vous donner un exemple. M. Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce sous le précédent gouvernement Bourassa, avait dit: Nous allons importer nos grains de l'Ouest au Québec parce qu'il y a des avantages comparatifs dans l'Ouest. Ce n'est pas vrai, la productivité est plus forte ici. Ici, il n'y a pas de problème de sécheresse comme il y en a dans l'Ouest. Une partie de l'Ouest canadien serait beaucoup plus rentable si on fermait cela à la production céréalière pour laisser revenir les bisons et organiser des safaris. Pourquoi? Parce que le sud de la Saskatchewan n'a pas de productivité dans le domaine des céréales, et on entend beaucoup plus parler d'épidémies de sauternes et de sécheresse que de production céréalière avec une production minimale à l'hectare.

Mais que voulez-vous faire, Mme la

Présidente, en face d'un gouvernement aveugle qui ne veut pas voir les possibilités de développement économique qu'il y a au Québec et qui essaie de priver le développement agro-alimentaire dans les différentes régions du Québec? Il n'y aucune raison pour laquelle le Québec ne pourrait pas produire toutes les céréales dont il a besoin, à la condition que le gouvernement du Québec appuie les agriculteurs autant que le gouvernement fédéral le fait dans l'Ouest du Canada ou encore que le gouvernement américain le fait dans l'Ouest américain. Pourquoi? Parce qu'il y a ici un potentiel biophysique qui donne des résultats. Il n'est écrit nulle part non plus, dans aucune Bible ou aucun Évangile, qu'on doive acheter notre boeuf de l'Alberta. Nous consommons 1 000 000 de carcasses de boeuf par année au Québec; nous en importons, grosso modo, autour de 700 000 par année, un peu moins qu'antérieurement. Il y a à peu près 700 000 carcasses par année qui viennent de l'Ouest, c'est-à-dire un marché de 800 000 000 \$, que nous pourrions produire nous-mêmes avec la création de milliers et de milliers d'emplois dans les différentes régions du Québec.

C'est ce que le gouvernement précédent faisait parce qu'il croyait au développement des différentes régions du Québec. Savez-vous, par exemple, qu'une région comme la Matapédia et le Bas-Saint-Laurent - avec tous les bobards qu'on a entendus au temps des libéraux personne ne pouvait croire qu'il y avait là des avantages - aujourd'hui, est autosuffisante dans le domaine des céréales, qu'il y a trois centres de céréales qui se sont établis sous le gouvernement précédent, dans une région où, si on avait écouté le député de Portneuf, on aurait pensé que c'était quasiment de la neige à l'année? Au contraire, les avantages biophysiques du sol québécois sont extraordinaires, les précipitations de pluie sont régulières et il n'y a à peu près jamais de sécheresse. De plus, il y a du soleil en grande quantité également.

(12 h 50)

J'étais en Angleterre en juin 1985 quand les Anglais me disaient qu'ils pourraient manquer leur production de céréales cette année-là parce qu'il n'y avait pas eu assez de soleil durant la saison. Avons-nous déjà entendu parler, ici, d'une saison où il n'y a pas assez de soleil? Pourquoi? Parce que le Québec est un endroit terriblement ensoleillé comparative-ment aux autres régions du monde. Il y a l'hiver. Il y a des hivers aussi... On ne fait pas de production à cette époque mais pour la production en serre, le soleil est là. Il faut considérer le potentiel qu'il y a chez nous au lieu de toujours penser d'une façon négative. Le nouveau ministre de l'Agriculture, député de Portneuf, sous un

gouvernement libéral de seconde main, éteint, pense toujours en termes négatifs, dit toujours que cela coûte trop cher alors que des études démontrent que l'agriculture québécoise est moins subventionnée que l'agriculture canadienne dans le reste du Canada et qu'elle est moins subventionnée que l'agriculture américaine. Alors, pourquoi faire croire à nos producteurs qu'ils ne sont pas productifs, qu'ils ne sont pas comparativement productifs alors qu'ils sont aussi productifs, sinon plus, dans plusieurs domaines que nos concurrents qui sont d'ailleurs fortement subventionnés?

Demain matin, s'il n'y avait aucune subvention au Canada dans le domaine agricole, je vous dis que les produits de l'Ouest, il n'en viendrait plus ici, parce que les avantages comparatifs ne sont pas là. C'est simplement parce que le gouvernement fédéral subventionne à coups de milliards la production dans l'Ouest, qu'il subventionne le transport en instituant une deuxième ligne de chemin de fer qui a coûté près de 20 000 000 000 \$ qui n'était même pas nécessaire et, en plus, en versant des subventions annuelles depuis 1982 à coups de 650 000 000 \$ indexés par année. Les Québécois, eux, n'ont pas une cenne de subvention pour sortir les produits du Québec et les vendre ailleurs. L'Ouest reçoit des centaines et des centaines de millions de dollars chaque année en subventions de transport, de la même façon que les provinces maritimes ont un transport subventionné par camion ou par chemin de fer, à 75 % par le Maritime Freight Act.

C'est cela l'oecuménisme canadien. C'est cela le fédéralisme rentable; rentable pour les autres, mais désavantageux pour nous parce que ces subventions qui sont versées là-bas ne sont pas versées dans les mêmes proportions ici. Pourquoi n'y aurait-il pas les mêmes subventions pour le Québec quand il vend quelque chose ailleurs que celles qu'il y a pour l'Ouest quand il vend chez nous? Pourquoi n'y aurait-il pas les mêmes subventions pour le Québec quand il vend aux Maritimes que celles qu'il y a pour les Maritimes qui vendent chez nous? Parce que c'est un régime discriminatoire qui, avec nos taxes, donne des avantages aux autres provinces pour venir concurrencer sur nos marchés. Je vois le ministre du Commerce extérieur. On ne le voit pas souvent; il doit être entre deux voyages, il a arrêté en passant. Je ne l'ai jamais entendu parler des avantages discriminatoires que le gouvernement fédéral accorde dans le commerce au Canada aux différentes provinces du Canada, ni des subventions au transport qui font partie de ces avantages. Lorsqu'on parle du libre-échange, on devrait parler exactement, d'abord, du libre-échange ici alors que le gouvernement fédéral donne des avantages discriminatoires.

Deuxièmement, quand on parle de grains et de la Régie des grains, si le ministre, au lieu d'abolir la Régie des grains, avait travaillé avec des experts, il n'aurait pas demandé seulement 37 000 000 \$ au gouvernement fédéral lorsque ce dernier a versé 1 000 000 000 \$ dans l'Ouest pour les producteurs de céréales. Il n'y a pas seulement le débat de savoir si la subvention serait payée à l'acre ou à la production. Quand on parle de céréales dans l'Ouest, on parle non seulement de céréales pour l'alimentation du monde, des céréales en soi, mais il s'agit également d'alimentation animale, parce que les céréales de l'Ouest sont l'alimentation des animaux, tandis qu'au Québec on parle également d'alimentation sous forme d'herbages qui est une partie importante de l'alimentation animale. Quand le ministre a discuté, il a discuté seulement sur la base des céréales. C'était penser en fonction de l'Ouest; il n'a pas fait ses devoirs et il n'a pas fait son travail. Il aurait dû demander aussi l'équivalent pour les herbages parce qu'il s'agissait, là encore, d'alimentation animale et que le Québec ne nourrit pas ses animaux uniquement avec des céréales, mais aussi avec des herbages qui sont ici en quantité importante.

Quel a été le résultat? 1 000 000 000 \$ dans l'Ouest et 37 000 000 \$ au Québec. Le ministre s'est dit satisfait. Imaginez-vous, il s'est dit satisfait. Il est toujours satisfait. Il trouve que c'est trop gros. Il veut rapetisser. Il veut rapetisser le secteur agro-alimentaire au Québec et on a vu les résultats. J'ai cité les chiffres au début. En l'espace d'un an de son administration, les investissements ont baissé de 21 %. Ils sont passés de 642 000 000 \$ en 1985 à 503 000 000 \$ en 1986. Les emplois ont baissé également mais cela a moins paru en 1986 parce qu'on vivait sur l'erre d'aller du gouvernement précédent. L'erre d'aller a été tellement ralentie par le gouvernement actuel que vous verrez des manifestations de producteurs dans les différents secteurs parce que les problèmes surviennent de partout parce que le ministre n'a pas prévu.

Dans l'élevage du boeuf, l'an passé, dans le budget de 1986, pour la stabilisation vous n'avez pas voulu mettre d'argent. Cette année vous avez été obligés de monter les primes aux éleveurs de boeuf de 60 \$ à 90 \$. Erreur du gouvernement qui aurait dû y penser l'an dernier. Si, l'an dernier, la prime avait été portée à 70 \$, il n'aurait pas été nécessaire d'augmenter à 90 \$ cette année. On a voulu économiser l'an dernier et on est obligé d'imposer une prime trop forte aux agriculteurs dans une année qui est plus mauvaise que l'an dernier. Absence de planification du gouvernement. Gouvernement à courte vue qui ne réalise pas les conséquences de ses gestes parce qu'il ne

consulte personne. Gouvernement qui abolit, qui ne dit pas: Je pense, donc je suis. Il dit: Je détruis, donc je suis. J'abolis, donc je suis. J'abroge, donc je suis.

C'est un gouvernement de fermetures, dans tous les secteurs. Les résultats commencent à se faire sentir. Regardez dans les différentes régions du Québec où l'activité économique se passe. Pas seulement dans les grands centres mais dans les différentes régions du Québec, vous constaterez que le mécontentement survient de plus en plus. Ce n'est pas dans la première année d'un régime politique qu'on fait ça. C'est comme dans les premiers quinze jours d'un voyage de noces, même si vous vous êtes trompé de conjoint, vous ne le dites pas tout de suite pour ne pas faire parler la parenté.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Garon: Dans la deuxième année, vous verrez que le mécontentement va se manifester davantage contre le gouvernement et les gens n'auront pas honte de dire à la parenté qu'ils se sont trompés. De la même façon qu'au gouvernement d'Ottawa, après un an ça avait l'air beau, c'était sur le pilote automatique, c'était la lune de miel. La lune de miel est finie après deux ans et demi. C'est le même sort qui guette ce gouvernement qui n'a pas de projets. Des projets pour abolir. C'est facile de faire un article pour dire qu'on abolit. On ferme la raffinerie de sucre. On abolit le parc des expositions agro-alimentaires. On abolit le Comité de surveillance des étalons. On abolit la Régie des grains. On coupe le lait aux enfants. On coupe les soins dentaires. Envoyons donc! Résultat: on pensait que les équilibres financiers seraient extraordinaires et on arrive avec des déficits semblables et, en plus, en percevant trop d'impôts, 275 000 000 \$ de trop parce qu'on n'a pas avisé les contribuables qu'ils devaient changer leur formule, on a perçu 275 000 000 \$ qui devront être remboursés au prochain exercice budgétaire. On ne paie pas les rétroactivités, on fait en sorte de ne pas signer les conventions collectives en temps pour économiser 385 000 000 \$ de rétroactivité dans le budget actuel. Budget de camouflage! Politique d'abolition ou absence de politique! Ce qui caractérise ce Parlement... Mme la Présidente, vous êtes en train de me dire qu'il me reste 30 secondes ou une minute mais je vous dis, en terminant, que l'abolition préconisée par le ministre de l'Agriculture dans le projet de loi 146 est à l'image du gouvernement.

C'est l'abolition d'une chose qui marche pour faire en sorte que ça marche moins. Nous allons voter féroceement contre ce projet de loi. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Lévis. M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

M. Pagé: Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: Sur votre intervention?

M. Pagé: Oui.

La Vice-Présidente: Avant de commencer...

M. Pagé: Non, non. J'ai terminé. C'est en réplique.

La Vice-Présidente: Vous avez une intervention de cinq minutes, mais compte tenu de l'heure...

M. Pagé: C'est que ce ne sera pas très long, si vous voulez m'entendre.

La Vice-Présidente: D'accord.

M. Michel Pagé

M. Pagé: Mme la Présidente, compte tenu du caractère hautement démagogique du propos tenu par le député de Lévis, compte tenu de la faiblesse de l'argumentation à tout vent qu'il a fait valoir en passant par les soins de santé, le lait, etc., compte tenu de ce propos typiquement créditiste qui le caractérise, je ne crois pas opportun de faire de réplique.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre de l'Agriculture. Le débat étant terminé, est-ce que le rapport de la commission de l'agriculture concernant le projet de loi 146, Loi modifiant la Loi sur les grains et la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, est adopté?

Des voix: Adopté.

M. Gendron: Sur division.

La Vice-Présidente: Adopté sur division. Compte tenu de l'heure, nous allons donc suspendre nos travaux jusqu'à 15 heures cet après-midi.

(Suspension de la séance à 13 heures)

(Reprise à 15 h 7)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez vous asseoir. Nous allons procéder aux affaires courantes.

Déclarations ministérielles. M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

Le gouvernement renonce au principe de la réserve des trois chaînes

M. John Ciaccia

M. Ciaccia: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Ciaccia: ...lors de la présentation en deuxième lecture du projet de loi 102 sur les terres du domaine public, j'ai fait état du problème de la réserve légale des trois chaînes. Je me suis alors engagé à informer l'Assemblée, avant l'ajournement de Pâques, de l'orientation que le gouvernement entend prendre à ce sujet afin de régler la question une fois pour toutes.

Je voudrais d'abord rappeler à cette Assemblée l'origine de la réserve des trois chaînes, sa nature et sa raison d'être. Avant 1883, toute concession d'un lot bordant une rivière ou un lac non navigable entraînait la propriété du lit de la rivière ou du lac jusqu'à son centre. Le gouvernement a donc dû légiférer pour s'assurer de la propriété des eaux pour pouvoir exercer son droit de propriété et de gestion des pêches. Le Québec a donc adopté sa première loi des pêches en 1883. Il y a prévu que, lors de toute concession d'un lot bordant une rivière ou un lac non navigable, une bande de trois chaînes de profondeur, 198 pieds, était réservée en pleine propriété au gouvernement. Cette réserve s'appliquait de façon automatique et sans mention en ce sens dans les lettres patentes.

Ainsi, depuis 1884, une réserve de trois chaînes affecte tous les lots concédés en bordure des rivières et des lacs non navigables, sauf renonciation expresse de la part du ministre dans des lettres patentes. Depuis 1970, par suite d'une modification de la loi, la réserve s'applique à tous les plans d'eau qu'ils soient navigables ou non. Je tiens à souligner, cependant, que la réserve ne s'appliquait pas lorsque mon ministère a vendu un lot de villégiature en bordure d'un lac. Avec les années, une certaine confusion s'était installée sur le plan juridique. Le 5 mars 1987, la Cour suprême du Canada a confirmé la légalité et l'existence de cette réserve. L'application du principe de la réserve des trois chaînes a créé et continue de créer de nombreuses difficultés. Tout d'abord, l'application automatique de la réserve, à moins de renonciation dans les lettres patentes, fait en sorte que bien des acheteurs ne sont pas conscients de cette restriction de leur droit de propriété.

En outre, l'imprécision quant au caractère de navigabilité du plan d'eau accroît encore l'incertitude et l'inquiétude des propriétaires des lots. Ajoutons à cela des pratiques administratives souvent complexes. Par exemple, la très grande

majorité des terrains sont loués par billet de location ou vendus pour fins agricoles. Les redevances perçues des détenteurs de billet de location sont établies en fonction de toute la superficie des lots loués, sans égard à l'existence de la réserve.

En outre, plusieurs propriétaires cultivent la terre située sur la réserve. Un décret a même autorisé le ministre délégué aux Forêts à permettre gratuitement l'exploitation de la forêt sur cette réserve. Il n'y a donc pas à s'étonner si de nombreux propriétaires ignoraient et ignorent encore la présence de la réserve et en ont même vendu, en toute bonne foi, des parcelles pour fins de villégiature. La situation est telle que plusieurs citoyens s'interrogent et réclament qu'on mette fin à toute cette incertitude. C'est pourquoi le gouvernement a décidé de revoir toute la question et d'y trouver une solution.

Un groupe de travail interministériel a examiné plusieurs hypothèses de solutions et voici celle qui a été retenue. Tout d'abord, je désire rappeler que le gouvernement, par l'intervention du ministère de l'Environnement, a déjà adopté des politiques concernant les zones inondables, les zones de glissement de terrain et plus récemment une politique sur la protection du milieu riverain. En outre, mon collègue, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, s'apprête à modifier sa Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune afin d'y introduire des dispositions sur la protection des habitats fauniques essentiels. Il est important de souligner que tout transfert de droits gouvernementaux aux citoyens devra donc tenir compte de l'application intégrale de ces politiques par rapport à ces cessions et transferts.

La solution retenue comporte deux éléments selon qu'il s'agit des concessions actuelles ou des concessions futures. À l'avenir, le principe de la réserve sera abandonné. Les parcelles que mon ministère désirera garder pour assurer, par exemple, l'accès public à un lac ou à une rivière seront dûment délimitées et soustraites à la vente.

En ce qui concerne la réserve actuelle qui affecte les lots concédés depuis 1884, le gouvernement entend renoncer de façon totale à son droit de propriété en faveur du propriétaire du lot affecté, sauf dans les cas précis où l'intérêt public exige le maintien d'un bloc en bordure du plan d'eau. Ainsi, concrètement, une bande publique pourrait être maintenue autour d'un lac servant de réservoir d'eau potable. Également, une bande publique pourrait être maintenue de part et d'autre d'une rivière à saumon pour à la fois protéger l'habitat du saumon et permettre la circulation des pêcheurs et des agents de conservation de la faune. La profondeur de la bande serait définie avec

les ministères concernés et réduite à l'essentiel. Le reste de la réserve serait cédé au propriétaire du lot affecté. Cela signifie que, dans la très grande majorité des cas, les propriétaires récupéreront la totalité ou presque de la réserve. Il va sans dire que les droits déjà concédés par mon ministère à des tiers par rapport aux propriétaires du lot affecté seront protégés.

Il est essentiel de souligner que ce transfert se fera par le biais de la loi et sans coût d'achat. De plus, les blocs conservés dans le domaine public seront identifiés et portés à la connaissance du public afin que tous les citoyens puissent connaître de façon précise les parties de réserve qui seront maintenues dans le domaine public. L'identification des blocs à conserver se fera au cours des prochains mois et le gouvernement entend proposer à l'ouverture de la session d'automne des amendements pertinents à la Loi sur les terres du domaine public.

À cause de l'intérêt démontré par plusieurs Québécois anglophones, j'aimerais profiter de cette occasion pour leur faire part des principaux points de la déclaration que je viens de faire.

I would like to take this opportunity to state this government's position concerning the three chains reserve. After a careful review of the possible solutions, I now announce that the three chains reserve will be abolished as a general principle without additional costs for the continuous landlords. However, in the public interest, some parcels of land will be maintained in the public domain. Such restrictions in a minority of cases will be limited to cases where rights of access must be preserved for environmental and recreational purposes. These areas will be determined in the next few months and Bill 102 concerning lands of the public domain will be modified to give effect to this policy next fall.

M. le Président, le gouvernement considère que c'est là la solution la plus appropriée et je suis convaincu qu'elle contribuera à dissiper la confusion et l'inquiétude dans la population tout en répondant aux objectifs du gouvernement en ce qui a trait à la gestion des terres du domaine public.

Des voix: Bravo!

Le Président: Merci, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.
Présentation de...

Une voix: En anglais.

M. Gauthier: M. le Président.

Une voix: Déclaration ministérielle.

Le Président: Excusez-moi. M. le député de Roberval.

Une voix: C'est mieux qu'en Alberta.

M. Gauthier: Vous m'avez coupé ça court.

Le Président: Je voulais couper court. M. le député de Roberval, vous avez la parole.

M. Michel Gauthier

M. Gauthier: Merci, M. le Président. À écouter le ministre, on réalise que c'est mieux que dans le Parlement albertain. Je voudrais tout simplement vous dire, M. le Président, que l'Opposition est heureuse que le ministre ait décidé enfin de faire sa déclaration ministérielle puisque cette déclaration risque de dissiper quelque peu le doute et les inquiétudes qui sont le lot de milliers, de plusieurs dizaines de milliers de propriétaires riverains au Québec depuis les événements récents qui ont remis en cause, en quelque sorte, une propriété que d'aucuns pensaient très légitime, situation qui existait depuis plusieurs années.

Cependant, M. le Président - je le dis au ministre en tout esprit de collaboration - il nous apparaîtrait extrêmement important que les principes de base servant à déterminer les blocs que le ministre entend conserver dans le domaine public soient connus le plus rapidement possible afin d'éviter de garder les gens dans l'expectative et dans l'inquiétude parce que, malgré la déclaration ministérielle d'aujourd'hui...

Des voix: ...

Le Président: S'il vous plaît: Allez, M. le député de Roberval.

M. Gauthier: ...M. le Président, visiblement, il risque d'y avoir encore pas mal de confusion chez plusieurs propriétaires.

Enfin, il y a une chose qui nous apparaît quelque peu ambiguë et, là-dessus, le ministre, probablement, pourra nous éclairer. Le ministre, dans sa déclaration ministérielle, énonce assez clairement l'idée de se défaire, de se départir de la bande de protection de la réserve des trois chaînes, alors que, dans le projet de loi 102, à l'article 38, si ma mémoire est exacte, il réaffirmait de façon très claire le besoin, la nécessité ou l'intention gouvernementale de garder une bande de réserve. Là-dessus, il y a comme une contradiction entre la déclaration du ministre et le projet de loi 102. J'ose espérer que le ministre, dans les minutes qui vont suivre, pourra dissiper cette confusion apparente.

Également, M. le Président, il y a une

chose qui nous inquiète et, là-dessus, je pense que le ministre devra être extrêmement prudent. C'est la façon dont il entend déterminer les zones à préserver autour des cours d'eau. Le ministre a indiqué l'apport de plusieurs ministères, celui de l'Environnement, celui du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et probablement celui des Forêts, pour déterminer les blocs qu'il doit conserver. Or, il nous apparaît que cette façon de procéder ne semble pas indiquer qu'il y aura une politique d'ensemble, mais plutôt du cas par cas et de l'arbitrage entre ministères, ce qui ne serait évidemment pas souhaitable dans les circonstances.

Également, j'ai un commentaire à faire concernant l'aspect environnemental. Le ministre de l'Énergie et des Ressources, qui m'a remis copie de sa déclaration ministérielle, indique que la profondeur de la bande de protection serait définie avec les ministères concernés et réduite à l'essentiel. Je voudrais simplement indiquer au ministre la grande préoccupation de l'Opposition et de l'ensemble des citoyens du Québec pour la protection de l'environnement. J'aimerais que le ministre fasse plus que de garder le minimum requis mais garde une bande de protection suffisante pour que la qualité de l'environnement soit véritablement préservée sans qu'il n'y ait l'ombre d'un doute.

(15 h 20)

Enfin, M. le Président, on espère que le ministre saura mettre clairement sur papier une réglementation permettant d'établir les règles de négociation et de détermination des zones à préserver parce qu'on ne voudrait pas que, dans du cas par cas, des injustices puissent être créées à l'endroit de certains propriétaires, compte tenu que certains négociateurs gouvernementaux dans ce dossier seront peut-être susceptibles d'être plus sévères que d'autres concernant les bandes à conserver. On aimerait que le ministre se tienne pour dit que l'Opposition va surveiller énormément toute la question des critères de détermination de zones à préserver pour qu'il n'y ait d'injustice qui puisse être créée envers aucun propriétaire au Québec.

En terminant, je voudrais simplement demander au ministre, compte tenu du fait que plusieurs propriétaires voudront certainement se prévaloir des indications qu'il nous donne aujourd'hui, des droits que le ministre leur indique aujourd'hui, s'il a l'intention - je termine là-dessus - de mettre des ressources humaines nécessaires pour créer temporairement un service d'accueil à son ministère afin de recevoir ces appels qui ne manqueront pas d'être fort nombreux à compter des prochains jours afin que les citoyens puissent être bien renseignés de leurs droits, qu'on puisse leur indiquer clairement le processus à suivre, et ceci, sans engorger de façon démesurée les unités de gestion du ministère et les activités normales

qui doivent se poursuivre, bien sûr. Je vous remercie.

Le Président: Merci, M. le député de Roberval.

M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. John Ciaccia (réplique)

M. Ciaccia: M. le Président, je veux remercier le député de Roberval pour les suggestions qu'il nous fait dans l'application de notre politique sur l'abolition de la réserve des trois chaînes.

En ce qui concerne l'article 38 du projet de loi 102, je peux assurer le député de Roberval qu'il n'y a pas de contradiction. Je l'ai expliqué en commission parlementaire. Pour le moment, pour ne pas créer de vide juridique, nous maintenons la réserve des trois chaînes dans la loi 102 dont nous avons terminé l'étude article par article hier. J'ai dit dans ma déclaration qu'après que nous aurons identifié les bandes qui seront retenues, j'apporterai un amendement à l'article 38 de la loi 102 pour conférer le droit de propriété à tous les propriétaires, exclusion faite de l'annexe qui sera attachée à la loi 102 qui va décrire les bandes de terrain qui seront exclues.

En ce qui concerne le cas par cas, ce n'est pas notre intention de faire du cas par cas. Nous allons élaborer des grandes orientations avec le ministère de l'Environnement, avec le MLCP et d'autres ministères qui pourront être impliqués. C'est seulement après que nous aurons élaboré ces orientations que nous allons appliquer les zones ou les endroits où la bande sera retenue.

Maintenant, en ce qui concerne les préoccupations du député sur l'environnement, c'est vrai que nous allons retenir une bande minimale, mais la bande minimale, c'est pour les droits d'accès. Cela n'a rien à voir avec la protection environnementale où la politique du ministère de l'Environnement va continuer à s'appliquer. Peut-être va-t-elle s'appliquer, pour fins de protection, à un secteur qui pourra aller au-delà de la bande que nous allons retenir.

En terminant, M. le Président, la question d'inquiétude. Je crois que l'inquiétude principale qui planait sur les quelque 100 000 personnes affectées par la loi des trois chaînes était qu'elles craignaient premièrement que ce terrain puisse être vendu à d'autres qu'elles-mêmes et que, deuxièmement, il fallait qu'elles paient un montant additionnel, la valeur marchande, pour acquérir la propriété. Nous voulons enlever toute cette inquiétude. Il n'est pas question de vendre ces terrains à la valeur marchande. On veut les transférer, par la loi, sans nécessiter de documentation

additionnelle, aux propriétaires contigus. Cette inquiétude est complètement disparue. C'est seulement dans une minorité de cas, après l'élaboration de notre politique sur les restrictions, que nous allons retenir les bandes de terrain qui seront du domaine public.

M. le Président, je crois que la déclaration, les intentions et les éléments que nous avons énoncés aujourd'hui devront enlever toute inquiétude aux quelque 100 000 propriétaires qui sont affectés par la loi des trois chaînes.

Le Président: Je remercie M. le ministre de l'Énergie et des Ressources. Il n'y a pas d'autres déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi. M. le leader du gouvernement.

Projet de loi 100

Dépôt d'un texte réimprimé

M. Gratton: Oui. On retrouve à l'article 12 du feuillet, à l'adoption du principe, le projet de loi 100. Or, avec le consentement de l'Opposition, j'aimerais, au nom du ministre des Affaires municipales, déposer un texte réimprimé du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Est-ce que j'ai le consentement, M. le Président?

M. Gendron: Oui.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement?

M. Gendron: Oui.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.

Inscription au feuillet

M. Gratton: Cela étant, je voudrais faire motion pour que ledit projet de loi réimprimé remplace le projet de loi 100 présenté le 19 janvier 1986 et pour qu'il soit inscrit au feuillet à la même étape, soit celle de l'adoption du principe.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Oui.

Le Président: Cette motion est-elle adoptée?

M. Gendron: Oui.

Le Président: Motion adoptée.

Dépôt de documents. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

**Demandes de Suicide-Action
Montréal au ministère de la
Santé et des Services sociaux**

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, tel que je m'y étais engagée, j'aimerais déposer les demandes qui ont été adressées durant les dernières années au ministère de la Santé et des Services sociaux par Suicide-Action Montréal.

Le Président: Vos documents sont déposés, Mme la ministre. M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, toujours à l'étape du dépôt de documents.

**Rapports sur la tarification
en assurance automobile et
sur l'offre d'achat de Dofor**

M. Fortier: Il me fait plaisir de déposer le rapport de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile pour 1986 et, également, en relation avec l'offre d'achat visant les actions privilégiées et les actions ordinaires de Dofor.

J'ai le plaisir de déposer quatre documents: 1^{er} circulaire de l'offre d'achat par la SGF ainsi que les directives, lettres d'envoi et acceptations; 2^e circulaire du conseil d'administration de Dofor, incluant la lettre d'opinion de Lévesque Beaubien et de Geoffrion Leclerc; 3^e l'évaluation de Peat Marwick; 4^e la lettre du président de la SGF aux actionnaires.

Le Président: M. le ministre, tous vos documents sont déposés.

Dépôt de rapports de commissions.
Dépôt de pétitions.

M. Richard: M. le Président...

Le Président: M. le député de Nicolet.

M. Richard: ...j'aimerais déposer l'extrait d'une pétition adressée aux membres de l'Assemblée nationale par 7000 pétitionnaires au sujet du lac Saint-Pierre.

Le Président: Il faut le consentement, M. le député de Nicolet pour déposer votre pétition, étant donné qu'elle n'est pas conforme aux règles. M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Oui. On a eu l'occasion d'en discuter. Il y a consentement de ce côté-ci de la Chambre. De l'autre côté, je ne le sais pas.

Le Président: M. le leader du gouvernement. C'est un consentement total. M. le député de Nicolet, vous avez la parole.

**Demande que la pêche commerciale
continue de s'exercer au lac Saint-Pierre**

M. Richard: Merci.

Le Président: M. le leader adjoint.

M. Gendron: On n'a pas le choix, le dépanneur étant...

Le Président: M. le député de Nicolet, vous avez la parole. Veuillez déposer votre pétition, s'il vous plaît.

M. Richard: M. le Président, les faits évoqués sont à la suite d'une étude socio-économique ayant démontré que l'activité de pêche commerciale représentait une entreprise de plus de 6 000 000 \$. Cette même étude ayant évalué à 340 000 le nombre de personnes qui consomment du poisson en provenance des pêcheurs commerciaux du lac Saint-Pierre, l'intervention réclamée est la suivante: Que l'activité de pêche commerciale au lac Saint-Pierre puisse continuer de se pratiquer de la même façon que par le passé, afin que soit conservé le privilège d'acheter du poisson frais des pêcheurs commerciaux du lac Saint-Pierre.

Le Président: M. le député de Nicolet, votre pétition est déposée.

Cet après-midi, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur une question de fait personnel.

Avant de reconnaître la première question principale, j'avise immédiatement les membres de cette Assemblée que M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation apportera un complément de réponse à une question posée par M. le député de Bertrand la semaine dernière.

Alors, à la fin de la période de questions régulières, je reconnaitrai M. le ministre.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Permettez-moi également de souligner, à l'intention des membres de l'Assemblée nationale, qu'à 17 h 45 cet après-midi nous procéderons à un vote nominal sur la motion dont le débat se terminera à ce moment-là.

M. Gendron: M. le Président.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.
(15 h 30)

M. Gendron: J'aurais préféré que le

leader s'en tienne plutôt à quelques minutes avant 18 heures plutôt qu'à 17 h 45, pour couper moins de temps sur notre motion, compte tenu aussi que plusieurs personnes ont des engagements. Alors, cela risque de ne pas être tellement long; je ne vois pas pourquoi on prévoirait quinze minutes. Quelques minutes avant 18 heures, ce serait assez. Je préférerais que l'on enregistre le vote vers 17 h 55.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vous laisse le soin d'organiser cela pour que le vote soit enregistré dans les délais normaux.

Le Président: On fera sonner la cloche à la fin du débat pour appeler le vote. Je tiens pour acquis que ce sera quelques minutes avant 18 heures.

Je vais reconnaître la première question principale. M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Le droit de discussion du Québec au Sommet de la francophonie

M. Johnson (Anjou): M. le Président, on sait que le Sommet francophone, qui regroupera une quarantaine de chefs d'État et de chefs de gouvernement, se tiendra à Québec au début de septembre. On sait que l'Assemblée nationale a adopté hier à l'unanimité une motion visant à permettre que ce sommet se tienne dans l'enceinte du Parlement du Québec.

C'est évidemment un sommet extrêmement important pour le Québec - et le premier ministre a notre appui là-dessus, il le sait - puisque le Québec constitue le bureau de la francophonie nord-américaine et qu'il est d'ailleurs le seul territoire en Amérique du Nord qui soit sous quelque contrôle des francophones sur le plan de ses institutions politiques et, de plus en plus sur le plan de sa vie économique. Est-ce que le premier ministre pourrait nous dire s'il est exact, comme le rapportent les journaux de ce matin, dont *La Presse* et *Le Devoir*, que le Québec ne pourra pas intervenir sur les sujets de nature économique à l'intérieur de ce sommet?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je remercie le chef de l'Opposition de cette question importante et pertinente dans le contexte actuel. Je crois que je peux référer le chef de l'Opposition à l'entente qu'il a lui-même signée en novembre 1985, article 3, troisième paragraphe. Je ne sais pas si le

chef de l'Opposition s'aperçoit que le premier ministre du Québec pourra, après concertation et avec l'accord ponctuel du premier ministre du Canada, intervenir sur ce qui intéresse le Québec.

Il faut interpréter l'article de ce matin à la lumière de l'entente signée par le gouvernement que dirigeait le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): Mais justement, M. le Président...

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): ...le premier ministre reconnaîtra qu'au moment où j'étais premier ministre et que j'ai signé cette entente, une des raisons pour lesquelles il aura fallu tant de temps pour parvenir à une entente avec le premier ministre du Canada de l'époque, c'était précisément que nous exigeons que le Québec, tout en reconnaissant qu'il ne pouvait intervenir sur les sujets de nature purement politique, par exemple le désarmement, puisse intervenir ne serait-ce que de façon ponctuelle sur les sujets de nature économique, ce qui est extrêmement important pour le Québec dans le cadre de la francophonie. Or, l'ambassadeur du Canada, mandataire du gouvernement du Québec à Paris, donne une interprétation à l'entente que le premier ministre actuel du Québec a signée pour le deuxième sommet et datée du 19 février 1986, selon laquelle, à toutes fins utiles, son rôle se limiterait dans le cadre des questions économiques, le premier volet du sommet, à participer à la cérémonie d'ouverture publique et non pas aux discussions de contenu à huis clos.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Quelle que soit l'interprétation de l'ambassadeur du Canada, qu'elle ait été correctement ou incorrectement rapportée, il y a quand même des précédents qui ont été créés. Dans tout traité, le chef de l'Opposition le sait, il y a toujours une marge pour la subtilité politique. Je réfère le chef de l'Opposition au dernier sommet à Paris où j'ai pu intervenir sur des sujets de nature économique qui n'impliquaient pas le Québec, c'est-à-dire les surplus alimentaires, le chef de l'Opposition s'en souvient. D'ailleurs, il m'avait félicité, ce dont je l'en remercie de nouveau aujourd'hui, puisque cela ne lui arrive pas tellement souvent. Donc, le chef de l'Opposition m'avait félicité à ce moment de l'intervention que j'avais faite sur le caractère désirable de transférer ces surplus alimentaires, qui coûtent très cher actuellement à la Communauté économique européenne à cause des frais d'entreposage,

de transférer cela aux pays de l'Afrique francophone qui en ont un grand besoin. D'ailleurs, cette idée est de nouveau discutée par le ministre français de l'Agriculture, M. François Guillaume, appuyé évidemment par le premier ministre M. Chirac. Donc, le premier ministre du Québec, à ce moment, a pu faire une proposition qui avait des conséquences sur l'entraide internationale sur la collaboration entre l'Afrique francophone et la Communauté économique européenne, une proposition qui avait, à tout le moins, de ce côté de l'Atlantique, créé un certain impact, et cela, à l'intérieur du traité signé par le chef de l'Opposition.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Je comprends bien, M. le Président, que le premier ministre nous explique qu'il trouve que c'est important la question internationale, on sait cela. D'ailleurs, c'est son travail de considérer que la présence du Québec dans la francophonie n'est pas marginale. La question que je pose au premier ministre est la suivante. Compte tenu des déclarations du mandataire du gouvernement fédéral, a-t-il l'assurance qu'il pourra intervenir de façon ponctuelle tel que le prévoyait la première entente que j'ai signée avec le gouvernement canadien, au mois de novembre 1985, a-t-il l'assurance également qu'il pourra intervenir de façon ponctuelle sur des sujets économiques touchant le Québec dans la francophonie?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: D'ailleurs, ce traité fait suite à un autre traité, comme je l'ai déjà dit au chef de l'Opposition, celui de 1971, sur l'Agence de coopération technique et culturelle, que j'avais signé avec le gouvernement français et en accord avec le gouvernement canadien. Donc, c'est le prolongement, si on peut dire, des efforts que fait le Québec sur le plan international. Le chef de l'Opposition est d'accord avec moi sur l'importance pour le Québec et même à l'intérieur de la fédération canadienne et peut-être à cause de la fédération canadienne, d'avoir ce rayonnement culturel sur le plan international.

Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que, dans la mesure où le gouvernement fédéral... Je n'ai pas discuté récemment avec l'ambassadeur du Canada, il pourrait peut-être en parler à quelques-uns de ses amis qui ont été invités à dîner à l'ambassade du Canada...

Le Président: S'il vous plaît!

M. Bourassa: ...mais je n'ai eu aucune indication, et cela m'étonnerait qu'il y en

ait, que le gouvernement fédéral revienne sur l'entente qui est déjà signée. Or, cette entente m'a permis, comme premier ministre du Québec, au dernier sommet de Paris, en février 1986, de jouer un rôle actif.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, c'est évidemment ce qu'on souhaite que le premier ministre du Québec soit actif. Ce que je lui demande, c'est: Est-ce qu'il n'est pas en train de se rendre compte que le document qu'il a signé au mois de février dernier, dans l'organisation du deuxième sommet, le confinerait dans la première partie du sommet qui touche des questions vitales pour le Québec, les questions économiques, à un rôle d'observateur plutôt qu'un rôle de participant comme à Paris?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, le chef de l'Opposition devrait lire le paragraphe 3 de l'article 3. C'est lui qui a signé cette entente dans laquelle il est mentionné que, sur les questions relatives à la situation politique mondiale, le premier ministre du Québec est présent et se comporte comme un observateur intéressé. Il s'en souvient, je lui en avais parlé à l'occasion de la transmission des pouvoirs. C'est l'un des sujets sur lesquels on essaie de travailler au-delà de la partisanerie, de notre côté à tout le moins. Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que lui-même a fait part que le premier ministre du Québec, dans ces questions-là, était un observateur intéressé. J'ai eu l'occasion, comme je le lui ai dit pour la troisième fois, comme je le lui répète, de tester la liberté d'action du Québec à ce sommet international. J'ai pu tester que cette liberté d'action était plus importante que probablement ne l'aurait souhaité le chef de l'Opposition lui-même.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, comment le premier ministre explique-t-il que dans l'entente qu'il a signée, au paragraphe a de la dernière section, on dise: La présidence générale du sommet est assurée par le premier ministre du Canada en sa qualité de pays hôte; le premier ministre du Canada présidera également les travaux du premier volet. Ce n'est qu'à la conclusion desdits travaux sur le deuxième volet qui ne porte pas sur l'économie que le premier ministre du Québec intervient.

Des voix: Ah!

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Cette entente-là...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre!

Une voix: C'est un autre sapin!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: ...doit être interprétée à la lumière... J'aimerais que le chef de l'Opposition m'écoute.

Une voix: Avez-vous quelque chose à dire?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre, vous avez la parole.

M. Bourassa: Quand le chef de l'Opposition pose des questions sensées, et non pas pour faire un peu de théâtre, comme il a tendance à le faire à l'occasion - c'est sa responsabilité - nous apportons des réponses précises. Quand il n'essaie pas de piéger le gouvernement ou le chef du gouvernement, il a toujours des réponses précises.

Une voix: C'est cela.

M. Bourassa: Ce que je lui dis, c'est que l'entente à laquelle il fait référence doit être interprétée à la lumière de l'accord; il me semble bien que c'est à la lumière de l'accord. Or, dans cet accord, il est vrai que, durant les parties du sommet, il faut discuter avec le premier ministre du Canada pour intervenir dans des sujets qui traitent de la politique mondiale. C'est ce que j'ai fait l'an dernier. S'il y a lieu d'intervenir de nouveau, j'adopterai la même attitude que l'an dernier, qui a permis au Québec de s'affirmer sur le plan international. (15 h 40)

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en principale ou en additionnelle?

M. Johnson (Anjou): En principale, M. le Président.

Le Président: En principale, M. le chef de l'Opposition.

Juridiction du Québec sur les questions linguistiques

M. Johnson (Anjou): En principale au premier ministre, M. le Président. Le premier ministre du Canada aurait fait parvenir tout récemment aux premiers ministres des provinces une lettre dans laquelle il résumait l'état des discussions et décrivait - je cite une dépêche de la **Presse**

canadienne - "les sujets sur lesquels il croit qu'un consensus semble se dessiner en matière constitutionnelle." On sait que le premier ministre du Québec participera, d'ici à quelques semaines, à une conférence au lac Meach.

On sait aussi qu'il a reçu aujourd'hui même une lettre d'un nombre impressionnant de personnalités éminentes de la société québécoise en matière constitutionnelle dénonçant le vague, le flou et l'insuffisance des conditions que le premier ministre actuel pose pour l'adhésion du Québec à la constitution canadienne.

J'aimerais demander au premier ministre du Québec si, dans les sujets susceptibles de faire un consensus et qui ont fait l'objet de cette lettre de M. Mulroney aux premiers ministres des provinces, on retrouve un consensus qui permettrait au Québec d'avoir la pleine juridiction sur les questions linguistiques.

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, je me sens franchement tout à fait privilégié aujourd'hui d'avoir deux questions principales du chef de l'Opposition. Je crois que c'est la première question sur les problèmes constitutionnels. Et ceci se fait devant une assistance remarquable, presque la totalité des députés, malgré le beau temps. Parce que, paraît-il qu'à certaines réunions politiques, quand il fait soleil, ça fait baisser le nombre de participants.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: Réponse à la question, M. le premier ministre.

Une voix: Fin finaud!

M. Bourassa: Je me réfère à une déclaration du chef de l'Opposition en fin de semaine, expliquant la faible assistance des réunions. Pour répondre directement à la question du chef de l'Opposition, il connaît les cinq demandes du Québec qui ont été jugées réalistes. Pas question pour nous soit d'ajouter des demandes ou de réduire le nombre de demandes.

Dès le début - et ça a été fait à l'occasion du programme du Parti libéral - nous nous sommes fixé cinq objectifs réalistes. Pas question de demander une république présidentielle dans une monarchie constitutionnelle...

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! En conclusion, M. le premier ministre. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Bourassa: ...l'une des propositions les plus farfelues qu'on ait pu connaître, M. le Président, avec tout le respect, l'amitié et l'estime que j'ai pour le chef de l'Opposition.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Bourassa: Alors, je dirai au chef de l'Opposition que nos demandes sont bien connues. Les demandes du Québec sont bien connues dans le domaine linguistique comme dans celui de la formule d'amendement, de l'immigration, du pouvoir de dépenser ou de la Cour suprême.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, le premier ministre s'étonne d'avoir deux questions de ma part aujourd'hui. Je lui dirai que moi, je n'ai jamais de réponse ici. La question est la suivante.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Une voix: Il y en a eu des péquistes...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! On est toujours à la période de questions. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je ne sais pas si le premier ministre... M. le Président, je me demande si le premier ministre a l'intention de faire preuve de la même naïveté que son ministre des Transports à l'égard du français dans l'air en ce qui concerne le français sur le territoire québécois.

Des voix: Bravo!

M. Johnson (Anjou): Il y a des limites à se vanter qu'on se fait passer des sapins. C'est l'avenir du Québec qui est en cause quand on parle de la constitution. M. le Président, est-ce que le premier ministre reconnaît que les cinq rubriques qu'il a évoquées sont bel et bien des rubriques, mais aucunement une position constitutionnelle du Québec, que ce soit en ce qui concerne la nomination des juges à la Cour suprême, les pouvoirs accrus en matière d'immigration, le pouvoir de dépenser, la société distincte, qui reste un vestibule dans le préambule, ou la formule d'amendement?

Est-ce que le premier ministre reconnaît que, d'une part, ses positions ne sont ni suffisantes, ni suffisamment précises, ni adéquates pour engager l'avenir du Québec et qu'elles oublient aussi une demande fondamentale que sont les pouvoirs de l'Assemblée nationale en matière linguistique?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Avec le dossier que l'ancien gouvernement a réalisé en matière constitutionnelle, le chef de l'Opposition pourrait avoir le menton un peu moins relevé, quand il me pose des questions comme celle-là.

Je crois que les demandes que nous proposons au reste du Canada sont des demandes réalistes et qui sont conformes au programme du Parti libéral pour lequel nous avons été élus. Cela m'étonne que le chef de l'Opposition pose encore des questions sur ces cinq demandes dont on n'a pas dévié. Qu'il se souvienne lui-même des demandes qu'il a faites comme ministre responsable des Affaires canadiennes avec le premier ministre. Il y en avait 23 ou 26. Mais on ne savait pas lesquelles devaient être réglées avant le rapatriement de la constitution ou avant l'entrée du Québec dans l'accord constitutionnel ou après.

Quant à nous, cela a toujours été la même position claire. Il faut avoir des propositions convenables, satisfaisantes pour le Québec sur ces cinq secteurs, mais cela n'exclut pas d'autres discussions par la suite. Nous sommes très clairs sur l'importance de ces cinq conditions pour l'acceptation par le Québec de l'accord constitutionnel.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, en plus de donner une table des matières, est-ce que le premier ministre ne convient pas qu'il serait normal pour ne pas dire nécessaire et essentiel que son gouvernement dépose devant l'Assemblée nationale du Québec un document clair, précis et consistant sur ces cinq points?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: M. le Président, les cinq demandes sont clairement exprimées. Quant aux modalités, sûrement - le ministre l'a dit - elles seront discutées à l'Assemblée nationale ou à une commission parlementaire probablement, mais nous avons suffisamment défini ces cinq demandes. La formule de Victoria, il me semble qu'elle est précise, claire. La société distincte. Il n'a qu'à consulter le programme **Maîtriser l'avenir** et les déclarations que j'ai faites moi-même, que le ministre a faites et que d'autres ont faites pour avoir suffisamment de détails ou de substance ou de contenu sur ces cinq conditions, dans l'étape actuelle où nous en sommes. Nous verrons après le 30 avril - le chef de l'Opposition me pose la question à la dernière période de questions avant le 30 avril, à toutes fins utiles, il ne reste que le 29 avril - nous verrons, dis-je, après le 30

avril, parce que c'est là que nous allons constater l'accueil qui sera fait aux propositions du Québec, si nous devons ajouter d'autres modalités, expliciter davantage la position du Québec qui, à ce stade-ci, nous paraît suffisamment précise et claire pour satisfaire objectivement le chef de l'Opposition.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Il est évident qu'on n'est pas satisfait de vos demandes, voyons donc! C'est tellement faible.

Des voix: Oh! Ah!

M. Johnson (Anjou): Si le premier ministre...

Le Président: À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): ...daignait bien fournir deux réponses précises à l'Assemblée...

Le Président: Allez, M. le chef de l'Opposition. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): M. le Président, si le premier ministre pouvait nous faire l'immense faveur de répondre précisément à deux questions très simples. Entend-il demander à ses collègues des autres provinces et au gouvernement fédéral que l'Assemblée nationale du Québec soit la seule responsable des questions linguistiques sur le territoire québécois? Deuxièmement, est-ce que le premier ministre pourrait nous dire à quelle date il entend déposer un document complet sur l'ensemble du dossier constitutionnel devant le Parlement des Québécois?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Je ne jugerai pas sur les propos du chef de l'Opposition, sur la force ou la faiblesse de nos demandes mais je pense qu'il serait très facile de démontrer que certaines de ces demandes, quant à lui, dans son programme qui sera discuté au congrès de juin, sont carrément stupides. Ce que je voudrais dire au chef de l'Opposition, parce qu'on peut discuter à un moment donné sur son régime présidentiel, ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que nous avons déjà répondu à l'occasion d'un débat d'une motion, il y a quelques semaines, sur cette question linguistique. C'est déjà fait. Notre position a été clairement exprimée. Pour ce qui a trait au dépôt à l'Assemblée nationale, j'ai dit, étant donné que nous revenons le 29 avril, j'ai dit que nous

ajournons au 29 avril, j'ai dit que nous verrions après le 30 avril, à la lumière de la conférence, quels seront la stratégie et le calendrier adoptés par le gouvernement. J'espère que le chef de l'Opposition va comprendre une fois pour toutes. Ou est-ce qu'il me posera les mêmes questions sans tenir compte des réponses que je donne auparavant?

(15 h 50)

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): Une dernière question additionnelle au premier ministre. Je lui dis que c'est une dernière, là, il pourra passer toutes ses cassettes après.

Des voix: Ah! Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): M. le Président, est-ce que le premier ministre vient de nous confirmer très clairement qu'il n'entend pas, à l'occasion de la réunion du lac Meach, demander la pleine juridiction de l'Assemblée nationale du Québec sur les questions linguistiques?

Le Président: M. le premier ministre.

M. Bourassa: Tout d'abord, je voudrais dire au chef de l'Opposition qu'il est mauvais stratège en me prévenant que c'est sa dernière question. Je lui dis ça en toute amitié.

Ce que je veux dire au chef de l'Opposition, c'est que notre position sur les demandes linguistiques est claire. Le ministre l'a exprimé à l'occasion du débat. Nous acceptons la clause Canada. Nous croyons qu'à l'intérieur de la fédération canadienne, nous pouvons... D'ailleurs, votre prédécesseur l'avait quasiment acceptée en 1977. Donc, la clause Canada, nous l'acceptons, je le dis au chef de l'Opposition. 133, nous l'acceptons également. Je l'ai mentionné à l'occasion de mon allocution hebdomadaire, au cours de la fin de semaine. Étant donné que l'Opposition avait observé un silence assez bizarre sur cette question, j'en ai parlé à l'occasion de la fin de semaine.

Donc, ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que notre position est bien connue. Il est le seul à ne pas la connaître pour constamment poser les mêmes questions.

Une voix: Il la connaît!

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en principale.

La grève à la STCUM

M. Gendron: Oui, M. le Président. Les

usagers du transport en commun vivent, pour une troisième journée d'affilée, les inconvénients majeurs que peut représenter, pour un bassin de population de cette importance, l'absence de transport en commun. Considérant que c'est un silence complet qui existe entre la Société de transport en commun de Montréal et les syndicats des chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro, plutôt que des contacts indirects, comme le laissait voir le ministre du Travail, et considérant que nous allons ajourner nos travaux dans quelques heures pour le congé pascal, est-ce que le ministre du Travail maintient toujours son affirmation d'hier à savoir qu'il n'interviendra pas tant que les services essentiels seront assurés?

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Comme le souligne le député d'Abitibi-Ouest, nous en sommes à une troisième journée de grève dans le transport en commun de la Communauté urbaine de Montréal. Il s'agit d'un conflit important. Les parties sont conscientes de leurs responsabilités respectives, autant la partie patronale que les parties syndicales. Nous continuons à faire appel à la maturité des parties pour qu'elles reviennent à la table des négociations et qu'elles fassent les compromis nécessaires pour en arriver à une entente négociée.

Dans l'intervalle, comme gouvernement, nous nous assurons que la santé et la sécurité du public ne soient pas mises en danger à aucun moment. Même si l'Assemblée nationale ne siège pas à compter de demain, au ministère du Travail, tout comme à la Commission des services essentiels, nous nous assurons que les services essentiels soient rendus en tout temps à la population. S'il advenait que lesdits services ne soient pas rendus, il y aura une intervention, même si l'Assemblée nationale n'est pas en session.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

M. Gendron: Est-ce que le ministre du Travail ne considère pas, à ce moment-ci, très inopportun et inapproprié que le seul moyen d'envisager, selon lui, une loi spéciale, ce sera dès qu'il y aura la moindre faille possible des services essentiels? En termes très clairs, est-ce que vous ne trouvez pas dangereux, dès qu'il y aura une faille dans les services essentiels, plutôt que de se prévaloir d'autres mécanismes, que le ministre du Travail intervienne par une loi spéciale?

Le Président: M. le ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, c'est le député d'Abitibi-Ouest qui parle de loi spéciale. Il y a des moyens qui relèvent de l'autorité du ministre du Travail et d'autres moyens qui ont été utilisés dans le passé, de façon à s'assurer que les services essentiels soient rendus. S'il advenait que lesdits services ne soient pas rendus, on n'exclut pas le moyen évoqué par le député d'Abitibi-Ouest, mais il y en a toute une panoplie.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: M. le Président, quels sont les moyens concrets qu'entend prendre le ministre du Travail aujourd'hui, pour traduire des contacts indirects en des échanges directs entre les parties? Contrairement à ce que vous avez affirmé hier en cette Chambre - je pourrais vous citer, mais je n'ai pas le temps de le faire - à savoir qu'il y avait des négociations entre les parties, il n'y a pas eu de véritable discussion entre les parties.

Le Président: M. le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre du Travail.

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Ce que j'ai affirmé, hier, en cette Chambre, c'est que le conciliateur au dossier, M. Lavoie, avait maintenu des contacts indirects entre les parties. Je réitère cette affirmation de mon siège.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en principale.

Les conséquences de la grève des chargés de cours à l'UQAM

Mme Blackburn: M. le Président, en principale, l'UQAM est aujourd'hui dans sa quatrième semaine de grève des chargés de cours. Cette situation a de lourdes conséquences sur la qualité de la formation mais a également des effets considérables pour les étudiants: retard dans l'obtention des diplômes, incertitude quant aux stages, perte d'emplois d'été. Le conflit qui persiste est en large partie dû au sous-financement de l'UQAM, à l'embauche insuffisante de professeurs, au recours massif aux chargés de cours. Il faut également dire que si l'université répond favorablement un tant soit peu aux demandes des enseignants, elle risque de déséquilibrer son budget et de faire face à un déficit. Le ministre de l'Enseignement supérieur peut-il nous dire à partir de combien de jours il estime qu'il y a danger pour la qualité de la formation des

étudiants? À partir de combien de jours la situation devient-elle inacceptable, compte tenu des préjudices pour les étudiants?

Le Président: M. le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: M. le Président, comme le sait la députée de Chicoutimi, j'ai rencontré, samedi dernier, la direction de l'UQAM, le syndicat des chargés de cours et, ensuite, les représentants du front commun des étudiants. J'ai pu me faire informer par chacun de sa position respective dans ce conflit et la députée de Chicoutimi a raison de souligner qu'à compter de cette semaine, les inconvénients qui découlent pour les étudiants de certaines disciplines, en particulier les étudiants de sciences administratives, du prolongement de l'arrêt de travail sont très dangereux et requièrent par conséquent notre attention immédiate.

J'ai fait des ouvertures, la semaine dernière, aux deux parties principales: la direction de l'UQAM et la direction du syndicat, dans un effort pour tenter de les rapprocher. J'ai dit à la direction du syndicat en particulier que ce n'était pas une bonne approche d'essayer de remettre en question toute la politique du gouvernement vis-à-vis de l'UQAM à propos de ce conflit, qu'il y avait tout intérêt à trouver un règlement maintenant dans ce conflit, quitte à ce que le problème des chargés de cours soit l'objet d'un examen approfondi au cours des prochains mois, à l'occasion de l'étude que nous ferons de tout le problème de la tâche de travail du professeur d'université. Mais si on veut tout régler en même temps, si on veut faire du globalisme, ce sont les étudiants qui en sont les victimes et je ne pense pas que le gouvernement pourra laisser cette situation se perpétuer indéfiniment.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Blackburn: M. le Président, est-ce que le ministre peut nous dire précisément ce qu'il entend par "indéfiniment" et à quel moment il entend effectivement intervenir?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: J'arrêterai évidemment une conclusion aussi grave après avoir parlé de nouveau à plusieurs reprises à chacune des trois parties intéressées et, en temps utile, je ferai part de mes conclusions, d'abord à mon collègue, le ministre du Travail et au premier ministre; ensuite, au cabinet et, en temps utile, à l'opinion publique.

Le Président: Mme la députée de

Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: En additionnelle, M. le Président. Est-ce que le ministre entend ajuster l'aide financière pour les étudiants de l'UQAM pour tenir compte de la prolongation de la session?

Le Président: Voulez-vous répéter votre question, s'il vous plaît, madame?

Mme Blackburn: Est-ce que le ministre entend ajuster l'aide financière aux étudiants de l'UQAM pour tenir compte de la perte subie en raison de la prolongation de la session?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Pour l'instant, je continue à rechercher une solution qui mettrait fin au conflit le plus tôt possible de manière que cette question ne se pose pas.

Le Président: M. le député de Jonquière, en principale.

La papeterie de Matane et la production d'Abitibi-Price à Jonquière

M. Dufour: Advenant que le projet de la papeterie de Matane se réalise, est-ce que le ministre de l'Énergie et des Ressources est prêt à donner l'assurance à cette Chambre qu'il n'y aura pas d'impact négatif de l'emploi et de la productivité à l'usine d'Abitibi-Price de Jonquière qui fabrique actuellement sensiblement le même papier? (16 heures)

M. Ciaccia: M. le Président, des études démontrent que dans le papier surcalandré, l'augmentation de ce marché a été de quelque 20 % par année ces dernières années et que, dès les années quatre-vingt-dix, il y aura une demande encore croissante pour un papier surcalandré. Alors, le développement régional de la région de Matane n'affectera pas, comme cela a été fait dans le passé... Les papeteries se plaignaient dans le passé, quand on faisait d'autres développements, que cela allait affecter leur rentabilité, l'emploi. Si vous examinez les faits, ce n'est pas cela qui est arrivé. Le gouvernement, souvent, a forcé des développements contre la volonté de certaines papeteries et les résultats ont été que pour tout le monde il y avait plus d'emplois. C'est cela qui va arriver dans cette situation-ci.

Le Président: M. le député de Jonquière, en additionnelle.

M. Dufour: Est-ce que le ministre,

devant ces affirmations, est prêt à s'engager à rencontrer les autorités de la compagnie Abitibi-Price, les travailleurs et la population de Jonquières pour les rassurer?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: Volontairement, je suis prêt non seulement à rencontrer les autorités d'Abitibi-Price, mais je suis prêt à rencontrer les autres papetières qui participent au lobby auprès du gouvernement fédéral pour empêcher le développement de Matane. Je trouve qu'elles manquent à leur responsabilité sociale au Québec en faisant cela.

Une voix: Oui, monsieur!

Le Président: Je vais maintenant reconnaître une question à la formation ministérielle. M. le député de Charlevoix.

Le rapport Leblond sur les équipements du MLCP

M. Bradet: Merci, M. le Président. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche rendait public aujourd'hui le rapport sur les initiatives privées. Attendu que les propositions faites au ministre risquent de modifier substantiellement les différents équipements que possède le ministère sur tout le territoire du Québec, le ministre pourrait-il nous dire ce qu'il entend faire de ce rapport?

Le Président: M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et ministre du Tourisme.

M. Picotte: Merci, M. le Président. Compte tenu des orientations du gouvernement du Québec, soit l'assainissement des finances publiques, l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens et le développement économique et régional, attendu que les missions au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche concernent la conservation, l'utilisation et la mise en valeur de la faune de même que le soutien des programmes de loisir, des programmes de sport et des programmes à la jeunesse, j'avais demandé à un comité, présidé par un sous-ministre adjoint, d'évaluer la possibilité de recentrer le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche sur ses responsabilités essentielles.

J'ai effectivement, aujourd'hui, tel que je m'y étais engagé lors de la formation de ce comité, rendu public le document. M. le Président, je tiens à dire que le ministère s'engage à ne respecter ni en totalité ni en partie ce document. Il s'agit là d'un document de travail. Cependant, je vais

procéder très bientôt, dans quelques semaines, à la formation d'un comité de parlementaires qui va étudier chacune des quelque 200 recommandations contenues dans ce travail. Je leur demanderai aussi de collaborer, d'aller voir la population afin de voir de quelle façon nous pourrions effectivement recentrer nos activités au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Gendron: En additionnelle.

Le Président: En additionnelle, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: En additionnelle, M. le Président. Est-ce qu'on pourrait savoir du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche s'il s'agira encore une fois d'un comité ministériel pour des députés à la recherche de mandat ou si ce sera un comité où il y aura effectivement des parlementaires des deux formations politiques qui pourront conseiller le ministre là-dessus?

Une voix: Voilà.

Le Président: M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Picotte: Si le député d'Abitibi-Ouest me garantit que les gens de la formation politique d'en face sont prêts à souscrire aux orientations du gouvernement, soit l'assainissement des finances publiques, l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens et le développement économique régional, si vous êtes prêts à m'assurer que ces gens-là viendront travailler dans le même sens...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Picotte: ...je suis prêt à considérer votre proposition.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, en additionnelle.

Une voix: Il va faire comme le ministre des Transports.

M. Gendron: M. le Président, la question n'était pas conditionnelle. Est-ce que, oui ou non, vous allez...

Des voix: Ha! Ha!

M. Gendron: ...permettre à des parlementaires de participer, parce qu'en ce qui concerne les conditions, on a pratiqué cela depuis neuf ans. Le président du Conseil du trésor a confirmé dans son rapport qu'on

s'occupait de finances publiques depuis 1981.

Le Président: M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Picotte: M. le Président, si le député d'Abitibi-Ouest se donnait la peine de consulter trois ou quatre de ses collègues tout près de lui qui, aujourd'hui même, sont venus me faire des recommandations sur certains points, il saurait d'ores et déjà que celui qui vous parle est ouvert à toutes les suggestions que vont lui faire les 121 parlementaires de l'Assemblée nationale.

Le Président: M. le député de Lévis, en principale.

M. Garon: M. le Président, j'avais une question pour le ministre de l'Agriculture. Est-ce qu'il est dans l'antichambre?

Des voix: Il est au téléphone.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Des voix: Il est au téléphone.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le premier ministre.

M. Jolivet: Il téléphone à Lemay.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le député de Lévis.

M. Garon: C'était ma journée extraordinaire aujourd'hui, j'avais deux questions.

Des voix: Oh! Oh! Oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: En octobre 1986, la ministre...

Le Président: M. le député de Lévis, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Lévis, vous avez la parole.

Les CLSC projetés dans la région de Québec

M. Garon: M. le Président, en octobre 1986, la ministre de la Santé et des Services sociaux participait au congrès de la Fédération des CLSC et s'engageait après le dépôt du rapport Brunet à mettre fin à ses interrogations et à sa longue réflexion de

quinze ou seize mois sur la vocation des CLSC. Nous savons tous que le comité Brunet a déposé son rapport le 10 mars 1987 et a recommandé le parachèvement du réseau des CLSC. La ministre a recommencé sa réflexion et elle a dit que celle-ci serait terminée avant Pâques. Aujourd'hui, un poste de radio de Québec annonce que la ministre a décidé de mettre la hache dans les sept CLSC qui étaient envisagés dans la région de Québec, dont un dans Charlevoix, un à Lévis et cinq dans la ville de Québec ou Portneuf et donc qu'il n'y aura pas de CLSC. À toutes fins utiles, ces sept CLSC n'existeront pas.

Est-ce que la ministre peut nous confirmer son intention par rapport aux sept CLSC de la région de Québec?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, il est exact qu'en cette Chambre j'avais exprimé le souhait de pouvoir faire connaître mes réactions et, disons, les grandes orientations eu égard au rapport Brunet, avant le congé de Pâques. Je m'apprêtais à le faire, parce que la majeure partie des consultations était terminée, alors que, dans les deux dernières journées, un certain nombre d'organismes ont demandé de retarder cette réaction pour pouvoir me faire des représentations et ce, avant que je fasse connaître publiquement ma position sur le rapport Brunet.

Toutes conclusions que le député de Lévis voudrait tirer à ce moment-ci ou que quelqu'un d'autre voudrait tirer, sont prématurées, M. le Président.

Une voix: Très bien!

Le Président: M. le député de Lévis, en additionnelle.

M. Garon: VI. le Président, je ne demande pas à la ministre d'infirmer ou d'affirmer mes conclusions, je n'ai pas fait de conclusion. Sauf qu'un poste de radio de Québec annonce actuellement que la ministre a décidé...

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: Je demande à la ministre: Est-ce qu'elle confirme ce qu'a dit ce poste de Québec, soit qu'elle a l'intention de ne pas donner suite aux sept CLSC de la région de Québec?"

Une voix: Voilà! C'est clair!

Une voix: C'est ça!

M. Garon: C'est ça, La question.

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, les postes de radio ou les services de communication peuvent publier les nouvelles qu'ils veulent bien publier, ça les regarde.

M. Gratton: M. le Président, question de règlement.

Le Président: Sur une question de règlement, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je m'excuse, M. le Président, mais tantôt j'ai eu un moment d'inattention au moment où le député de Lévis a fait référence à l'absence du ministre de l'Agriculture. Peut-être bien que si le député de Lévis ne faisait pas bande à part dans son groupe parlementaire, il saurait que le ministre de l'Agriculture - parce qu'on en a averti le cabinet du leader de l'Opposition - est présentement avec la Fédération des producteurs de lait justement pour leur annoncer une bonne nouvelle. C'est ce qui explique son absence en Chambre cet après-midi.

Le Président: M. le député de Lévis, c'est à la suite de la remarque sur l'absence d'un parlementaire. C'est entre deux bureaux de leader. C'est tout ce que la remarque apportait.

M. le leader adjoint de l'Opposition.
(16 h 10)

M. Gendron: Je voudrais au moins vous faire remarquer qu'on avait été avisés que le ministre de l'Agriculture ne serait pas ici parce qu'il allait rencontrer les producteurs de lait, mais on ne nous a jamais dit qu'il ne serait pas présent à la période de questions.

La rencontre avec la Fédération des producteurs de lait...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! En conclusion. En conclusion, M. le député. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gendron: La rencontre avec la Fédération des producteurs de lait avait lieu au tout début de l'après-midi, et il est 16 h 10.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader du gouvernement, très brièvement.

M. Gratton: M. le Président, quand on donne les informations avant la période de questions quant aux ministres qui sont absents, c'est évidemment parce qu'ils seront

absents à la période de questions et non pas pour le souper.

Le Président: Bon. On va continuer la période de questions. À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Terrebonne, question principale.

M. Blais: Merci, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Question principale.

Champ de tir au canon à Sainte-Anne-du-Lac

M. Blais: Le ministre de l'Environnement se rend-il compte que plusieurs de ses collègues ministres se moquent encore une fois de son autorité en laissant...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Blais: ...s'installer un champ de tir au canon au nord de Mont-Laurier sans aucun respect de la loi sur l'environnement?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: M. le Président, j'ai été frappé par tant de pétards mouillés du député de l'Opposition que je suppose que cela va être la même chose pour son canon de Mont-Laurier. Je voudrais situer très clairement d'abord que tous mes collègues ministres de ce côté de la Chambre, contrairement à ce qui se passait avant...

Des voix: Ah! Ah!

M. Lincoln: ...oui contrairement à ce qui se passait alors que le ministre de l'Agriculture, le ministre de l'Environnement, le ministre des Affaires municipales et tous les autres se battaient tous les jours et ne pouvaient jamais faire consensus. Ici, on fait des consensus, on fait des politiques qui reflètent une action collective du gouvernement du Québec. Deuxièmement, pour ce qui est des fameux canons du député, je vais prendre avis et je vais lui envoyer mon coup de canon plus tard.

Le Président: M. le député de Terrebonne, question additionnelle.

M. Blais: Félicitations pour votre beau programme.

Le Président: M. le député de

Terrebonne. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Terrebonne.

M. Blais: Le ministre a-t-il l'intention de délivrer un certificat d'autorisation aux promoteurs Technologies Belcan sans étude d'impact ni audience publique?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: M. le Président, j'ai dit au député que j'allais prendre avis de la question. Je vais étudier le dossier et je vais lui revenir. Entre-temps, s'il y a un impact significatif sur l'environnement, je ne permettrai rien qui va enfreindre la Loi sur la qualité de l'environnement.

Le Président: Question additionnelle, M. le député de Terrebonne.

M. Blais: Est-ce que le ministre de l'Environnement peut me confirmer l'impact de ses confrères dans ce dossier avant de l'avertir de l'environnement dont il doit faire respecter les lois?

Le Président: M. le ministre de l'Environnement.

M. Lincoln: M. le Président, j'ai dit au député que j'allais prendre avis de la question. Je vais regarder le dossier et je vais lui revenir le plus tôt possible. S'il veut une réponse pendant le congé de Pâques, je vais lui téléphoner à son bureau de comté. Je vais lui dire de quoi il s'agit. Je lui ai dit et je prends l'engagement formel, encore une fois, que rien ne sera fait qui aille à l'encontre de la Loi sur la qualité de l'environnement. C'est tout.

Le Président: M. le député de Roberval, je vais vous reconnaître pour une très courte question principale. Il reste moins d'une minute, beaucoup moins qu'une minute à la période de questions.

La taxe sur l'essence dans les régions périphériques

M. Gauthier: Une question très courte, M. le Président. À cinq reprises dans cette Chambre j'ai demandé au ministre de l'Énergie et des Ressources ce qu'il entendait faire pour que les citoyens des régions profitent véritablement de la baisse de la taxe sur l'essence alors que celle-ci a été littéralement bouffée par les compagnies pétrolières. Ma question est la suivante: Après cinq demandes de ma part, seize mois de réflexion, est-ce que le ministre sait comment faire pour que les gens des régions

puissent avoir enfin dans leur poche cette taxe qui a été enlevée soi-disant pour les avantager?

Le Président: M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

M. Ciaccia: Depuis que le ministre des Finances a aboli la taxe, les consommateurs ont profité de la baisse de la taxe. La situation comparative des prix dans les régions périphériques n'a pas évolué d'une façon significative depuis janvier. L'année dernière, j'avais informé cette Chambre que les consommateurs avaient bénéficié de quelque 75 % de la taxe. Je pense que dans la région du député de Roberval ils ont bénéficié de plus de 80 %. Nous avons contacté, à la suite des demandes du député, les pétrolières pour savoir qui obtenait le grugeage dans l'augmentation? On a appris - et nos études doivent être confirmées dans les jours à venir - que ce sont plutôt les détaillants que les pétrolières qui ont augmenté, d'après deux des pétrolières que j'ai contactées personnellement. Nous allons continuer à suivre le dossier. Si on voit vraiment que ce sont les détaillants ou que ce sont les pétrolières - jusqu'à maintenant, les indications c'est que ce sont les détaillants - je vais communiquer avec mon collègue le ministre des Finances pour voir s'il y a des mesures que nous pouvons prendre....

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Ciaccia: ...dans les circonstances. Nous suivons le dossier et nous avons l'intention d'informer le public, parce que, en informant le public, c'est ce qui peut avoir des effets pour influencer...

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Ciaccia: ...les pétrolières dans les régions périphériques.

M. Gauthier: M. le Président...

Le Président: Il y a un complément de réponse et il va y avoir une question additionnelle qui va être posée probablement par M. le député de Bertrand. La période de questions est terminée depuis déjà plus d'une minute.

Réponse différée

Je vais reconnaître, tel qu'annoncé avant la période de questions, M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation,

en complément de réponse à une question posée par M. le député de Bertrand la semaine dernière.

**Avis juridique au sujet de
la privatisation de SOQUEM**

M. Fortier: Oui. Très rapidement, le député de Bertrand m'avait posé la question à savoir si nous avions eu un avis juridique nous convainquant de procéder comme nous l'avons fait dans la privatisation de SOQUEM, c'est-à-dire par décret et non pas par projet de loi. Après vérification, j'aimerais lui dire que nous avons reçu un avis du juriconsulte du ministère de la Justice et la deuxième demande était de déposer cet avis après consultation avec le ministre de la Justice. On m'a informé qu'il n'est pas coutumier de déposer les avis du juriconsulte et que, malheureusement, la coutume devra être suivie et que je ne pourrai le déposer cette fois-ci non plus.

Le Président: Est-ce qu'il y a une additionnelle? M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): Oui. J'aimerais demander au ministre délégué à la Privatisation s'il est exact que les avis négatifs, c'est-à-dire que les avis voulant que le gouvernement, que le Conseil des ministres procède à la vente de SOQUEM par projet de loi et non par décret... Il y avait des avis négatifs de la part du secrétaire général du Conseil exécutif et aussi de la part d'un important bureau d'avocats qui avait été demandé par SOQUEM et non pas par Cambior. Il y avait deux avis qui étaient demandés par Cambior. Ces avis étaient positifs. Les deux avis qui étaient demandés par le gouvernement et par SOQUEM étaient négatifs. Est-il exact et est-il possible de déposer ces deux avis?

Le Président: M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

M. Fortier: Comme je l'avais indiqué la semaine dernière, il y a eu plusieurs opinions juridiques. Je crois qu'il y a eu sept ou huit opinions juridiques dans ce dossier, entre autres des courtiers, des avocats de Cambior et de SOQUEM. Il est vrai qu'un avis juridique était négatif. Il y avait sept ou huit avis juridiques qui allaient dans le sens de la décision que nous avons prise finalement. En particulier, je dirais que l'avocat interne de SOQUEM était du même avis et que finalement nous avons suivi l'avis du juriconsulte du gouvernement du Québec.

Le Président: Ceci met fin au complément de réponse de M. le ministre délégué aux Finances et à la Privatisation.

Il n'y a pas de vote reporté cet après-midi.

Motions sans préavis, M. le leader du gouvernement.
(16 h 20)

**Motion proposant la tenue d'une
consultation sur le niveau
d'immigration pour 1988 et 1989**

M. Michel Gratton

M. Gratton: M. le Président, avec le consentement de l'Assemblée, je voudrais faire la motion suivante:

Que la commission de la culture procède à des consultations particulières et tienne des audiences publiques à compter du 6 août jusqu'au 14 août 1987 afin d'étudier le niveau d'immigration pour les années 1988 et 1989 en tenant compte des besoins démographiques, économiques et socio-culturels du Québec de même que le ses obligations à l'endroit de la communauté internationale et des familles à l'étranger des nouveaux résidents québécois.

Que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le vendredi 29 mai 1987 et que la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration soit membre de ladite commission et ce, pour la durée du mandat.

M. le Président, si cette motion était adoptée, je pourrais dès lors déposer la liste de 47 groupes ou personnes qui pourront être entendus au cours de cette consultation.

Le Président: Est-ce que M. le député d'Abitibi-Ouest et leader adjoint de l'Opposition veut intervenir sur cela?

M. Gendron: Oui, M. le Président.

Le Président: Est-ce qu'il y a consentement pour débattre la motion?

M. Gendron: Il y aura consentement pour recevoir...

Le Président: Recevoir.

M. Gendron: ...cette motion. On s'est entendus pour que notre critique puisse en parler quelques minutes.

Le Président: M. le député de Mercier, je vous cède la parole sur la motion de M. le leader du gouvernement.

M. Gérald Godin

M. Godin: M. le Président, nous avons pris connaissance de la motion. Nous nous réjouissons de voir que le gouvernement a consenti à se rendre à une demande que nous avons faite en commission parlementaire,

sauf qu'il y a un grand absent de la proposition qui est le problème réfugiés. En effet, le Québec accueille chaque année à peu près 20 000 immigrants choisis par lui dans les divers bureaux que le Québec compte à l'étranger, mais chaque année depuis quelques années environ 20 000 réfugiés viennent au Québec sans que le Québec les sélectionne. Ce nombre annule, à peu de choses près, les immigrants que le Québec choisit lui-même.

La proposition que nous avons faite à la commission parlementaire était précisément que la commission se penche sur la question des réfugiés puisque leur nombre augmente d'année en année et puisqu'ils peuvent à eux seuls annuler les décisions que le Québec prend au ministère de l'Immigration. Ce nombre ira en augmentant car nous savons par les Nations Unies qu'il y a environ 10 000 000 de réfugiés dans le monde, que le Québec est devenu une terre d'accueil pour eux et que le bouche à oreille est tel dans ces milieux que chaque fois qu'il y a un groupe qui déménage de la Turquie, comme on l'a vu l'année passée ou du Sri Lanka, comme l'a vu également dans la même année, ou d'Haïti ou d'Amérique latine, le Québec est choisi souvent. Le gouvernement, malheureusement, a refusé de se pencher sur cette question et surtout de réclamer des pouvoirs additionnels du fédéral de sorte que le Québec, dans cette opération de l'arrivée au Québec des réfugiés, est un peu la victime consentante mais qui n'a pas un mot à dire sur l'opération qui se déroule à son insu. Donc, nous aurions souhaité que le débat porte sur cette question des réfugiés et surtout des pouvoirs que le Québec devrait demander à Ottawa pour au moins savoir ce qui se passe du début de l'opération jusqu'à la fin, c'est-à-dire jusqu'à l'installation au Québec des réfugiés. Malheureusement, on a été insensible à nos demandes et on s'est contenté d'amener ici au Parlement la question du nombre d'immigrants que le Québec devrait accepter chaque année. Je félicite le gouvernement de cette décision parce que, effectivement, le Parlement doit se pencher sur cela, surtout vu le fait qu'une trentaine d'organisations sont attendues ici. Le gouvernement a accepté également qu'on ajoute huit ou neuf groupes à ces groupes déjà choisis par lui et nous en sommes très satisfaits, sauf que, là encore là, il y a un absent et un absent important à ce mandat qui est le problème des réfugiés.

M. le Président, dans ce mandat, nous aurions voulu que la question des réfugiés soit étudiée mais également la question de leur intégration à la majorité française du Québec. Il y a des cours de français, on a vu cela l'autre jour, qui sont donnés à ces réfugiés mais nous avons bien vu qu'il s'agissait de mini-cours, c'est-à-dire de trempettes dans la langue française, ce qui

n'est pas suffisant pour les rendre fonctionnels, ce qui est l'objectif que nous visions comme Opposition. Nous aurions donc voulu que la question des réfugiés qui a tellement énervé le Québec depuis quelques mois soit étudiée ici en profondeur mais le gouvernement s'y est refusé. Nous devons donc nous contenter d'attendre que les mémoires abordent ces questions pour les aborder en commission parlementaire avec les gens qui voudront bien en parler, M. le Président.

Donc, malgré ces réserves que je formule sur cette proposition de mandat donné à la commission, nous sommes tout de même d'accord avec ce mandat. Nous ferons notre tâche d'Opposition pour sensibiliser le gouvernement sur la question des réfugiés et surtout sur la question de requérir du fédéral des pouvoirs supplémentaires pour que le Québec ait un mot à dire du début de l'opération jusqu'à la fin, c'est-à-dire du moment où ils s'installent ici et jusqu'à ce qu'ils s'intègrent à la communauté française du Québec. M. le Président, merci beaucoup.

Le Président: Je remercie le député de Mercier pour son intervention. Est-ce qu'il y a d'autres intervenants sur la motion? Mme la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Mme Louise Robic

Mme Robic: Merci, M. le Président. Je suis heureuse d'appuyer la motion présentée par mon collègue, le leader du gouvernement, concernant le mandat qui sera confié à la commission de la culture ayant trait à une consultation particulière et à la tenue d'audiences publiques afin d'étudier le niveau d'immigration pour les années 1988 et 1989. Bien que l'admission des immigrants demeure de juridiction fédérale et que nous reconnaissons les catégories d'admission de la loi fédérale, le Québec est maître d'oeuvre en ce qui concerne le volume et la sélection des immigrants.

À la suite de l'entente Couture-Cullen, le ministère a identifié l'exercice de détermination du niveau d'immigration comme un outil important pour la mise en place de sa politique d'immigration. Il a développé une problématique propre et a voulu déterminer un niveau souhaitable d'immigration annuellement, selon ses objectifs et ses priorités. Il informera le ministère fédéral en temps opportun. La priorité retenue par le Québec, adoptée et énoncée dans sa loi a été celle de la capacité d'accueil. En effet, la ministre doit définir des objectifs quant au nombre de ressortissants étrangers admissibles au cours d'une période donnée, en tenant compte des besoins démographiques, économiques et socioculturels du Québec. Il s'agit donc d'une

volonté de lier l'immigration à une analyse intégrée des capacités d'accueil du Québec.

M. le Président, depuis 1984, le Conseil des ministres est appelé à déterminer annuellement le niveau d'immigration pour le Québec. La détermination du niveau d'immigration fournit l'occasion chaque année de procéder à une réflexion sur le mouvement d'immigration et sur ses diverses composantes. De plus, le niveau d'immigration retenu influence les pratiques du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration en matière de recrutement et de sélection, ainsi que la programmation des mesures qui doivent être mises en oeuvre pour assurer l'accueil, l'adaptation et la francisation des nouveaux arrivants. Je me surprends des mots du député de Mercier qui dit que leur visée était de franciser les revendicateurs du statut de réfugié, puisque eux, quand ils étaient au pouvoir, ils n'avaient pas donné à ces personnes le droit de suivre des cours de français.

L'exercice de planification du niveau d'immigration vise à déterminer le nombre d'immigrants à accueillir dans les trois catégories composant le mouvement migratoire, à savoir les membres de la famille, catégorie fort importante, les réfugiés - contrairement, encore une fois, à ce que dit le député de Mercier - et autres cas humanitaires, et les immigrants indépendants. Il y a deux ans, le ministère a intégré à l'exercice annuel de détermination du niveau d'immigration une consultation auprès d'un vaste éventail de partenaires appartenant à tous les secteurs d'activités socio-économiques. Le bilan de cette activité s'est révélé extrêmement positif. Un nombre significatif d'organismes ont soumis par écrit leur point de vue sur la question.

Forts de l'expérience acquise, nous souhaitons que la commission de la culture procède à des consultations particulières et tiennent des audiences publiques afin d'étudier le niveau d'immigration pour les années 1988-1989. Le gouvernement a décidé de recourir à une commission parlementaire afin de donner une plate-forme plus importante à cette consultation publique.
(16 h 30)

J'aimerais rappeler à cette Chambre que sur le plan démographique, le Québec présente une situation inquiétante qui se caractérise par un taux de natalité en régression. La conséquence prévisible est la décroissance de sa population dès la fin de ce siècle. À moins de songer à des volumes très importants, l'immigration ne peut constituer une panacée à la situation démographique du Québec. Toutefois, elle représente dans l'immédiat un élément essentiel pour améliorer la situation démographique et ainsi atténuer les problèmes associés à une structure de population vieillissante. Elle peut aussi

contribuer à maintenir le poids démographique du Québec dans la Confédération canadienne et fournir un apport important sur le plan économique.

En terminant, j'aimerais rappeler que, bien que la commission de la culture procède à des consultations particulières, 47 organismes seront invités à soumettre un mémoire sur le niveau d'immigration et que, du côté ministériel, nous avons collaboré pleinement avec l'Opposition en acceptant toutes les suggestions qui nous ont été faites pour dresser la liste définitive des organismes invités. Merci, M. le Président.

Le Président: Merci, Mme la ministre.

Est-ce que la motion présentée par M. le leader du gouvernement est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté?

M. Gratton: Oui.

Avis touchant les travaux des commissions

Le Président: Aux avis touchant les travaux des commissions, dans un premier temps, cet après-midi, 20 à 25 minutes après la fin des affaires courantes, à la salle du Conseil législatif se réunira la commission de l'Assemblée nationale pour entendre la même question de privilège présentée par M. le député de Lévis. Également, à compter du 21 avril 1987 et tous les jours qui suivent jusqu'au moment où elle aura complété son mandat, la commission de l'Assemblée nationale poursuivra ses travaux concernant la motion de privilège de M. le député de Lévis selon l'horaire suivant: les lundis, de 15 heures à 18 heures et de 20 heures à 22 heures, les mardis et jeudis, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures ou après les affaires courantes jusqu'à 18 heures lorsque l'Assemblée tient séance et de 20 heures à 22 heures; les mercredis, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures ou après les affaires courantes jusqu'à 18 heures lorsque l'Assemblée tient séance; les vendredis, de 10 heures à 12 h 30.

Le dernier des avis concernant les travaux des commissions que j'ai à vous communiquer, c'est que la commission des affaires sociales se réunira en séance de travail, le mercredi 15 avril 1987, après la période des affaires courantes, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May.

Est-ce qu'il y a d'autres avis, M. le leader du gouvernement?

M. Gratton: Non, M. le Président.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Le Président: Nous allons immédiatement procéder aux renseignements concernant les travaux de l'Assemblée. J'ai les renseignements suivants à fournir à cette Assemblée. Dans un premier temps, je cite la motion présentée par M. le chef de l'Opposition en vertu de l'article 97 de notre règlement: "Que cette Assemblée réclame du gouvernement qu'il n'engage pas l'avenir du Québec en adhérant à la constitution sans obtenir des pouvoirs spécifiques accrus confirmant notre identité nationale, garantissant la reconnaissance du droit exclusif de l'Assemblée nationale, de disposer, sur son territoire, des questions linguistiques reliées à l'éducation et à l'administration de la justice et assurant les progrès économiques et sociaux du Québec." Cette motion sera débattue le 29 avril prochain.

Enfin, le dernier des avis concernant les travaux de cette Assemblée. Veuillez prendre avis que l'interpellation prévue pour le vendredi 1er mai 1987 portera sur les politiques du gouvernement libéral en matière de logement social et sera présentée par M. le député de Shefford, M. Roger Paré, qui s'adressera au ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation. Cela termine les affaires courantes.

Nous allons maintenant procéder aux affaires du jour.

Reprise du débat sur la motion proposant que le gouvernement donne suite aux principales recommandations du rapport Lapointe

Le Vice-Président: Aux affaires du jour, puisque nous sommes mercredi, nous arrivons maintenant aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition et nous allons reprendre le débat sur la motion présentée par M. le député de Jonquière qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il cesse de négliger le soutien nécessaire à apporter à la région de la capitale du Québec et qu'à cet effet il donne notamment suite aux principales recommandations du rapport de la commission Lapointe sur la ville de Québec."

Je constate qu'il est actuellement 16 h 35. Au sujet du partage du temps, à la suite d'une rencontre avec chacun des leaders, il a été convenu qu'il y aurait une réplique à 17 h 30 et que le vote serait appelé à 17 h 50. C'est pourquoi nous entendrons les cloches sonner à compter de 17 h 45, ce qui veut dire qu'il nous reste actuellement 54 minutes qui seront partagées également entre chacune des formations politiques.

À ce moment-ci, je vais reconnaître le premier intervenant, M. le député de Bertrand.

M. Jean-Guy Parent

M. Parent (Bertrand): Merci, M. le Président. Il me fait plaisir d'intervenir cet après-midi sur la motion du mercredi qui est une suite logique à ce qui a été entrepris la semaine passée par mon collègue, le député de Jonquière. Mes premiers mots, ma première remarque, M. le Président, c'est pour dire que je trouve dommage, je trouve inadmissible de voir que le ministre responsable, le ministre des Affaires municipales, ne soit pas là aujourd'hui. Il n'est pas là parce que, nous dit-on, il est en voyage et je pense que ce n'était pas un imprévu qu'en ce mercredi 15 avril nous discussions d'une motion aussi importante que celle concernant la ville de Québec.

M. le Président, les propos que je tiendrai aujourd'hui sont principalement animés par l'ex...

M. Cannon: Question de règlement, M. le Président.

Le Vice-Président: Je m'excuse, M. le député de Bertrand. Sur un rappel au règlement, M. le député de La Peltrie.

M. Cannon: M. le Président, vous savez qu'il est de coutume, évidemment, lorsque les ministres ne sont pas présents, surtout un mercredi, que les bureaux des leaders en soient informés. Les leaders s'informent mutuellement qu'un ministre n'y sera pas et il n'est pas permis pour un député de souligner l'absence d'un ministre, notamment le ministre des Affaires municipales qui n'est pas ici aujourd'hui, mais qui est en voyage. D'ailleurs, si le député de Bertrand avait été ici la semaine dernière sur cette question-là, il se serait aperçu que, oui, le ministre est intervenu sur ce sujet. Je le rappellerais à l'ordre, s'il vous plaît, M. le Président.

M. Gendron: M. le Président.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint de l'Opposition.

M. Gendron: Brièvement, sur la question de règlement. J'espère que vous allez assumer vos responsabilités. Il ne s'agissait pas d'une question de règlement. Ce n'est pas l'avis coutumier qu'on reçoit pour la période de questions. Le ministre des Affaires municipales sait, depuis X temps, qu'une motion porte sur deux mercredis. C'est son choix personnel; il vivra avec. Il est tout à fait correct de la part des parlementaires de signaler que cela n'a pas l'air de l'intéresser trop trop. Puisque la semaine dernière il a participé à la motion, nous, cette semaine, on est tout à fait légitimés de signaler qu'il ne peut pas être ici et qu'il n'est pas ici. Cela devient un droit

d'expression de mon collègue parlementaire et cela n'a rien à voir avec le règlement.

Le Vice-Président: Là-dessus, M. le leader adjoint de l'Opposition. Depuis environ deux semaines, il y a eu certains rappels au règlement sur ce sujet, en vertu de l'article 35 du règlement. J'ai fait une vérification de notre règlement, l'interprétation du règlement. J'ai fait une vérification auprès des auteurs et je vais vous référer à Beauchesne, où on mentionne expressément qu'en vertu des dispositions de l'article 35, il est de coutume parlementaire qu'on ne signale pas en cette Chambre la présence ou l'absence d'un député ou d'un ministre, puisque ceux-ci peuvent être appelés à vaquer à leurs occupations, et qu'il est de mauvais aloi de faire une telle chose au sens de notre règlement. Cependant, je vous dirai que je suis complètement d'accord qu'on peut souligner, qu'on peut déplorer d'une certaine façon l'absence du ministre, mais je pense que, principalement, on ne peut pas faire un discours là-dessus et rappeler: Je constate que tel député ou tel ministre est absent à l'Assemblée à cause non seulement d'obligations parlementaires dans d'autres commissions qui peuvent le retenir, d'obligations au Conseil des ministres qui peuvent le retenir ou d'obligations à titre de ministre à l'extérieur qui peuvent également retenir certains ministres, ce qui peut être le cas pour le ministre des Affaires municipales présentement.

Donc, le point de règlement étant fait, je rappelle que, dans la tradition parlementaire, au sens de notre règlement, selon Beauchesne, on ne doit pas souligner la présence ou l'absence de députés qui ne peuvent pas, finalement, répondre aux propos, qui ne peuvent pas justifier leur présence ou leur absence et c'est souvent dans le cadre de leurs fonctions.

M. le député de Bertrand, la parole est à vous.

M. Parent (Bertrand): Merci, M. le Président. Le message étant passé, même si le député de La Peltre a voulu voler un peu mon temps, je lui dirai que je trouve quand même cette situation inadmissible.

Sur la motion du mercredi concernant la région de Québec, particulièrement la ville de Québec, je parlerai, au cours des prochaines minutes qui nous sont très restreintes, principalement animé de l'expérience vécue pendant les sept années à la mairie d'une ville de beaucoup plus petite dimension, soit Boucherville, qui avait certains problèmes, certaines difficultés quant au manque à gagner concernant des édifices gouvernementaux. La capitale nationale, Québec, n'est pas une ville ordinaire et je pense qu'il est important, dans le débat, dans la motion qui est

déposée par mon collègue, le député de Jonquière, de faire la lumière et de sensibiliser particulièrement le gouvernement, le Parti libéral, à la situation qui prévaut actuellement. Si le maire de Québec, le maire Jean Pelletier, réclame un statut particulier ou, devrais-je dire, réclame au moins quelque dédommagement quant à un certain manque à gagner, je pense qu'il y a des raisons particulières. Je pense que c'est important et je vous dis, M. le Président, qu'il aurait été drôlement intéressant d'entendre l'envers de la médaille de la part du ministre.

(16 h 40)

Je comprends mal l'attitude actuelle du ministre des Affaires municipales face à cette situation. D'abord, cela a été une situation que le ministre a traitée à la légère. Cela a été aussi, je pense, une attitude d'arrogance. Je comprends mal comment il se fait qu'après six mois, puisque nous sommes pratiquement à la fin du sixième mois du dépôt du rapport Lapointe, on se retrouve sans aucune prise de position du ministre des Affaires municipales concernant le rapport Lapointe. Et cinq mois après le dépôt du rapport Parizeau, je comprends mal parce qu'il va de soi, pour moi - et je pense que les députés de la région de Québec doivent se rendre certainement à ces arguments - que Québec se trouve dans une situation particulière parce que d'abord sur son territoire géographique se trouvent situés plusieurs immeubles gouvernementaux pour lesquels aucun impôt foncier ne peut être prélevé, c'est-à-dire que le gouvernement du Québec - pas plus que le gouvernement du Canada - ne peut retirer des impôts de l'ensemble de ces bâtiments situés sur son territoire. Ce qui veut donc dire qu'une ville comme Québec, par son statut et par son histoire, se trouve privée de plusieurs millions de dollars de revenus à cause de cette situation.

À cause de cette situation particulière je comprends très bien le maire de Québec de vouloir avoir ce que j'appelle une juste équité par rapport aux responsabilités de sa ville. D'ailleurs, si on regarde un peu le budget de la ville de Québec on s'aperçoit que des pourcentages concernant certains sujets sont plus élevés que dans d'autres villes comparables. Je pense particulièrement à la sécurité publique. En effet, dans la ville de Québec il se passe des événements à cause du fait que c'est la capitale nationale. Dans la ville de Québec il se passe des manifestations autour du parlement, autour des différents édifices qui abritent les différents ministères et autour de l'enceinte de l'Assemblée nationale, il se passe plusieurs événements qui font en sorte que Québec se trouve pénalisée parce qu'elle se doit d'avoir, seulement au chapitre de la sécurité, davantage de ressources humaines

et financières.

On pense particulièrement à l'événement que sera le Sommet de la francophonie qui devrait se tenir au début de septembre, je l'espère, dans cette enceinte à la suite de la motion unanimement adoptée hier ici en cette Chambre. Mais les événements de septembre prochain, 1987, occasionneront à la ville de Québec, directement et indirectement, plusieurs dépenses additionnelles. Je dois dire aussi qu'il y aura des retombées économiques mais aussi des dépenses directes qu'aura à assumer la municipalité.

Prendre conscience de ce qu'est Québec, prendre conscience des pertes de revenus qu'a Québec, c'est être ouvert, sensible à ce qu'une municipalité a comme possibilité de développement. Bien sûr le développement peut se faire par le biais des parcs industriels, des parcs scientifiques et c'est le cas de Québec, mais il reste que l'ensemble de ce qui existe actuellement en termes de propriétés est là pour demeurer et je pense qu'on ne changera pas cela.

Québec étant une capitale, comme je le mentionnais précédemment, ce n'est pas une ville ordinaire. D'ailleurs, si on prend l'exemple d'Ottawa on s'aperçoit qu'on a mis sur pied la Commission de la capitale nationale. On peut voir dans le rapport de cette commission que plusieurs millions de dollars sont affectés chaque année dans le but de donner des mesures compensatoires. Je ne dis pas qu'il faut que le ministre des Affaires municipales accorde un régime d'ordre spécial, mais qu'il puisse débloquer certains fonds pour avoir des mesures compensatoires pour la ville de Québec.

"Dans le cas d'Ottawa - je cite le rapport annuel - la commission a également versé 8 800 000 \$ en 1986 et 8 400 000 \$ en 1985 - donc environ 8 500 000 \$ pour les deux dernières années - aux municipalités de la région de la capitale nationale à titre de subventions tenant lieu d'impôt foncier.

Si c'est fait là-bas, c'est qu'ils ont certainement réalisé l'ampleur que devait prendre une ville comme Ottawa par rapport à la province. Le même phénomène se passe ici à Québec. Il serait curieux de prendre le même exemple par rapport aux capitales nationales dans l'ensemble des différentes provinces.

Je mentionnais tantôt le phénomène que vit Québec. À mon avis, c'est à juste titre qu'a réclamé le maire de Québec; je pense qu'ils se sont basés aussi sur des faits très précis. Au cours des 20 dernières années, entre 1966 et 1986, il y a eu une baisse de 14 % à 15 % de la population de la ville de Québec. Je pense que cela est significatif dans le sens que cela n'ira pas en croissant mais en diminuant.

Si on réalise et si le ministre des Affaires municipales réalise à quel point, si la ville de Québec se porte mieux, si la ville

de Québec est en meilleure situation financière, si la ville de Québec a des retombées de son côté par rapport au dédommagement qui lui est dû parce qu'elle ne reçoit pas d'impôts fonciers, ici, sur son territoire, de la part des édifices du gouvernement, je pense que, si la ville de Québec se porte mieux, c'est finalement l'ensemble de la région de Québec, l'ensemble de la communauté urbaine et l'ensemble du Québec qui va mieux se porter.

En terminant, il est très important que le ministre des Affaires municipales donne suite de façon très claire et très précise au fameux rapport Lapointe. Le rapport Lapointe, je le répète, a été déposé, que je sache, le 30 octobre 1986. On n'a eu que quelques vagues hésitations et que quelques propos très nébuleux de la part du ministre face à cela. Je comprends mal que le ministre des Affaires municipales fasse fi d'un rapport aussi important. Qu'on soit d'accord ou non avec l'ensemble de son contenu, c'est une chose. Mais qu'on ne reconnaisse pas, après l'étude de ce rapport qui met en lumière plusieurs choses et aussi après l'étude du rapport Parizeau qui met en lumière certaines autres choses et particulièrement certaines revendications que la ville de Québec fait aujourd'hui, je pense que c'est manquer un peu de respect envers ceux qui dirigent la ville de Québec. Il est important qu'on puisse, dans les plus brefs délais, donner une réponse concrète quant à ce qui est attendu de la part des autorités de la ville de Québec et non pas prendre l'attitude qui a été prise au cours des derniers mois et des dernières semaines, je dirais même des derniers jours, selon les différentes déclarations qui ont été faites venant du ministre des Affaires municipales et aussi d'autres ministres de la région.

M. le Président, je vous dirai que cette motion du mercredi qui nous amène à sensibiliser davantage le gouvernement sur cette attitude est très importante. Mon collègue de Jonquière aura la chance de le faire tantôt, de faire la démonstration dans les faits, qu'on se doit d'avoir une ouverture d'esprit et qu'on se doit de regarder toutes les possibilités pour être capable de donner ce que j'appelle une juste mesure et être capable de donner des mesures compensatoires qui pourraient être établies selon certains critères et pour faire en sorte qu'elles se répètent année après année au cours des prochaines années aussitôt, qu'on se sera entendu. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Je vais maintenant reconnaître M. le député de Jean-Talon, ministre des Relations internationales et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

M. Gil Rémillard

M. Rémillard: Merci, M. le Président. J'interviens avec plaisir sur cette motion concernant le rôle de Québec, de sa région et son rôle comme capitale du Québec. J'interviens avec plaisir comme Québécois et comme membre de l'Assemblée nationale représentant le comté de Jean-Talon, un comté qui comprend des parties de la ville de Québec, de la ville de Sainte-Foy et de la ville de Sillery.
(16 h 50)

C'est donc dire que j'ai suivi avec beaucoup d'attention les travaux de la commission Lapointe. J'ai même rencontré les membres de la commission lorsqu'ils étaient à étudier la situation. J'ai étudié le rapport qu'ils ont produit très attentivement. J'en ai discuté avec mes collègues du caucus. J'en ai discuté aussi avec les maires concernés: le maire de Québec, Mme la mairesse de Sillery, Mme la mairesse de Sainte-Foy. Je peux vous dire, de toutes ces consultations que j'ai eues, qu'il ressort, évidemment, qu'il y a des aspects de ce rapport Lapointe qui semblent faire un certain consensus. Par contre, d'autres peuvent soulever certaines critiques.

En temps et lieu, nous aurons à intervenir comme gouvernement pour faire de Québec une capitale dont tous les Québécois et toutes les Québécoises peuvent être fiers. Parce que voilà l'engagement de ce gouvernement, de faire de Québec, de faire de la région de Québec, une capitale dont tous les Québécois et toutes les Québécoises peuvent être fiers. Dans notre programme électoral, pour la région de Québec, nous avons inscrit notre volonté de faire de Québec un carrefour international, de faire de Québec une Genève d'Amérique. J'avais commencé comme professeur à l'Université Laval à travailler à développer ce caractère international de Québec par des conférences internationales. Et comme député de Jean-Talon, comme membre du gouvernement, comme responsable des relations internationales du Québec, j'ai donc la responsabilité de cet aspect du programme que nous avons présenté dans la campagne électorale, ce programme qui fait que nous formons maintenant le gouvernement. Et après seulement même pas un an et demi d'exercice gouvernemental, les réalisations sont maintenant là, tangibles, pour montrer que nous sommes à appliquer ce programme que nous avons présenté à la population.

Tout d'abord, il faut se souvenir que, à l'automne dernier, il y avait ici au Musée du Québec l'exposition des impressionnistes français, une exposition tout à fait exceptionnelle, extraordinaire, qui a accueilli plus de 150 000 visiteurs venant de partout, non seulement du Québec, du Canada, mais des États-Unis et même d'Europe. On est

venu ici à Québec voir cette exposition unique de toiles des impressionnistes français, toiles qui nous ont été prêtées par des musées soviétiques. Voilà qui concrétise, encore une fois, le rôle de Québec comme carrefour international en fonction de la culture.

Deuxièmement, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain, avec le Barreau du Québec, avec la Chambre des notaires, avec l'Université Laval, nous avons créé le Centre international d'arbitrage commercial de Québec, un centre qui permet de discuter de litiges tant en fonction de l'international que des litiges sur le plan du droit interne. Déjà, ce centre reçoit des demandes d'arbitrage de partout. On lui demande de faire des arbitrages ici à Québec, ce qui permettra à des gens d'affaires de partout au monde de venir faire ici à Québec l'arbitrage de leurs différends commerciaux. Et, les 2, 3 et 4 septembre prochain, Québec sera le carrefour de la francophonie internationale. Québec recevra le deuxième Sommet de la francophonie. Québec recevra plus de 41 délégations, 41 chefs de gouvernement, chefs d'État, qui se donneront rendez-vous ici à Québec pour créer cet espace francophone où le premier ministre du Québec jouera un rôle que jamais un premier ministre du Québec n'a joué dans toute l'histoire du Québec dans une instance internationale.

En effet, le premier ministre du Québec parlera à l'ouverture de ce deuxième Sommet de la francophonie parce qu'il est le chef du gouvernement hôte au même titre que le gouvernement fédéral. Le premier ministre du Québec parlera dans le premier volet de discussions à ce deuxième Sommet de la francophonie en ce qui regarde l'économie, s'il le juge à propos, s'il juge que les intérêts du Québec le commandent. Le chef du gouvernement du Québec parlera aussi dans le deuxième volet parce qu'il va le présider. Le premier ministre du Québec présidera les travaux de ce deuxième sommet en ce qui regarde l'aspect de la coopération, c'est-à-dire tous les aspects pour créer cet espace de la francophonie, espace économique, culturel, espace d'échanges de haute technologie. Le premier ministre du Québec va clôturer ces travaux. C'est donc dire qu'il jouera un rôle majeur et cela se passera ici à Québec, M. le Président.

On pourrait aussi parler de la conférence, la Conférence de droit constitutionnel, organisée par l'Université Laval qui aura lieu cette année à l'automne prochain, sur le thème de l'environnement et qui regroupera aussi des personnalités de partout au monde, entre autres des Nations unies et de différents pays et qui accueillera encore un chef de gouvernement ou un chef d'État prestigieux. On sait que cette conférence a accueilli à Québec, ici, des

premiers ministres: Le président de l'Italie, Cossiga, l'an dernier, Mère Theresa, le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuéllar.

Voilà, M. le Président, des réalisations concrètes, des réalisations que nous avons faites en fonction du programme électoral que nous avons présenté lors de la dernière campagne électorale. Voilà qui fera de Québec un véritable carrefour international. Je m'en vais à Paris dans les prochains jours et je pourrais compléter les discussions pour l'ouverture à Québec du bureau de l'Unesco. L'Unesco ouvrira un bureau ici à Québec, Québec qui est déjà une ville membre du patrimoine international de l'Unesco de par son caractère historique. Québec aura donc le privilège d'accueillir le bureau de l'Unesco, un bureau qui aura un rayonnement nord-américain. Ce sera le bureau de l'Unesco sur le continent nord-américain.

Voilà, M. le Président, des réalisations très concrètes en fonction du programme électoral que nous avons présenté pour faire en sorte que Québec soit une capitale dont tous les Québécois et les Québécoises seront fiers et que Québec devienne ce carrefour international, cette Genève d'Amérique. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Merci, M. le ministre. Nous allons suspendre nos travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 16 h 58)

(Reprise à 17 h 1)

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Nous reprenons nos travaux sur la motion du député de Jonquière. Je cède maintenant la parole à M. le député d'Abitibi-Ouest, leader adjoint de l'Opposition.

M. François Gendron

M. Gendron: M. le Président, je voulais me joindre au critique en matière d'affaires municipales, le député de Jonquière, pour m'exprimer sur cette motion. Cela peut paraître un peu curieux pour le député d'Abitibi-Ouest, mais j'ai eu l'occasion, comme ministre responsable de l'aménagement du territoire, de m'intéresser très sérieusement à la problématique de la capitale. J'ai également eu l'occasion de présider une commission de réflexion qu'on avait appelée la Commission de la capitale nationale.

M. le Président, je voudrais juste vous indiquer que quand les membres de l'Opposition ont décidé de présenter la motion suivante: "Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il cesse de négliger

le soutien nécessaire à apporter à la région de la capitale du Québec et que, à cet effet, il donne notamment suite aux principales recommandations du rapport de la commission Lapointe sur la ville de Québec", c'est parce que nous étions convaincus qu'il s'agissait là d'une préoccupation majeure, importante, qui n'est pas née hier - nous le reconnaissons - mais pour laquelle on ne peut pas se permettre de tergiverser et d'entendre ce que j'ai entendu, entre autres, de la part des députés ministériels, à savoir: Regardez, nous sommes beaux, nous sommes fins, on a fait ci, on a fait ça. Ce n'est pas cela, le problème. J'ai donc hâte que ces gens cessent de dire ce qu'ils pensent qu'ils ont fait et qu'ils soient capables de s'appuyer, de temps en temps, sur ceux qui devaient recevoir leurs magnifiques bénéfices. Quand ces gens-là s'expriment, ils vous disent: Nous pensons que ça ne va pas, nous pensons que pour ce qui est du comportement du gouvernement du Québec envers sa capitale, il y a des faiblesses importantes, il y a des trous majeurs. C'est un peu ce que le maire de la ville de Québec a voulu vous dire.

Contrairement à ce qu'on a essayé de vous faire croire du côté ministériel - particulièrement le ministre absent des Affaires municipales - ce n'est pas un régime fiscal particulier que veut le maire de la ville de Québec. Je l'ai rencontré à plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion de travailler avec lui et je ne l'ai jamais entendu réclamer un régime fiscal particulier. Cependant, ce qu'il a toujours demandé avec raison - il m'en a parlé et il en a parlé à d'autres membres du gouvernement actuel - c'est: Est-ce que, oui ou non, vous croyez qu'il est opportun qu'un gouvernement, à Québec, ait une préoccupation plus significative, plus importante pour sa capitale? Le maire de la ville de Québec, sachant que l'Assemblée nationale est située dans sa ville, ça lui confère des obligations de dépenses, d'immobilisations, de services pour lesquelles il n'a pas nécessairement la conviction que la part requise lui revient.

Je pense qu'une telle motion, on pourrait avoir assez de maturité pour la regarder dans sa quintessence et non strictement en termes de partisanerie politique. Vous étiez là, vous n'avez pas fait ce que vous aviez à faire; nous, on est là, on fait ce qu'on a à faire. Il me semble qu'on aurait dû dépasser cet âge. Mercredi dernier, c'était renversant d'entendre le député de Taschereau et le député de La Peltrie dire: On est beaux, on est fins parce qu'on a fait quelques dépenses dans un quartier, on a fait quelques dépenses pour la gare intermodale, on a fait quelques dépenses à telle place. Nous aussi, on a fait des dépenses. Je pourrais vous citer un bilan qui avait été reproduit à une rencontre de la Commission

de la capitale nationale que j'avais moi-même présidée, où le maire de Québec et les intervenants étaient assez impressionnés...

Je vous cite juste quelques exemples: l'aménagement de la colline parlementaire. On n'a pas fait cela juste pour nous. Les investissements dans le Vieux-Québec, on n'a sûrement pas fait cela juste pour nous, le gouvernement. Au sujet des investissements particuliers du gouvernement, moi, comme ministre responsable de l'OPDQ, je me rappelle très bien qu'un des clients qui me coûtaient énormément cher - je suis convaincu que le ministre actuel pourrait dire la même chose de l'OPDQ - c'était le ministère des Affaires culturelles, le ministère des Affaires culturelles qui a toujours été un ministère de bien-être en matière de crédits et qui, constamment, quand il voulait faire quelque chose, demandait des crédits à l'OPDQ. On a signé une entente pour faire des aménagements importants dans le Vieux-Québec, en particulier à la Place Royale. On n'a pas fait l'aménagement de la Place Royale uniquement parce qu'on avait quelques crédits dont on ne savait pas quoi faire, mais bien parce qu'on pensait qu'il était important que cette place soit bien aménagée, vu sa valeur patrimoniale, sa valeur historique et le très grand nombre de touristes qui tiennent à venir dans la capitale. Ils tiennent à venir à Québec, mais parce que c'est la capitale du Québec.

Je m'arrête là parce que ce n'est pas une bonne façon, à mon avis, de donner suite aux exigences du maire de la ville de Québec. Le maire de la ville de Québec dit au gouvernement: Est-ce que, oui ou non, vous êtes conscients que j'ai un rôle à assumer qui dépasse ma responsabilité municipale? En conséquence, ce qu'il réclame, c'est d'avoir une aide financière spécifique, particulière. Mais, dit-il, je ne veux pas d'une aide financière particulière ad hoc, je ne veux pas d'une aide financière particulière spécifique au gré de la bonne humeur du ministre des Transports ou de celle de quelque autre ministre sectoriel; parce que le ministre des Transports, il faut lui faire attention, il en mène large, il prétend en mener large et il conditionne le comportement des autres. Il a dit au maire de Québec: Ce n'est pas de tes affaires, c'est nous qui savons quand on va faire telle chose, comme si, lui, il n'était pas un élu, comme si le maire de Québec n'était pas aussi un élu qui a droit à un minimum de respect dans sa ville. Je n'en reviens pas. Chaque fois que ces gens-là parlent, c'est comme s'ils étaient assis sur la vérité. Il nous appartient à nous, membres du gouvernement, de vous donner toutes les indications, quel que soit votre niveau de réflexion. Que le maire de la ville de Québec pense qu'il a une opinion et s'il

interpelle le gouvernement en disant: Écoutez, je suis membre d'un gouvernement et je tiens à vous dire que je ne trouve pas...

En passant, je pense que vous ne m'en voudrez pas, j'aime bien mieux me fier à des commentaires de gens de l'extérieur qui sont moins partie prenante qu'aux commentaires partisans qu'on a entendus la semaine dernière de ces gens-là qui aiment donc à se gourmer et se flatter. Nous, on regarde le rapport Lapointe, cela fait six mois qu'il est sur le bureau du ministre et ce dernier n'a rien à dire à ce sujet, sauf: Je vais créer un comité, je vais créer un nouveau comité qui va brasser cela et on va regarder ce qu'on fait avec cela. Il a le droit de dire cela, le ministre des Affaires municipales; c'est parfaitement son droit. Mais j'espère que vous convenez que le maire de la ville de Québec a aussi le droit de dire: Nous, sur quelque chose qui est particulier à notre situation, qui s'appelle le fait qu'on est une ville qui hérite... Ils sont fiers d'hériter de cela, que le Parlement soit dans cette ville, mais on lui impute des responsabilités additionnelles et tout ce que le maire de Québec a déclaré, c'est: J'aimerais non pas qu'on ait un régime particulier mais qu'on ait effectivement un examen spécifique de notre situation et que cela se traduise par un programme précis d'interventions de l'État québécois, articulé, défini, pour éviter les mesures sensationnalistes, pour éviter des mesures qui vont être bonnes ou pas bonnes, selon les humeurs d'un membre du gouvernement, qu'il soit junior, senior ou autre. Il me semble que c'est plus sérieux que cela, la responsabilité d'un gouvernement du Québec envers sa capitale.

C'est dans ce sens qu'on avait créé la Commission de la capitale nationale, pour accoucher de quelque chose, c'est la commission Lapointe. Peu importe qui a décidé de favoriser une problématique particulière, sauf que le résultat est connu. Il faut prendre des décisions. Ce que le maire de Québec aura voulu dire et ce que mon collègue aura voulu dire avec cette motion, c'est qu'il est urgent que le gouvernement cesse ses études. Ce n'est pas en prenant un rapport et en le remettant entre les mains de quelqu'un d'autre qui va devoir produire un rapport sur le rapport déjà produit que cela va donner des gestes concrets, observables qui témoigneront du souci du gouvernement du Québec envers sa capitale, envers l'une des villes qui a la responsabilité, elle aussi, d'assumer des coûts en investissements, des coûts en infrastructures, des coûts en services pour qu'elle puisse faire profiter la ville de Québec de la présence du gouvernement et non pas inversement. Actuellement, je ne suis pas sûr que la ville de Québec bénéficie toujours des avantages que le gouvernement

devrait lui attribuer.
(17 h 10)

Comme on a très peu de temps et que, déjà, mon temps est écoulé puisqu'on veut donner l'occasion au critique en matière d'affaires municipales de faire sa réplique, au moins, M. le Président, je conclus par une phrase. Je pense qu'il était opportun de saisir le gouvernement d'avoir véritablement quelque chose de plus arrêté concernant les suites à donner à la commission Lapointe, mais plus particulièrement toujours reliées à ce besoin d'avoir un financement plus spécifique qui tienne compte des particularités de la ville de Québec envers son épithète ou son qualificatif de capitale. Merci.

Le Vice-Président: Je vais maintenant reconnaître M. le député de Charlesbourg, ministre des Transports et responsable du Développement régional.

M. Marc-Yvan Côté

M. Côté (Charlesbourg): Merci, M. le Président. C'est avec grand plaisir que j'interviens aujourd'hui comme ministre responsable de la région de Québec sur cette motion déposée par le député de Jonquière, et qui, dans son libellé même, reconnaît que c'est la région de la capitale. C'est clair. Il s'agit de le lire: "Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il cesse de négliger le soutien nécessaire à apporter à la région de la capitale du Québec et qu'à cet effet il donne notamment suite aux principales recommandations du rapport de la commission Lapointe sur la ville de Québec." Oui, sans préciser toutefois lesquelles.

M. le Président, au cours de la dernière semaine ou des deux dernières semaines, on a eu l'occasion d'avoir de la grande visite à Québec. Le député de Jonquière, à juste titre, a profité d'une circonstance, a déposé une motion au feuillet, l'a amenée pour discussion, et je pense que c'est le lot de la démocratie. C'est bien, je l'en félicite. Cela nous permettra de clarifier un certain nombre de choses dans le débat. Effectivement, le député de Jonquière est un député qui connaît le monde municipal, ayant été président de l'UMQ. Il a déjà été maire. Et il connaît aussi un peu le rôle de la capitale dans la grande région de Québec, un peu comme Chicoutimi par rapport à Jonquière, finalement, et un peu Charlesbourg par rapport à Québec et Sainte-Foy par rapport à Québec. Il est à même, s'il le veut, de comprendre ce qui peut se passer dans la grande région de Québec.

Mais d'autres grands personnages de ce parti se sont permis certaines incartades en fin de semaine, bien sûr, devant une poignée de personnes à Québec. Le chef, ce sphinx de papier, s'est permis, samedi dernier,

devant une poignée de monde au congrès du PQ de la grande région de Québec, de venir faire toute une sortie. Encore s'il avait voulu donner un véritable sens à son intervention, ce n'est pas devant ses partisans, samedi dernier, qu'il l'aurait faite. Il aurait pu facilement saisir l'occasion mercredi dernier ou encore aujourd'hui de venir témoigner très nettement, par l'appui de cette motion, de ce qu'il pense de ce que devrait être la capitale et de ce qu'il pense du rapport de la commission Lapointe.

Bien sûr, on a eu droit au spectacle habituel de vaudeville du député de Lévis, qui est un des principaux personnages responsables du fouillis administratif dans la grande région de Québec, par la place qu'il a occupée et par le fait qu'il n'a jamais voulu accepter un consensus. Ne citons uniquement que le centre sur la biomasse comme exemple, que les gens ont bien vécu un peu partout dans la région de Québec, pour bien nous comprendre.

Enfin, mon collègue, le ministre des Affaires municipales a, depuis un certain temps, mené un certain nombre d'études et de travaux à la suite de la commission Lapointe. Il était normal, je pense, qu'il puisse décanter la commission Lapointe qui n'a pas soulevé un enthousiasme délirant dans la grande région de Québec, mais qui a fait un bon diagnostic de ce qui s'est passé au cours des dernières années. Il était normal que le ministre des Affaires municipales prenne le temps d'analyser ce qu'il a fait. Il était aussi normal que le ministre des Affaires municipales attende la réaction des maires de banlieue, qui représentent quand même 60 % de la grande région de Québec, et ça, on ne le dira jamais assez, donc un poids relativement important, même très important, et il était normal qu'il puisse revoir et reconsulter le maire de Québec quant aux orientations définitives que le gouvernement du Québec entend prendre dans ce dossier.

Oui, M. le Président, il est clair que nous avons fait notre travail. Il est clair qu'il y a, à l'intérieur du rapport de la commission Lapointe, certains constats qu'il faut rappeler à ce moment-ci si l'on veut effectivement situer le débat au-dessus de la mêlée politique. On a beaucoup parlé de déplacement de la gestion politique et administrative vers Montréal. Il est faux de prétendre que la gestion politique s'est déplacée de cette manière et de manière aussi dramatique vers Montréal. On a même, à l'occasion, pris comme exemple la tenue d'un Conseil des ministres spécial à Montréal pour dire que nous étions un gouvernement de Montréalais.

Est-ce qu'on aurait dit, par exemple, du Saguenay—Lac-Saint-Jean, du temps où le député de Lac-Saint-Jean et le député de Chicoutimi étaient ministres, que le

gouvernement du Québec était devenu un gouvernement du Saguenay—Lac-Saint-Jean? Voyons donc! Voyons donc! Ce n'est pas à cause du fait que des individus viennent d'une région particulière qu'ils ne connaissent pas les problèmes de la région de Québec et qu'ils ne défendent pas les intérêts de la région de Québec. J'ai très certainement plusieurs exemples à vous soumettre de la compréhension et du niveau de compréhension et de respect de la capitale et de la grande région de Québec de l'ensemble de mes collègues au cabinet qui, chaque fois qu'ils sont sollicités, ont une ouverture d'esprit selon la situation dans laquelle ils se retrouvent sur le plan budgétaire.

Le rapport de la commission Lapointe, bien sûr, fait état du pouvoir de la ville de Québec dans la grande communauté urbaine qui est de 40 % et fait état de la volonté de la ville de Québec d'avoir un droit de veto sur ce qui se passe à la communauté urbaine. Le maire de Québec, de son côté, fait état de certaines propositions qui ont été votées par le Parti québécois il y a deux ans, qui ont fait en sorte qu'il y a eu un certain rééquilibrage à la Communauté urbaine de Québec pour permettre aux municipalités de banlieue d'avoir quelque chose à dire à la communauté urbaine. Cela est clair et ce n'est pas le Parti libéral qui l'a passé, cela a été passé à l'unanimité de l'Assemblée nationale. C'est ce qui a permis un certain rééquilibrage des forces à la Communauté urbaine de Québec.

D'autres municipalités de la grande région de Québec croient aussi qu'il y a eu une certaine érosion de leurs pouvoirs. Je pense que c'est un constat avec lequel il faut maintenant vivre. Il y a effectivement une dimension de la capitale que personne, mais personne ne conteste. Il est clair qu'aujourd'hui on a fait porter l'essentiel des interventions, que ce soit le député de Bertrand ou que ce soit le député d'Abitibi-Ouest, sur le rôle de Québec, ville capitale. Personne de ce côté-ci ne conteste que le gouvernement du Québec doit reconnaître sa capitale. Ce qui est étonnant c'est que pendant neuf ans de pouvoir vous n'avez pas reconnu ce caractère spécial de la capitale de Québec et que vous n'avez pas reconnu le problème. Cela ne prenait pas la commission Lapointe pour être capable de connaître l'étendue des dommages et des exigences de la ville de Québec quant à la reconnaissance de son statut de capitale.

Aujourd'hui, en bons princes de l'Opposition, vous déposez une motion. C'est simple maintenant, il suffit de déposer une motion et de dire au gouvernement: Qu'est-ce que vous attendez vous autres, les libéraux, pour régler le problème comme gouvernement? Ça fait tout de même seize mois que vous êtes au pouvoir. Qu'est-ce que vous avez fait pendant tout ce temps-là?

Vous, qu'est-ce que vous avez fait? Vous avez créé la commission Lapointe, espérant vous rendre jusqu'à l'élection, vous permettant de passer la rampe électorale, la décision du 2 décembre, sans trop de dommages. C'est ça, c'est clair, cela a été votre stratégie et aujourd'hui nous sommes à compléter des analyses qui nous permettront d'avoir des interventions sur la reconnaissance.

Oui, nous l'affirmons, oui, nous reconnaissons le rôle de la capitale et oui, nous aurons des solutions à proposer éventuellement de façon qu'elle soit reconnue de manière beaucoup plus ferme et que cela s'applique partout pour la ville capitale, Québec, capitale du Québec. Mais penser qu'on va régler les problèmes de la ville de Québec et de la grande région de Québec que par des bureaux gouvernementaux, il faut oublier ça. L'essor économique de la grande région de Québec et, par conséquent, de la ville de Québec, n'est pas lié au phénomène d'implantation de bureaux parce que, curieusement, ayant à l'intérieur de ses limites tout près de 75 % de la superficie occupée des édifices gouvernementaux, on se plaint aujourd'hui que cela entraîne des coûts parce que Québec a, à l'intérieur de son centre, beaucoup trop de fonctionnaires qui occasionnent des coûts additionnels.

(17 h 20)

Je pense que cette situation a été fouillée par la commission Lapointe. Les conclusions quant aux coûts additionnels ne sont pas très claires compte tenu des retombées. À titre d'exemple, des citoyens de Charlesbourg le disent très clairement. Il y a à Charlesbourg 150 000 000 \$ d'évasion par année sur le plan de la fiscalité, d'achats à l'extérieur de Charlesbourg. S'ils vont acheter ailleurs, ils vont acheter à Québec puis à Sainte-Foy. C'est le phénomène des 82 % de citoyens de Charlesbourg qui quittent tous les matins, vont travailler à Sainte-Foy ou à Québec et font en sorte que des achats s'y font.

Je comprends l'impatience de M. Pelletier. Je comprends aussi que M. Pelletier ait à défendre les intérêts de sa ville. Il les défend de manière admirable avec tout le dynamisme qu'on lui connaît. Jamais personne ne pourra me dire que nous n'avons pas reconnu l'habileté de M. Pelletier à défendre la ville de Québec. Très sévèrement, très durement parfois, mais c'est son rôle. Il faut le comprendre à l'occasion, dites-vous. Oui. Oui, il faut le comprendre parce que cela fait dix ans qu'il attend. Mais sur ces dix ans, il a attendu le PQ pendant neuf ans.

Ce n'est pas aujourd'hui l'idée de dire que vous n'avez rien fait. Au contraire. L'attente date de dix ans. Vous avez probablement fait ce que vous avez pu à l'occasion. Probablement et avec toute la

bonne foi et la connaissance que vous aviez. Des représentants de la région de Québec étaient au gouvernement et ont possiblement fait ce qu'ils pouvaient. Nous aussi, nous faisons la même chose. Cela ne fait qu'un an et demi, même pas, quinze mois, seize mois que nous sommes au pouvoir. Nous avons fait un certain nombre de choses.

Pour résoudre le problème de la région de Québec, qui n'est pas si difficile que cela - il ne faut pas voir des fantômes où il n'y en a pas - cela va prendre une bonne concertation dans la région de Québec. Il faut apprendre à vivre ensemble, maires de banlieue, maire de Québec. Il faut une cohabitation. Il faut se parler pour être capable de progresser de façon que tout le monde dans la grande région de Québec travaille pour la grande région de Québec et non pas pour un centre en particulier.

Cela signifie que chacun doit avoir une vision de ce que sera le développement régional de Québec, que chacun doit rompre avec un certain défaitisme et penser qu'effectivement, sur le plan de la collective régionale, on peut faire un certain nombre de choses, mais dans la mesure où on réussit à se serrer les coudes tout le monde ensemble et qu'on réussit, fédéral, provincial, municipal, la Communauté urbaine de Québec, à avoir une vision de l'avenir qui corresponde véritablement à la vraie vocation de Québec et que tout le monde puisse tirer dans le même sens. Je pense que comme cela on réussira à faire un certain nombre de choses et surtout oublier que le gouvernement du Québec est une vache à lait.

C'est clair que nous ne sommes pas en période de croissance. Nous sommes en période de bonne gestion du gouvernement du Québec. Certes, le gouvernement du Québec peut faire sa part mais ce n'est pas le gouvernement du Québec qui doit régler tous les problèmes de la région de Québec.

Mme la Présidente, nous avons des forces exceptionnelles dans la grande région. L'association de l'Université Laval avec le monde des affaires va nous permettre de développer toute une série de choses extraordinaires. La vitalité de la Chambre de commerce de Québec à proposer des solutions d'aujourd'hui, sans frontières de municipalités ou de villes, fait en sorte que nous serons capables de progresser. L'avenir d'Inter-Port, qui a été enchevêtré et où on a mis des bâtons dans les roues, et vous savez qui...? Si jamais vous ne le savez pas, M. le député de Jonquière, vous demanderez à ceux qui nous ont précédés au gouvernement. L'avenir d'Inter-Port a été ce matin même, par la volonté du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral, annoncé pour la prochaine année, avec changement de structure pour l'avenir. Cela m'apparaît extrêmement important de le dire.

Sur le plan touristique, il y a effecti-

vement beaucoup de choses. Mais qu'est-ce que vous avez fait? Est-ce qu'on a eu une vision globale d'un projet de développement touristique pour la région de Québec? Non. Il a fallu qu'on arrive pour proposer à la communauté urbaine un plan de développement touristique.

Quant au transport, bien sûr, il y a eu des plaintes que des choses ne bougeaient pas sur Dufferin mais c'est exactement où nous l'avons laissé en 1976. C'est cela la réalité d'aujourd'hui et je pense qu'il faut le dire. Beaucoup de choses ont été faites. Quant à ceux qui disent: Ah! Le ministre des Transports, responsable de la région de Québec, a, comme l'a dit si bien le député de Jonquière, bouché le maire de Québec. Le ministre des Transports serait demeuré dans son coin et ce n'est pas le ministre des Transports qui est intervenu le premier. Le ministre des Transports donnait suite à un discours que le maire de Québec a prononcé devant le Club Richelieu où il a fait certaines affirmations qui méritaient d'être corrigées. Ces affirmations ont été corrigées.

Lorsqu'on parle d'un bilan qui n'a pas été fait et lorsqu'on dit dans la motion que l'Opposition exige que le gouvernement libéral cesse de négliger le soutien, je vais vous faire une petite nomenclature de ce qui s'est passé depuis quinze mois. Il y aura de quoi faire rougir le député de Jonquière, parce qu'on aura complètement laissé l'idée de l'amener dans notre parti. Lorsqu'on est arrivé en décembre 1985, il y avait un dossier qui traînait et qui risquait de ternir l'image du Québec, c'était Québec 84. Pourquoi un déficit dans Québec 84? Parce que le gouvernement que vous dirigiez avait subventionné et organisé ses fêtes parallèles au niveau de la région de Québec, voulant tout simplement faire en sorte que Québec 84 ne réussisse pas. Cela a été un premier dossier réglé et cela à la demande de toutes les autorités municipales de la grande région de Québec qui voulaient éliminer la tache noire que vous aviez laissée en laissant le pouvoir.

Qu'est-ce que cela a occasionné? Cela a occasionné Rendez-vous 87 qui a été un succès phénoménal, malgré le fait que bien des sceptiques ne croyaient pas en Rendez-vous 87. Rendez-vous 87 a été un succès extraordinaire pour la vocation de Québec sur le plan international. Mon collègue de Jean-Talon tout à l'heure vous a fait état de quatre interventions importantes au niveau du caractère international de la grande région de Québec: centre national d'arbitrage, sommet des pays francophones, l'Unesco, exposition de peintres impressionnistes. Est-ce que c'est cela donner une dimension internationale à une ville comme celle de Québec? Est-ce que c'est cela avoir le respect de sa capitale? Oui, c'est cela et cela amène des retombées au niveau de la

grande région de Québec.

Encore plus, le député de Bertrand intervenait tout à l'heure en parlant de la capitale; lui a été pendant un mois et demi ministre du Commerce extérieur et il a fallu Pierre MacDonald pour implanter à Québec un bureau du commerce extérieur. Je peux vous en donner, M. le Président, des dossiers réglés, oui. Parc technologique, Optique et laser, Inter-Port réglé. La Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, au niveau des immobilisations, a vu remodelée, en face du Palais Montcalm, la station d'Youville payée à 75 % par le gouvernement du Québec. C'est le ministre des Transports ici qui l'a passé. Ce n'est pas le maire de Québec. Ce n'est pas le président de la Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec. Oui et d'autres choses. Un dossier que vous avez laissé sur place: le cégep de Limoilou, où vos propres chicanes sur le plan intérieur n'ont jamais rien réglé, alors que nous avons permis de régler ce dossier à la satisfaction de toute la communauté de la grande région de Québec, avec des immobilisations de 29 000 000 \$.

D'autres dossiers, oui. Celui du patrimoine. C'est 20 000 000 \$ d'investissements dont 10 000 \$ par la ville de Québec, 10 000 \$ par le gouvernement de Québec, 5 000 000 \$ des Affaires culturelles, 5 000 000 \$ de l'OPDQ. Venir nous dire aujourd'hui: Cessez et faites ce qu'il y a à faire pour la capitale! Oui, Mme la Présidente, nous avons fait depuis quinze mois ce qu'à peu près personne n'a fait dans pareille situation. On ne dit pas qu'il ne reste pas des problèmes. On dit: Oui, il faudra les résoudre avec toute la collectivité régionale, dans le respect des banlieues, dans le respect de la capitale. Oui bien sûr et aussi en tenant pour acquis qu'il y a le rapport de la commission Lapointe et qu'il y a le rapport de la commission Parizeau qui propose le contraire de ce que propose la commission Lapointe.

À la lumière de cela, effectivement, le ministre des Affaires municipales, le ministre responsable de la région de Québec avec tous ses collègues qui sont intervenus, députés de la région de Québec qui ont reçu des maires, qui ont reçu le maire de Québec et qui vont continuer de le recevoir... La porte est ouverte. Oui, Mme la Présidente. En conclusion, nous allons continuer de faire ce que nous avons à faire. Nous allons avoir davantage une vision régionale qu'une vision de ville et aussi avec cette vision régionale, nous allons avoir une vision de la capitale. C'est par là que devra passer le développement de la grande région de Québec. Merci. (17 h 30)

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Charlesbourg et ministre des Transports.

M. le député de Jonquière, en réplique.

M. Francis Dufour (réplique)

M. Dufour: Merci, Mme la Présidente. Je voudrais rappeler aux députés de la région de Québec que ce n'est pas le ministre des Transports qui va les faire élire, ce sont leurs réalisations et leurs décisions et leur sens d'orientation. J'ai l'impression que...

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Dufour: ...ces gens ont perdu le nord ou le sud parce que, en examinant ce qui se passe sur le terrain, d'abord ce que j'ai dit, je vais rappeler certains positionnements que j'ai faits au début de mon intervention de la semaine dernière pour dire que le ministère des Affaires municipales n'était pas comblé, le poste était vacant. On en a des preuves chaque jour et encore aujourd'hui. Je pense bien que, même si on voulait m'interpeller je sens bien qu'il y a une absence et un vide complet. Car comme le pigeon voyageur, il est appelé à se promener un peu ici et là ce pauvre ministre qui, déjà, a trois voyages en Europe depuis deux mois. Donc, disons-nous-le clairement et franchement, il n'y a pas de titulaire au ministère des Affaires municipales. C'est cela que j'ai dit. Les municipalités sont des orphelines. Je pense que, de ce côté, on n'a pas de leçon à recevoir. Et même si le ministre des Transports a fait un bon laïus et a bien voulu expliquer ce qu'il a fait depuis le temps qu'il est là, il faudrait peut-être lui rappeler que la terre n'a pas commencé à tourner le 2 décembre. Il faudrait peut-être par exemple que ce qui s'est fait ici au Québec...

Mme la Présidente je vous demanderais de faire respecter l'ordre parce que, le député de Chauveau, j'ai l'impression qu'il est excité un peu parce qu'on arrive à la période des vacances. Donc, l'entière...

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! À l'ordre!

Une voix: Une question de règlement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: La première question de règlement, je vous demanderais d'être à votre siège, M. le député de Chauveau, pour pouvoir soulever une question de règlement. Une question de règlement, M. le député de Chauveau.

M. Poulin: Mme la Présidente, je voudrais rappeler au député de Jonquière justement que je n'étais pas à ma place, j'étais rendu à la porte à l'extérieur et je n'ai dit aucun mot. Donc, il pourrait peut-être se raviser, s'il vous plaît. Merci.

La Vice-Présidente: Cela étant fait, M. le député de Chauveau, je demanderais au député de Jonquière de continuer.

M. Dufour: Mme la Présidente, j'espère qu'on va me laisser intervenir même si cela ne fait pas le plaisir de certains députés dans cette Chambre. Je ne peux pas les obliger à écouter. Ils pourront faire comme d'habitude, ils se boucheront les oreilles. Ce n'est pas important, moi, je parle pour le monde qui nous regarde à la télévision et qui écoute. On ne fera pas d'accroire à ces gens, ils vivent dans la région de la capitale et dans la capitale. Qu'est-ce qui s'est fait par l'ancien gouvernement? Il faut toujours bien le regarder.

M. Poulin: Une question de règlement!

La Vice-Présidente: Je m'excuse. Une question de règlement.

M. Poulin: Non, non, je voudrais que le député de Jonquière se rétracte. Je n'avais pas... Ce n'était pas moi qui parlais, j'étais là-bas, M. le député de Jonquière. Vous avez dit le député de Chauveau.

M. Dufour: Je n'ai pas renommé le député de Chauveau.

La Vice-Présidente: Là-dessus... Écoutez, M. le député de Chauveau, moi, je n'ai pas entendu si c'était vous ou pas vous. Je n'ai vu personne. Donc, je ne peux pas vous réprimander sur cela. Je demanderais de passer outre et qu'on reconnaisse le député de Jonquière.

M. Dufour: Donc, je continue en disant que je vais parler pour les gens qui nous écoutent, les gens qui sont là, qui vivent dans la région de la capitale et qui vivent ici dans la ville de Québec. Qu'est-ce qui s'est fait par l'ancien gouvernement? Il faut toujours bien se rappeler que... On n'a pas tous les yeux endormis là, il y a des actions qui ont été faites: l'aménagement de la colline parlementaire, les investissements dans le Vieux-Québec, à la Place Royale en particulier - tout le monde qui va se promener dans le coin voit ce qui se passe là - le nouveau palais de justice, les nombreuses interventions dans le secteur de l'habitation, la bibliothèque municipale, les satellites, les équipements sportifs, les infrastructures routières, la création du parc technologique. On peut bien penser que le ministre des Transports puisse s'en approprier le mérite, mais cela n'a pas été fait par lui. L'idée n'a pas été conçue par lui.

Ce qu'on fait actuellement, c'est du rapiécage, on continue ce que l'ancien gouvernement a fait. On essaie de rapiécer parce qu'on n'a pas d'idées. C'est cela que

je reproche au ministre des Affaires municipales, la même personne qui n'est pas ici au moment où on se parle; c'est lui qui est la cause de notre résolution. Si le ministre des Affaires municipales avait fait son travail, on ne pourrait pas parler comme on parle là. Donc, il faut examiner. J'ai fait une intervention la semaine dernière, il n'a pas répondu. C'est un ministre en tutelle, à ce que je vois. Il n'a pas été capable de sortir de son texte, pas un mot en dehors de son texte. Je n'ai jamais compris cela. Il me semble que cette personne aurait pu parler au moins de ce dont je parlais. J'ai parlé de la situation de la ville de Québec comme capitale nationale et, en même temps, comme ville patrimoniale. On n'a rien entendu de ce ministre, il n'a rien dit. Il a noyé le poisson. C'est un pigeon voyageur qui noie le poisson; c'est ce qu'il a fait dans son intervention. Il a dit qu'il fallait parler à la communauté urbaine, qu'il fallait parler avec tout le monde, former des comités d'étude. Même le caucus régional ici, à Québec, forme des comités d'étude. Sa première priorité, cinq mois après le dépôt du rapport Lapointe, il décide de former un autre comité d'étude, étude sur étude, ça va bien aller, ce sont juste des études.

Il faudrait peut-être qu'on arrête d'étudier, qu'on regarde ce que j'ai dit au cours de mon intervention. Que le gouvernement dise ce qu'il est capable de faire, ce que le ministre des Affaires municipales est prêt à faire pour sa capitale, pour la faire évoluer et la traiter comme elle le mérite. Ce n'est pas ce qu'on a fait, pas du tout. On a noyé le poisson et on a étiré un peu partout. Bien sûr, il y a des choses que le gouvernement doit faire, on n'a pas besoin d'un dictionnaire pour savoir cela. Le maire de Québec a demandé des interventions particulières pour la ville de Québec, il n'a pas demandé un statut particulier. Le ministre des Affaires municipales ne viendra tout de même pas me dire quelle est la réforme fiscale municipale, j'ai travaillé là-dedans du début jusqu'à la fin. Après huit ans, il serait normal qu'on la révise. Il n'est pas là, il travaille encore par spontanéité. Il est comme un ressort, il "swing" quand on lui donne un coup. À part cela, il n'est pas là. Jamais il ne nous dit ce qu'il en est.

La semaine dernière ou il y a dix jours, je lui ai posé la question: M. le ministre, que pensez-vous des problèmes de taxation dans les municipalités, particulièrement à Montréal? Il n'y a pas de problème, les maires ont juste à se serrer la ceinture. Réponse d'un grand sage! Une semaine après - je ne sais pas si c'est le premier ministre qui y a vu - il a dit: On va mettre sur pied un comité, pas de problème, on forme un comité d'étude. Quand on n'a pas de réponse à donner, on forme des comités d'étude.

Il y a des décisions logiques qui doivent

être prises pour la capitale, et on lui en a suggéré. Mais il ne sait pas lire, il faut que les autres lui soufflent dans les oreilles. Ce n'est pas en Europe qu'il va apprendre c'est quoi la vérité, ce n'est pas dans un Concorde qu'on comprend ce qui se passe dans la société, c'est sur le terrain, en travaillant, en se relevant les manches et en regardant ce qui se passe. Les gens de Québec sont des gens sérieux, ils savent ce qu'ils veulent pour leur capitale nationale, ils savent que cette ville aurait le droit d'avoir un statut particulier. On n'invente rien, ça existe dans d'autres pays. Cela arrive à d'autres endroits où il y a des capitales nationales. J'ai visité quelques pays et les capitales, habituellement, sont traitées différemment d'une autre municipalité. Cela n'enlève rien aux autres.

Contrairement à ce qu'on pense, s'il y a des choses bien qui arrivent à la capitale, cela aura des rebondissements dans les municipalités environnantes. C'est cela qu'on appelle une région. Québec n'est pas déconnectée de l'ensemble des régions. Le maire de Québec dit: On devrait avoir un commissaire, et le ministre des Affaires municipales dit: Oui, ça aurait du bon sens, un commissaire. Mais il a tellement de travail qu'il prend le temps de partir, et il sera absent plus d'une semaine encore, probablement. Ce n'est pas la première fois qu'il nous fait ce coup-là. Il rencontre 90 préfets il y a dix jours, il fait son petit discours, il sacre son camp. Les maires disent: Coudon, le ministre s'est trompé de discours. Pendant ce temps, tous les ministères jouent dedans.

Je l'ai dit, le ministre des Affaires municipales n'existe pas. Il dit qu'on le blâme, mais on ne le blâmerait pas s'il était là. Un ministre attentif qui fait son travail, je respecte cela, mais un ministre qui ne fait pas son travail... On donne des exemples tous les jours. Un porte-parole ou un critique avec le ministre, c'est presque un mariage, et ça ne fait pas un mariage heureux parce que je voudrais que ça bouge dans le monde municipal, et il ne bouge pas, c'est un paquet de Jell-O. Tu as beau frapper dedans, il ne rentre rien.

Il faut que ces choses soient dénoncées. Je me suis donné comme rôle de faire remplir un poste quelque part. Il y a un député qui sera content, parmi les 122 qui ne sont pas ministres. Il n'y a pas seulement nous qui affirmons que des choses ne vont pas. Il y a des observateurs, ce ne sont pas seulement des gens du milieu. Je pourrais dire que j'ai un parti pris par rapport à ce qui se passe, mais regardons **Le Soleil** du 10 avril, où Raymond Giroux écrit: "Québec gèle sa capitale". Est-ce que cela a du bon sens! Le ministre n'a rien compris, on gèle ça. Il fait un enterrement de première classe. On a beau avoir un ministre ou deux qui parlent de l'international et du mondial, ce n'est pas

ce qui va régler le problème de la capitale. Il y a des coûts supplémentaires à cause de cela; donc, il faut qu'il y ait des actions énergiques qui statuent sur un rôle spécifique de la ville de Québec.
(17 h 40)

Je suis fier de la ville de Québec, et je me trouve correct de parler de la ville de Québec, même si j'ai été maire pendant 18 ans dans ma région, parce que Québec, c'est vraiment la capitale. C'est vraiment à elle que les gens doivent s'identifier. C'est le berceau de la langue en Amérique: 1608, c'est le berceau de la langue française. S'il y en a qui ne le savent pas, j'espère que vous allez le comprendre, c'est le berceau de la langue française en Amérique, sur tout le continent. Je pense qu'à ce moment-là, il faut que des actions énergiques soient prises, des actions cohérentes et un plan d'ensemble, pas des plans à la va-comme-je-te-pousse. Pas, un matin, se réveiller sur le mauvais pied et là, décider de ne pas marcher, et, le surlendemain, ça va bien, décider de faire quelque chose. Cela prend une action continue et on n'a pas vu cela de la part de ce gouvernement.

Il pourrait bien dire qu'il faut que tous les maires soient d'accord. Je ne pense pas que quelqu'un arrête la roue de tourner. Mais, en attendant, qu'est-ce que le ministre devrait faire? Reprenons le rapport Lapointe. Je pense qu'il faut le rappeler, on blâme le gouvernement actuel de ne pas prendre les décisions favorisant sa capitale. Il n'y a pas 56 recommandations sur Québec comme ville capitale. Il dit d'empêcher les départs de bureaux d'une place à l'autre qui inquiètent tout le monde; ils ne sont pas encore partis. Cela semble donner de bonnes raisons pour aller chercher de bonnes sources de financement. On n'a qu'à dire qu'on déménage d'une place à l'autre. La commission recommande que le gouvernement du Québec accorde une priorité au coeur de la capitale dans tout le réaménagement ou regroupement futur des ministères et organismes qui sont liés plus directement aux fonctions législatives, exécutives de l'État et qu'il favorise l'acquisition et l'occupation de bâtiments anciens du Vieux-Québec après leur restauration ou leur recyclage. La commission Lapointe l'a déjà dit, on l'a vécue, cette affaire, et on sait que cela se passe comme cela. Elle dit: Accentuez cela, dites-le-nous.

Deuxièmement, la commission recommande que le gouvernement du Québec, sans attendre la révision du schéma d'aménagement de la communauté - il ne dit pas d'attendre que tout le monde soit d'accord - regarde dans certains quartiers, consulte la ville de Québec et les municipalités voisines sur ses orientations et projets d'intervention à l'égard de la capitale et de sa région, en particulier sur ses projets

d'emplacement des ministères et organismes. Il n'y a rien là encore. La commission recommande que le gouvernement du Québec complète l'aménagement et la mise en valeur de la colline parlementaire en y créant un environnement urbain qui, au plan de la qualité, soit digne de la capitale. Il n'a rien inventé encore. Il me semble que c'est logique, cette affaire. J'espère qu'il y en a qui écoutent, pas juste ceux qui sont à la télévision. Il y en a quelques-uns ici de la région de Québec, ils devraient écouter cela. On parle de l'agrandissement du musée, de la réalisation de la seconde phase du Musée de la civilisation, du Musée du Québec, de l'emplacement de l'Université du Québec et de quelques composantes dans la capitale, de quelques atouts supplémentaires, de signes distinctifs, etc., et en même temps de projets d'aménagement de bâtiments à caractère patrimonial.

D'autres recommandations se touchent mais, en fait, il y a un autre point que je veux soulever. Personne n'a besoin de cours pour cela. C'est la responsabilité directe du gouvernement. Il n'a pas besoin d'aller consulter tout le monde, c'est une question de faire son job, d'être à l'écoute, d'entendre et de savoir lire. C'est cela que la commission Lapointe propose. Il y en a qui ne comprennent pas cela.

Quand on cite le rapport Parizeau, il faudrait toujours bien le connaître. Quand on dit que le rapport Parizeau et le rapport Lapointe sont contradictoires, je m'excuse! Là, par exemple, ce n'est pas correct. Il y a juste celui qui l'a dit qui peut croire cela. C'est exactement dans le même sens, c'est-à-dire qu'il faut que la capitale ait un statut spécial au point de vue de la fiscalité: Mais pas dans le sens de subventions. C'est dans le sens de subventions directes, répétitives, garanties, qui sont indexées chaque année. Il n'a pas dit de réformer tout le système fiscal. On sait bien que le système fiscal... Il y a des gens ici qui manquent de courage. Ils en avaient du courage, quand ils étaient dans l'Opposition et qu'ils clamaient à tout le monde: Nous autres, on va être de bons négociateurs, on va aller au fédéral, on va aller leur faire décider ce qu'on veut, on va négocier ça. Qu'ils commencent donc à négocier avec le fédéral pour qu'il paie ses taxes. Cela aiderait. C'est bien sûr aussi que le ministre des Relations internationales, etc.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Dufour: Mettons-en. Il va partout. C'est un voyageur aussi. Il a bien beau me dire qu'il va mettre le siège de l'Unesco...

Des voix: ...

La Vice-Présidente: À l'ordre!

M. Dufour ...qu'il va mettre des sièges sociaux ici et des consulats, etc., mais ce monde-là ne paie pas de taxes. Ne vous en faites pas!

Des voix: ...

M. Dufour: Ça paie pas de taxes, cette affaire-là.

La Vice-Présidente: À l'ordre!

M. Dufour: Il y a des gens ici qui commencent à fatiguer, mais on va continuer à le leur dire. Je vais prendre les mots du maire Pelletier. Copie! Que ces gens-là aillent négocier avec Ottawa, qu'ils aillent leur faire payer leurs taxes! Ça, ce serait une aide, mais ce n'est pas seulement une aide pour la capitale. Probablement qu'elle sera un peu plus élevée pour la capitale et la métropole du Québec, mais c'est une aide supplémentaire qui pourra aussi s'appliquer à certaines municipalités du Québec. Il me semble que, là, ils feraient preuve de conscience, de maturité, de continuité et de sérieux. Pas juste des promesses. On a assisté juste à ça. Je n'ai jamais vu un gouvernement qui a autant renié ses promesses que celui qu'on a en face et qui réussit à passer pour les grands sauveurs de la race. Ce n'est pas tout à fait comme ça que je le prends. Quand je lis ce que le maire Pelletier dit au ministre: Vous n'avez pas compris ce que j'ai dit, j'ai demandé une aide particulière comme capitale. Il n'a pas dit "un statut particulier dans la fiscalité". Une aide spécifique. C'est très différent.

Le maire Pelletier est obliqué de dire ce qu'il veut, parce que le ministre ne comprend pas même si c'est très bien écrit. On pourrait donner des cours de français au ministre des Affaires municipales. Je pense qu'il y a des choses comme ça qu'on pourrait lui expliquer. On pourrait lui expliquer c'est quoi une municipalité et comment cela fonctionne. Cela fonctionne avec des gens qui connaissent cela. Une municipalité, c'est un gouvernement. Une municipalité, il faut s'en occuper. Je n'ai pas l'impression que les ministres, actuellement, savent ce qu'est une municipalité, comment cela fonctionne, quelle sont les attentes d'une municipalité. Ce n'est pas en mettant des rapports sur les tablettes et en demandant à tout le monde de s'en occuper qu'on va trouver des solutions. Il faut que les gens qui sont en poste prennent leurs responsabilités, décident ce qu'ils veulent avoir et orientent. Il ne faut pas juste s'asseoir. Ils feraient mieux de s'asseoir plus souvent avec les élus; peut-être qu'ils pourraient comprendre. Mais on étire le temps et on ne prend pas de décision. Durant ce temps, on est en frais de se faire passer des sapins; on est en frais de geler tout le monde. Ce n'est pas moi qui le dis.

Des observateurs nous disent: Ils sont en frais de geler le Québec.

Regardons donc l'ensemble. Tout est à l'abandon au point de vue des municipalités. Il n'y a plus de décision qui se prend. Il y a des problèmes de taxation, de taxes d'affaires. Le ministre en a parlé dans son discours la semaine dernière. Savez-vous, c'est quoi les problèmes de taxation? C'est lui qui les a causés. Le 16 juin ou au mois de juin l'an passé, il avait demandé: Est-ce que cela arrange les problèmes, la taxe d'affaires, parce que c'est un problème qui intéresse Québec? On a dit: Il n'y a pas de problème. C'est correct, on est d'accord, nous, de l'Opposition. Là, il va être obligé de présenter une loi et de corriger. Avec les contribuables de Montréal, c'est la même chose. Donc, on va essayer d'aider le ministre en lui disant qu'il n'est pas correct.

Le blâme qu'on fait, on le fait au gouvernement en général, mais à cause de l'inertie et de l'incapacité du ministre de prendre ses responsabilités. C'est comme ça qu'il faut stigmatiser ce ministre-là. C'est comme ça qu'il faut le lui dire. Ce n'est pas en voyageant à travers le monde qu'il va trouver des solutions aux problèmes que l'on vit. Les recommandations spécifiques que la commission Lapointe fait, et j'insiste là-dessus, c'est une aide spécifique à la capitale pour lui permettre de jouer son rôle national, international, pour compenser des coûts...

La Vice-Présidente: S'il vous plaît: À l'ordre, s'il vous plaît! Le député de Jonquière en est à ses conclusions, et j'aimerais bien pouvoir l'entendre.

M. le député de Jonquière.

M. Dufour: Je vous remercie, Mme la Présidente. C'est vrai qu'on est proche des vacances. Il y en a que ça énerve, que ça excite. On dirait qu'on rajeunit dans ce temps-là. Je ne peux pas en vouloir à personne...

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Dufour: Regardez! Regardez ce qu'ils font!

La Vice-Présidente: À l'ordre!

M. Dufour: Tout ça pour conclure et dire qu'on a présenté cette résolution pour blâmer l'inertie, l'inaction, du ministre des Affaires municipales qui, devant une résolution de blâme, trouve le moyen d'aller se promener... Je déplore ça et on doit le dénoncer.

Quelles sont les recommandations précises? C'est qu'on nomme un commissaire à la capitale qui s'occupe des problèmes de la capitale. Une deuxième recommandation

qu'on fait, c'est aussi de donner une aide spéciale à Québec, capitale nationale, qui lui permettrait de jouer pleinement son rôle et constituerait en même temps une simple justice envers les citoyens de la capitale vis-à-vis de son rôle international. Merci, Mme la Présidente.

Une voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Jonquière.

Vous êtes prêts pour le vote?

M. Gendron: Vote enregistré, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Oui. Nous allons suspendre nos travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 17 h 50)

(Reprise à 17 h 55)

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Je vais mettre aux voix la motion du député de Jonquière qui se lit comme suit: "Que cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il cesse de négliger le soutien nécessaire à apporter à la région de la capitale du Québec et qu'à cet effet il donne notamment suite aux principales recommandations du rapport de la commission Lapointe sur la ville de Québec."

Que ceux et celles qui sont pour veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Jolivet (La-violette), Garon (Lévis), Gendron (Abitibi-Ouest), Brassard (Lac-Saint-Jean), Gauthier (Roberval), Paré (Shefford), Dufour (Jonquière).

La Vice-Présidente: À l'ordre!

Que ceux et celles qui sont contre ladite motion veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: MM. Gratton (Gatineau), Saintonge (Laprairie), Marx (D'Arcy McGee), Mme Bacon (Chomedey), MM. Ryan (Argenteuil), Paradis (Brome-Missisquoi), Latulippe (Chambly), Côté (Rivière-du-Loup), Outil (Beauce-Sud), Mme Robic (Bourassa), MM. MacDonald (Robert Baldwin), Savoie (Abitibi-Est), Lincoln (Nelligan), French (Westmount), Côté (Charlesbourg), Ciaccia (Mont-Royal), Johnson (Vaudreuil-Soulanges), Gobeil (Verdun), Fortier (Outremont), Rocheleau (Hull), Cusano (Viau), Vaillancourt (Orford), Dauphin (Marquette), Maltais (Saguenay), Lefebvre (Frontenac), Doyon (Louis-Hébert), Maciocia (Viger), Middlemiss (Pontiac), Cannon (La Peltre), Chagnon (Saint-Louis), Paradis (Matapédia), Mme Pelchat

(Vachon), MM. Rivard (Rosemont), Polak (Sainte-Anne), Assad (Papineau), Audet (Beauce-Nord), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Mmes Hovington (Matane), Bélanger (Mégantic-Compton), MM. Gervais (L'Assomption), Bradet (Charlevoix), Brouillette (Champlain), Camden (Lotbinière), Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), MM. Forget (Prévost), Gardner (Arthabaska), Gobé (Lafontaine), Hamel (Sherbrooke), Dubois (Huntingdon), Kehoe (Chapleau), Leclerc (Taschereau), Hétu (Labelle), Joly (Fabre), Marciil (Beauharnois), Messier (Saint-Hyacinthe), Poulin (Chauveau), Richard (Nicolet), Tremblay (Rimouski), Tremblay (Iberville), Thérien (Rousseau).

La Vice-Présidente: Que ceux et celles qui s'abstiennent de voter veuillent bien se lever.

Le Secrétaire adjoint: Pour: 7
Contre: 60
Abstentions: 0

La Vice-Présidente: Motion rejetée. À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! Motion rejetée.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Mme la Présidente, je propose l'ajournement de nos travaux au mercredi 29 avril à quinze heures.

La Vice-Présidente: Motion adoptée? Adopté.

(Fin de la séance à 17 h 59)